





# idées

## JEUNESSES

le point de vue de...

ALAIN BLOCH

### Le service national : un tabou

Alain Bloch est membre du comité directeur du parti radical.

PARMI les propositions contenues dans le plateau de la défense, celle qui retiendra le plus l'attention est sans doute le remplacement du service militaire par une instruction militaire obligatoire de deux mois. Tout se passe en effet, comme si le service militaire était une sorte de tabou.

Naturellement, cette proposition s'inscrit dans un ensemble cohérent de refonte de notre système de défense. D'ailleurs, de propositions pour les jeunes. Mais les raisons essentielles de cette volonté des radicaux de revenir sur le service militaire, à l'origine duquel ils furent au début du siècle, sont inscrites dans l'injustice flagrante que constitue cette institution sans répondre pour autant ni à une exigence de défense ni même à une exigence sociale.

Que l'universalité prétendue du service national se réduise aux deux tiers de chaque classe d'âge constituée, déjà, en soi un scandale. Celui-ci est aggravé lorsqu'on étudie qui sont ceux qui passent à travers les mailles de ce service. Des cent quarante mille jeunes environ qui arrivent chaque année au niveau du baccalauréat, près de la moitié n'effectuent pas de service militaire. On a donc deux fois plus de chances d'être exempté et l'on a le bac ! Peut-être croira-t-on que les exemptions sont proportionnelles au niveau scolaire ? La vérité est que les fils de la bourgeoisie échappent dans une proportion inacceptable à leurs obligations militaires.

Le « brassage » social que le service militaire est censé réaliser est donc inexistant. Il n'est même plus, comme naguère, géographique puisque le commandement a récemment décidé d'uniformiser l'éloignement des appelés par rapport à leur domicile. Ainsi, dans chaque unité aujourd'hui, les enfants des classes sociales non dirigeantes rencontrent-ils d'autres enfants du même milieu et de la même région. Ceux qui voient dans l'armée une « école de civisme » s'intéressent donc plutôt à la refonte de notre système éducatif !

Le service militaire est donc injuste. Constitue-t-il au moins un impératif de notre défense ? C'est le noyau du problème, mais comment n'être pas frappé des incohérences de notre système. Car rien n'est plus flou que la doctrine d'emploi de notre corps de bataille terrestre ; or, c'est lui qui impose la présence sous les drapeaux de plus de deux cent mille appelés.

Officiellement, ce corps de bataille semble avoir pour mission de tester la volonté offensive adverse, ce « test » constituant un palier dans la montée aux extrêmes nucléaires.

Curieuse mission que d'être au coin du Rhin pour voir si les Soviétiques sont bien décidés à nous envahir ! En vérité, notre armée de terre est le fruit de la reconversion européenne, entreprise par de Gaulle, d'un outil colonial. Aussi, le volume de nos forces a-t-il, de 1962 à 1969, nettement diminué. Après le départ du général, il semblerait bien que les états-majors aient « repris en main » la politique de défense et qu'il se soit trouvé de bons esprits pour justifier nos effectifs : leur carrière en dépendait.

Deux attitudes sont possibles pour ceux qui ne s'obstinent pas à discuter la dissuasion nucléaire. Ou bien l'on considère que sa crédibilité repose sur son caractère absolu et automatique — c'est la « thèse Galliois » — alors, à quoi bon une armée de terre, sinon dans le cadre de la trop fameuse « dissuasion populaire », concept flou lui aussi, hérité de la Résistance, dont on peut se demander si l'aboutissement le plus logique ne serait pas la non-violence. Ou bien l'on considère, comme nous, que la dissuasion reste fondamentale mais peut échouer : dès lors, les rapports de forces reprennent leur droit et la seule mission possible pour une armée est de vaincre l'adversaire.

Dans le cas de la France, face au pacte de Varsovie, le problème est de taille ! Nos tentons, dans notre plateau-forme, d'y apporter un essai de solution tout en restant convaincu que la véritable issue est dans l'Europe. Ce n'est évidemment pas en se plaçant sur le terrain de l'adversaire dix fois supérieur en nombre que nous serons à la hauteur, mais en mettant, à nos côtés, l'imagination au pouvoir : nous croyons possible, et souhaitable, de faire grâce à une petite armée de volontaires, pas plus coûteuse que notre actuelle d'appelés, mais disponible en permanence — et non en semaine seulement — et équipée de façon originale sinon révolutionnaire. Néanmoins, une instruction militaire obligatoire de deux mois serait dispensée, vraisemblablement sur place au sein des unités de gendarmerie — voire, au niveau du maintien de la rémunération, financièrement à la charge des entreprises — pour que chacun se sente concerné par la défense et que soit levée la traditionnelle objection politique contre l'armée de métier.

(1) *L'Autre Défense*, propositions radicales, France-Editions 33, 2, rue de Dijon, 92000 Châumont, 5 F.

## La fuite devant les obligations militaires

par MARC ORAISON (\*)

DEPUIS une dizaine d'années surtout, des difficultés croissantes apparaissent par rapport à la conception du service militaire. Et elles ne sont pas créées de toutes pièces par une propagande quelconque, malgré ce que certains pourraient croire, bien que certaines « propagandes » justement s'en emparent pour d'autres motifs plus ou moins discutables. C'est vraiment qu'il y a un problème de fond. En tant que médecin et psycholo-

giste, depuis cinq ou six ans surtout, je suis littéralement envahi sur un rythme croissant de demandes de jeunes, tendant à leur éviter le service militaire dont la perspective est proche. La fait que je sois prêtre ne joue pratiquement en aucune manière. J'ai bien dû, à ce jour, en recevoir au moins deux ou trois cents...

bles, d'anxiété proprement dépressive. Ils ne sont pas évangéliquement de façon simpliste « contre l'armée » ; et j'ai eu avec certains des conversations très positives sur les changements profonds qu'il leur paraît souhaitable de faire. Peut-être même était-ce avec les moins « intellectuels » d'entre eux...

Mais alors, que faire pour eux ? Ils ne pourront certainement pas s'adapter positivement à la vie militaire si leur service véritablement armé. Ils risquent de subir psychologiquement des crises, peut-être pas définitivement traumatisantes, mais certainement préjudiciables à leur équilibre personnel et social ultérieur. Ils n'ont pas dans les « catégories » encore un peu trop étroitement « psychiatriques » qui motivent l'exemption ou le réforme. Et cependant... Certains médecins militaires l'ont compris et s'arrangent pour leur éviter, en toute conscience, pour des motifs médico-psychologiques, la service militaire. Mais on se heurte parfois à une incompréhension totale qui, à l'occasion, rappelle les caricatures classiques du « major » style Courteline...

Un troisième type est constitué par ce qu'on pourrait appeler les « naïfs ». Non pas naïfs du point de vue social, plus ou moins délinquants, mais encore mal adaptés à une vie de jeune adulte dans un monde réel

de relations. Très souvent, une aide psychothérapeutique et sociologique les aide à émerger, à trouver leur place, à évoluer dans un sens satisfaisant pour eux. Mais, au moment de leur appel pour la sélection ou l'incorporation, ils sont encore plein marasma. La perspective de l'armée les panique, eux aussi ; ils sentent surtout très bien qu'il se serait pour eux la fin presque totale de leur effort pour « se sortir » et de l'évolution qu'ils ont en train d'amorcer. Ces sujets m'apparaissent tout à fait ingrats à l'usage militaire telle qu'elle se déduit actuellement, et si on les oblige à faire leur service, on risque de compromettre gravement — et même définitivement — leur évolution ultérieure.

Tels me paraissent être les problèmes d'un certain nombre de jeunes à l'heure actuelle. Il me semble nécessaire à la fois de signaler, mais aussi de souligner que c'est un problème récent, nouveau, et qu'il n'est pas, loin de là, méjoritaire. Or pour le moment quand il s'agit de ces trois « types » de situations, il n'y a d'autre solution raisonnable que l'exemption ou la réforme. Elles ne sont pas tous jours possibles malgré les démarches que l'on peut faire. D'autre part, cela me paraît être un pis aller, et même un véritable alicui pour ne pas abandonner en face de ce problème, le problème, il est très fort difficile sans doute, de la refonte radicale de la conception de l'armée.

### De tous les milieux

Cela me met parfois, je m'en suis aperçu, en situation difficile avec certains médecins militaires. Mais il m'est arrivé d'en parler avec d'autres, qui sentent parfaitement le problème.

Les jeunes qui me contactent appartiennent à tous les milieux : étudiants, petite bourgeoisie. Ensuite, il ne s'agit que très rarement de jeunes « engagés », comme on dit, dans un mouvement politique quelconque ; quand cela se présente, il s'agit évidemment de groupes étiquetés « extrême gauche », mais, c'est une toute petite exception. Il me paraît utile de le souligner, car le problème posé n'est pas d'ordre « politique » au sens partisan ou polémique de ce terme, mais concerne bien plus profondément une conception et une évolution de la société et de la civilisation.

Certains de ces jeunes s'étonnent parfois que je les aide à les faire exempter, mon âge me situant sans doute à leurs yeux, a priori, comme « attaché aux traditions ». Je n'ai pas grand-peine à leur expliquer que nous ne sommes plus en 1937, ni en 1944, ni même en 1960... Et qu'il faut donc s'efforcer de penser autrement, en tenant compte des réalités complexes de l'évolution des choses.

Il est impossible de classer ces jeunes en « catégories », ce qui serait artificiel. Mais quelques « types » se dégagent de l'ensemble de mon expérience, d'après des réactions ou des situations convergentes.

Il y a d'abord les garçons que l'on dit « inadaptés sociaux » — ce qui est objectivement exact, et qui correspondait à ce que l'on connaissait sous le nom de « blousons noirs » dans les années 60. Leur nombre est, je pense, en augmentation. D'après l'un des médecins militaires avec qui j'ai pu discuter de ce problème, ils représenteraient environ 3 % de ceux qui sont appelés à passer l'examen psychotechnique et médical dans les centres de sélection. Leur existence même — surtout dans une proportion qui semble réellement croissante — pose des problèmes complexes. Il se combine toujours chez eux des facteurs psychologiques personnels (évolution affective perturbée dans un contexte « familial » parfois

ahurissant) et des facteurs sociologiques qui tiennent à l'évolution de la société occidentale et qui ont conditionné dans une grande part les perturbations relationnelles qui ont entouré leur enfance.

Assez souvent, ils sont drogués, ou même sous drogue « douce » (et en particulier, ce qui était très rare en 1960-1965. En temps de guerre, leur « violence antisociale » était de nature à en faire des héros guerriers, parachutistes de choc ou membres de commandos. La problématique se pose de l'adaptation de ces sujets à un service militaire spécifique, et ils ne peuvent trouver leur place dans une discipline qui, pour eux, n'a aucun sens et qu'ils sont bien incapables de supporter. Il serait, en effet, tout à fait naïf de croire que, dans le temps qui est le nôtre et où l'armée ne peut plus être une sorte d'autorité légitime et valorisant d'une agressivité mal intégrée, l'armée aurait quelque chance que ce soit de les « mater ».

Ce ne sont cependant pas les plus nombreux, du moins selon l'expérience dont je dispose. Il n'est pas difficile, quand l'occasion se présente, de signaler à mes confrères médecins des centres de sélection ou des corps de troupe les symptômes d'une névrose évidente de nature à motiver leur exemption ou leur réforme précoce. Mais les autres, qui sont plus nombreux et dont précède le nombre d'années véritablement écoulées depuis six ou sept ans ? Il ne s'agit pas alors de « névrose » au sens quelconque psychologique de ce terme, du moins la plupart du temps, il s'agit de garçons qui sont en réaction profonde, réfléchie, j'allais dire « saine », contre la société occidentale contemporaine et l'avenir qu'elle leur propose.

Les slogans de mai 68 sont ici dépassés, mais prennent tout leur sens prémonitoire. Pour ces garçons, de milieux et de cultures très divers, l'armée telle qu'elle est, et telle qu'ils peuvent la connaître par les témoignages de leurs camarades légèrement plus âgés, représente le symbole quasiment exacerbé de cette « société » qu'ils ressentent comme étouffante et inhumaine. L'idée d'y être contraints les panique littéralement, et provoque souvent des réactions, transitoires certes, mais inadmissibles.

### La formule suisse

Disant cela, j'ai bien conscience de ne pas faire travailler seul, si l'on ose dire. La question est assez souvent clairement posée à des niveaux divers.

Un ancien premier ministre, dont le passé militaire est particulièrement indiscutable, M. Messmer, a parlé autant que je m'en souviens, il y a quelques temps, de « service militaire volontaire », c'est-à-dire bien évidemment qui ne serait plus obligatoire pour tous. Serait-ce la

solution ? Il ne m'appartient pas d'en juger.

La formule suisse pourrait aussi paraître séduisante. Un garçon de vingt ans, que j'ai pu aider, me disait qu'il serait pour sa part tout à fait d'accord pour faire une formation intensive deux mois par an pendant quelques années, à condition de toucher l'équivalent du salaire minimal et d'être sûr de garder son emploi sans problèmes. Ce raisonnement signifié bien qu'il ne s'agit pas d'une attitude « antimilitariste » doctrinaire.

### Le sentiment patriotique

Certains parlent de l'armée de métier.

Au travers de mon expérience, ce dont je suis désormais persuadé, c'est qu'il y a à un problème irréversible, et qu'il est nécessaire — peut-être même urgent — que la conception de l'armée soit profondément modifiée. Il ne faudrait pas croire que chez les jeunes, même perturbés, le sentiment patriotique a disparu ; il a profondément changé de style et de modalité. Or, il y a un décalage évident entre ce changement et le maintien de structures à d'une mentalité qui correspondent à la fin de la guerre

d'Algérie, et ce n'est même à des nostalgies antérieures...

En attendant ces transformations nécessaires, ce que l'on pourrait souhaiter au moins, c'est que les responsables médico-psychologiques militaires soient vraiment sensibilisés à la réalité de ces sujets perturbés ou en recherche, et aux conditions concrètes de leur insertion dans l'existence étant donnée leur situation. Les critères d'exemption et de réforme ne peuvent plus être les mêmes qu'il y a vingt ans.

(\*) Médecin, psychologue, prêtre.

## TÉMOIGNAGE

## Le malaise du contingent

Nous avons reçu le témoignage suivant, de M. Marcel Niclause, colonel d'artillerie (cadre de réserve), breveté d'état-major, qui fut, de 1967 à 1971, attaché des forces armées au Cambodge et à Khabovm, avant de quitter l'armée en 1973.

J'ai pendant quatre années commandé deux régiments, ce qui est assez rare et me confère une certaine compétence à traiter des problèmes de la troupe. Le premier, de 1965 à 1967, d'un volume réduit ; le second, de 1971 à 1973. C'est peu après avoir pris le commandement du second, après quatre années à l'étranger, que m'est apparu dans sa brutalité le malaise du contingent.

J'ai voulu cerner le problème sans artifices et, en prenant toutes les précautions, en ne prévenant que quelques personnes, je me suis livré à un sondage inédit sur la totalité des personnels qui allaient être libérés, au nombre de deux cents environ. Le résultat allait être celui de ce que je redoutais. Pour m'en tenir à l'essentiel, l'intérêt que présentait pour ces jeunes cette expérience d'une année.

Je n'ai trouvé personnes qui estimât en avoir retiré quelques bénéfices. Les plus satisfaits espéraient pouvoir faire transformer en permis de conduire civil le permis militaire qu'ils avaient obtenu.

On pourra ironiser sur la qualité du régime ; or c'était un très bon régime, d'excellente réputation, à la fois divers et soude, toujours sur les routes en dans les camps, qui obtenait des résultats brillants dans de nombreux domaines. L'ambiance y était à la fois active et sereine, sans contestation de mauvais aloi. Je le dis d'autant plus facilement que je n'avais pas encore eu le temps d'en être responsable.

### Un rite

Bien entendu, je portai ces résultats à la connaissance de mes chefs et de mes officiers. Avec ces derniers, pour lesquels ce sondage fut à la fois confirmation et révélation, ce fut l'occasion de promouvoir une politique plus libérale et de satisfaire des revendications justifiées, depuis lors introduites dans le règlement.

D'après ce que j'ai cru comprendre des entretiens fréquents et approfondis que j'ai eus pendant deux années avec les hommes qui m'étaient confiés, les conditions de vie n'entraînaient pas tellement en ligne de compte. L'amélioration des locaux et de la nourriture, une participation plus active ne changeant pas grand-chose au fond. Ce qui est resté, c'est l'obligation de se soumettre à un rite dont l'origine et la finalité échappent, c'est le

biais dans le déroulement d'une vie, c'est l'injustice, c'est la pénalisation.

Le hiatus est ressenti par tous, quels que soient les efforts déployés pour situer le service militaire au meilleur moment. Ou au moins mauvais. Pour ces jeunes, il s'agit bien de perdre une année. C'est en discutant avec le chauffeur qui m'a conduit pendant assez longtemps que cela m'a le plus frappé. Il était conducteur qualifié de machine offset ; il gagnait à l'époque 3.500 F par mois, ce qui lui permettait de préparer son mariage et d'aider sa mère. En homme prévoyant, il avait quelques peu économisé pendant l'année précédant l'appel, mais il aspirait — sans se plaindre — à retrouver ses 3.500 F mensuels. Le passage à l'armée lui aura coûté un manque à gagner de l'ordre de 30.000 F, son impôt de l'année. Il fallait en gagner de l'argent, en 1973, pour être imposé à ce taux !

### Le dernier impôt

Le service militaire est devenu ainsi le dernier impôt « par caput » de notre époque. Cela pourrait à la rigueur se concevoir s'il s'appliquait à tous dans les mêmes conditions. C'est loin d'être le cas.

Parmi les appelés, chacun connaît le copain qui est fait « pistonner » pour obtenir une

affectation rapprochée ; le copain de tel autre qui a joué d'un certificat médical pour se faire ajourner ou réformer, et enfin, chez les étudiants, tous les copains qui ont eu une chance — ou l'heureux hasard — d'entrer dans la coopération.

La position des étudiants est de loin la plus ambiguë. Un étudiant digne de ce nom a vocation naturelle d'officier. Tous ceux qui ont fait l'effort de passer par la préparation militaire supérieure y accèdent facilement. Ce n'est qu'une minorité ; la paresse, le laisser-faire, certaines convictions s'y opposent. Malheureusement, on ne s'en rend compte que trop tard, dans un autre sens, car si tous étaient candidats, la sélection serait impossible.

Toutefois, est-il que la majeure partie des étudiants n'accède pas au statut, au rang, à la condition d'officier, seule susceptible de leur offrir des responsabilités à leur niveau. En tant que sous-officiers, ce que la plupart deviennent, on comme spécialistes, l'armée ne dispose pas d'assez d'emplois en rapport avec leurs aspirations et leurs moyens intellectuels. Plus encore que leurs camarades, ils s'ennuient ; pour l'instant, il est encore possible de leur faire remarquer que n'ayant pas fait leur P.M.E., ils en portent en grande partie la responsabilité.

Quelle que puisse être l'évolution ultérieure de l'opinion qu'il

conservera de son passage sous les drapeaux (le temps laisse plus facilement subalterner les bons souvenirs que les mauvais), il faut être édifié par le contingent redoublé en temps de paix car il n'est pas nécessaire de manoeuvrer toute l'année pour être opérationnel ; les gendarmes mobiles sont, tout à fait capables de passer de leurs auto-mitrailleurs au char de reconnaissance avec un minimum d'entraînement.

A côté d'un noyau fortement spécialisé (Fluton, génie, transmissions) qui restera strictement militaire, c'est vers un accroissement de la gendarmerie mobile que l'on pourrait s'orienter. Ces « gens d'armes » seraient parallèlement deux types de matériels : ceux du service courant, à la majeure partie du temps, et les seraient actuellement trop peu nombreux (la circulation d'un exemple) ; ceux de mobilisation, pendant des périodes de manœuvre, que leurs unités échafauderaient par roulement. Ces personnels, mobilisés en permanence constitueraient l'élément retardateur de notre armée.

Rien n'empêche, d'autre part, que l'on éprouve en quelques mois, à la totalité des jeunes de ce pays, filles et garçons, à se servir d'une arme, à utiliser le terrain, à vivre à la dure, et sur le noyau de la gendarmerie départementale, rien n'empêche de créer des unités légères à base territoriale, elles aussi aisément mobilisables.

CRISES

de conscience  
du service de

Etats-Unis  
ident Carter reorganise  
services de renseignement

سكنى من الأوطان







# AFRIQUE

## Ouganda

### SEPT ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT DU 25 JANVIER 1971 Le bilan de la présidence du maréchal Amin est désastreux dans tous les domaines

Nairobi. — Il y a sept ans, le 25 janvier 1971, le maréchal Idi Amin réussissait à s'emparer du pouvoir. C'est, dit-on, qu'il en serait vite chassé se sont lourdement trompés. Toutefois, après une série de débâcles, le président ougandais s'est fait plus discret ces derniers mois et cesse de multiplier les extravagances. La situation en son pays, en revanche, ne s'améliore guère.

Conformément à une promesse du maréchal vieille de plusieurs années, la première session d'un Forum national s'est tenue du 15 au 20 janvier. Elle réunissait deux « anciens » par comité, deux hommes d'affaires de chaque district, dix membres du conseil municipal de Kampala, deux représentants pour les autres villes du pays, ainsi que les chefs, les commissaires de district, les gouverneurs de province, les chefs de missions diplomatiques à l'étranger, quatre délégués de l'universitéMakerere, les juges, les cadets et les membres du gouvernement. Avec près d'un million de participants, on est donc allé beaucoup plus loin que l'idée initiale d'un « conseil d'anciens » élargi aux représentants des districts.

Ce soul de d'oter le régime d'une sorte de corps représentatif d'un régime militaire, le président ougandais avait déclaré que l'armée demeurerait « à jamais » au pouvoir parce que les militaires étaient « disciplinés » et, donc, les administrateurs les plus compétents du continent.

De notre correspondant en Afrique orientale

En 1971, le maréchal Amin a promis de rendre l'Ouganda « un pays libre et indépendant ». L'année suivante, il a décrété l'état d'urgence et a suspendu la constitution. Le maréchal Amin n'en était pas, pour autant, au bout de ses peines. Jugant sa présence « indésirable », Londres devait lui infliger une humiliante humiliation, en juin, en l'empêchant d'assister au jubilé de la reine d'Angleterre et à la conférence du Commonwealth, au terme de laquelle, pour la première fois, douze États d'Afrique noire, tous membres de l'Organisation de l'unité africaine, allaient s'associer à une condamnation « sans équivoque » du régime ougandais dont les méthodes avaient suscité le « dégoût » du président Carter.

Le président Amin a essayé d'autres rebuffades en 1977. Deux tentatives d'attentat au moins ont été perpétrées contre sa personne et, cette fois, les auteurs en étaient des militaires. Quatre officiers impliqués dans un attentat début juin ont réussi, trois mois plus tard, à s'échapper de la prison de Nakasero avec la complicité d'autres membres des forces armées. Trois semaines plus tôt, quinze Ougandais accusés d'avoir trempé dans un complot — et qui seraient placés sous la surveillance — avaient été passés par les armes en place publique, à Kampala.

Entre-temps, les diversions organisées par le maréchal pour tenter de faire oublier ses difficultés intérieures ou les massacres perpétrés dans son pays ont eu de moins en moins d'impact. Il semble être consacré à remettre un peu d'ordre dans les affaires ougandaises. Début décembre, il s'est rendu discrètement — en partie, pour des raisons de sécurité — en Libye afin de négocier des accords de coopération (industrie, commerce, santé). Il a négocié avec Islamabad, début janvier, l'envoi de trois cent cinquante experts palestiniens (médecins, ingénieurs, enseignants et techniciens). Les recettes des exportations de café — dont l'Ouganda est le deuxième producteur mondial — ont baissé de moitié en 1977. Les réserves d'État ont été épuisées. Les recettes de l'État (85 % de ses recettes à l'exportation) ont été saisies par le régime d'un « plan d'action » défini, en janvier 1977, pour prendre la relève d'une « guerre économique » imaginée en 1974 et qui a conduit à l'économie du pays au bord de la faillite.

Fin décembre, Radio-Kampala a attaqué des hommes d'affaires ougandais pour leur « ingratitude » à l'égard du régime. La présidence de l'étranger. Huit sociétés d'État sont désormais autorisées à procéder à des importations sous le contrôle du Advisory Board of Trade qui a pris la relève, en 1974, de l'ancienne Uganda Development Corporation. Ces mesures devraient affecter les petites sociétés qui vivaient de l'export-import ou de la redistribution des produits importés.

## L'opposition au sein de l'armée

La discrétion et le soul de respectabilité du maréchal Amin se comprennent après une année marquée par une levée de boucliers contre les méthodes de son régime. Début 1977, le meurtre de l'archevêque Lwumwa et de deux ministres a provoqué un tollé à l'étranger. Les informations sur les massacres de deux ethnies dont le président s'est toujours méfié, — les Acholis et les Langos, — n'ont pas contribué à calmer les esprits. À la même époque, un membre du gouvernement, M. Kyamba, a choisi l'exil pour y décrire, dans un livre en forme de témoignage (*State of Blood*), les méthodes d'un régime dont il avait fait partie pendant six ans. Un autre rapport accablant, celui de la Commission internationale des juristes, faisait état de quatre-vingt mille à quatre-vingt-dix mille assassinats depuis l'accession au pouvoir.

## Algérie

### CINQ SOCIÉTÉS FRANÇAISES SONT NATIONALISÉES

(De notre correspondant.)

Alger. — Cinq sociétés au capital entièrement français installées en Algérie ont été nationalisées par une ordonnance présidentielle en date du 21 janvier. Le ministre de l'Hydraulique, qui s'apparentent inséparablement à l'industrie, a été chargé de transférer deux jours après, à son tour, le mardi 24 janvier. Les autorités auraient promis d'indemniser les intéressés.

Les sociétés visées sont la G.T.E. (Grands Travaux de l'Est) qui s'occupait de génie civil et industriel et employait deux mille six cents personnes, la SIF-Bachy (sondages, injections, forages hydrauliques), la SIF-Cofor (sondages et forages hydrauliques), la Cometra (travaux publics, génie civil, constructions diverses), la Société algérienne d'entreprises électriques et forages) qui employait six cents personnes. Ces entreprises étaient des succursales en Algérie de sociétés françaises, mais la dernière était de droit algérien.

Les dernières nationalisations de firmes françaises remontent à 1974. Elles avaient eu lieu en janvier, en octobre et surtout en décembre, lorsqu'un nombre important d'entreprises avaient été récupérées par l'État. La mesure, qui vient d'être prise, à laquelle aucune explication n'a été donnée, semble due à la dégradation des relations algéro-françaises et à la réorganisation entreprise par M. Bencherif, ministre de l'Hydraulique et de l'Environnement dans le secteur qui lui a été dévolu. À la suite de cette nationalisation il ne reste en Algérie qu'un très petit nombre de sociétés françaises.

PAUL BALTA.

(Nous avons pu joindre les dirigeants de trois des cinq sociétés concernées (Grands Travaux de l'Est, SIF-Bachy, Interior-Cofor). Tous ont été surpris par la décision algérienne, qu'ils attribuent à la dégradation des rapports entre Paris et Alger. Deux de ces entreprises, SIF-Bachy et Interior-Cofor, avaient entamé des négociations avec les autorités algériennes visant à transférer leurs succursales en sociétés d'économie mixte.)

## Persécution de chrétiens

Pour l'Ouganda, la dissolution, en juin 1977, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, au sein de laquelle il était associé au Kenya et à la Tanzanie, pose de graves problèmes. Ce pays enclavé disposait, par le truchement de l'organisation, d'un accès de droit aux ports de Mombasa et de Dar-es-Salaam dont il doit désormais renégocier sous l'égide de la

**jsf**  
CIRCUITS  
CHINE-18]-7.920F  
TURQUIE-16]-2.400F  
MAROC-8]-1.150F  
GRÈCE-6]-985F  
TUNISIE-8]-870F

VOLS SPÉCIAUX A.R.  
COPENHAGUE-240F  
AGADIR-855F  
MARRAKECH-855F  
NEW YORK-1.525F  
BANGKOK-2.235F  
TOKYO-3.325F

jeunes sans frontière

## PROCHE-ORIENT

### M. Begin semble disposé à renouer le dialogue à la commission militaire du Caire

De notre correspondant

Jérusalem. — Bien que l'opinion publique ait condamné quasi unanimentement la brusque interruption par le président Sadate des travaux de la commission militaire de Jérusalem, les dirigeants israéliens sont finalement prêts à reprendre le dialogue. On a constaté d'autre part avec satisfaction, ce mercredi 25 janvier, à Jérusalem, que la presse égyptienne a repris un ton plus propagandiste anti-israélien et que les attaques personnelles contre le premier ministre.

Le fait que pratiquement plus de quatre jours se soient écoulés, dimanche, après le conseil des ministres, le départ pour Le Caire du général Weizman dans les premiers jours de la semaine dernière, est un signe que les négociations de politique israélienne et les dirigeants israéliens sont finalement prêts à reprendre le dialogue. On a constaté d'autre part avec satisfaction, ce mercredi 25 janvier, à Jérusalem, que la presse égyptienne a repris un ton plus propagandiste anti-israélien et que les attaques personnelles contre le premier ministre.

Alors que le général Abraham Tamir, membre de la délégation israélienne à la commission militaire, est resté au Caire, où il poursuit des pourparlers « informels » avec les responsables égyptiens, des contacts discrets, loin des projecteurs, ont lieu entre Jérusalem, Washington et Le Caire.

On apprend de bonne source que depuis la décision de Jérusalem de suspendre la participation israélienne à la commission militaire, Le Caire tente d'organiser une rencontre secrète Weizman-Gamassi. À Jérusalem, le secrétaire d'État adjoint américain, M. Alfred Atherton, poursuit avec les dirigeants israéliens la mise au point d'une nouvelle « déclaration de principes » acceptable pour les deux parties. La question palestinienne a été abordée, mardi, au cours d'une séance de travail entre le ministre de la Défense israélien et la présidence du conseil et des affaires étrangères.

### Le Groupe d'amitié parlementaire Europe-Israël « encourage fermement » à reprendre les négociations

La conférence du Groupe d'amitié parlementaire Europe-Israël, qui a réuni, lundi 23 janvier, à Paris, cinquante députés venus de dix pays d'Europe occidentale, a adopté une résolution sur le paix au Proche-Orient.

Les parlementaires « encouragent fermement » MM. Sadate et Begin à reprendre leurs négociations et à accepter des « conditions préliminaires », recommandent aux dirigeants des autres États concernés de se joindre à leurs efforts pour la paix, prennent note qu'il n'a pas été offert de reconnaître la souveraineté égyptienne sur le Sinaï sous réserve des mesures nécessaires à sa propre sécurité, accueillent favorablement le plan proposant aux résidents de la rive droite du Jourdain et de Gaza le droit d'être une administration autonome, et recommandent à ces mêmes résidents d'accepter cette autonomie avec ses droits démocratiques, cette solution pouvant faire l'objet d'une révision après quelques années.

Au cours d'une conférence de presse, tenue mardi 24 janvier, M. Claude-Gérard Maroux, député R.P.R., secrétaire général de l'Association d'amitié parlementaire France-Israël, et Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères israélien et membre de l'opposition travailliste, insistent sur le fait qu'Israël

## Tunisie

### La « grève générale d'avertissement » est fixée au jeudi 26 janvier

De notre correspondant

Tunis. — La crise qui oppose le pouvoir à la centrale syndicale U.G.T.T. (Union générale des travailleurs tunisiens) a connu, le mardi 24 janvier, de nouveaux développements qui vont accroître la tension : une grève générale a été décidée par le syndicat pour le 26 janvier, un mandat de dépôt a été lancé contre un dirigeant syndicaliste, la médiation que tentait depuis quarante-huit heures M. Otto Karsten, secrétaire général de la C.I.S.L. (Confédération internationale des syndicats libres), a échoué, et des incidents sérieux se sont produits en plein centre de Tunis entre manifestants et forces de l'ordre.

C'est au cours d'une conférence de presse que M. Otto Karsten, tenu au siège de la centrale tunisienne que le secrétaire général de l'U.G.T.T., M. Habib Achour, a annoncé une « grève générale d'avertissement » de vingt-quatre heures, pour protester contre les « provocations » du pouvoir. Le principe de ce mouvement de grève du genre depuis l'indépendance du pays, avait été décidé dimanche (le Monde du 24 janvier). Il a été mis en application plus tôt que prévu, selon M. Achour, en raison d'attaques de locaux syndicaux par des « hommes du parti » et de l'arrestation d'un secrétaire général adjoint de la centrale.

M. Abderrahmane Ghobrial, chef des syndicats de la région de Sfax, M. Ghobrial avait comparu quelques heures plus tôt devant un

### Des accrochages avec la police

Tout en se livrant devant la presse à une critique virulente des méthodes employées par le parti (parti socialiste desourien) « ce mouvement parti qui se trouve dans un état pitoyable », M. Achour a tenu à réaffirmer qu'il n'avait pas démissionné de ses responsabilités au bureau politique et au comité central pour « travailler contre » ce parti ou pour adhérer à un autre mouvement et qu'il demeurait encore disponible au dialogue. Il a rejeté énergiquement les accusations des autorités selon lesquelles des

### Des accrochages avec la police

communistes et des basistes s'étaient infiltrés aux postes de commande de la centrale, qui est libre et indépendante des partis, des organisations et des hommes.

Pour sa part, le représentant de la C.I.S.L. a dû reconnaître implicitement que sa « médiation » avait échoué en souhaitant une « négociation approfondie » entre les syndicats et le pouvoir.

Alors que se déroulait cette double conférence de presse, environ un millier de personnes, des jeunes gens pour la plupart, s'étaient massés devant le siège du syndicat à Tunis pour clamer leur appui à M. Achour et des slogans contre le régime. En fin d'après-midi, des heurts assez violents ont opposés dans tout le quartier, en plein centre de la capitale, aux forces de police, qui tiraient faibles usage de grenades lacrymogènes pour les disperser.

À l'U.G.T.T., on déclare que c'est la police qui a attaqué les manifestants, qu'il y a des blessés et que des arrestations ont été opérées. En revanche, l'agence Tunis Afrique Presse fait état de « dégâts considérables » causés par des « perturbateurs » qui ont assailli des magasins et des bureaux à coups de gros mollets dont ils s'étaient armés dans les caves de l'U.G.T.T., ce qui démontre le caractère prémédité de cette agression contre le pouvoir de la nation et l'ordre public.

MICHEL DEURE.

### Des accrochages avec la police

Le fait que pratiquement plus de quatre jours se soient écoulés, dimanche, après le conseil des ministres, le départ pour Le Caire du général Weizman dans les premiers jours de la semaine dernière, est un signe que les négociations de politique israélienne et les dirigeants israéliens sont finalement prêts à reprendre le dialogue. On a constaté d'autre part avec satisfaction, ce mercredi 25 janvier, à Jérusalem, que la presse égyptienne a repris un ton plus propagandiste anti-israélien et que les attaques personnelles contre le premier ministre.



سكزا من الأوطا



ASIE

LE NOUVEAU CONFLIT INDOCHINOIS

Les positions de Hanoi et de Phnom-Penh demeurent inconciliables

Trois semaines après qu'il a éclaté au grand jour, le conflit khméro-vietnamien ne semble guère avoir évolué vers une solution, et les combats se poursuivent à la frontière des deux pays. Le général Giap, ministre de la défense vietnamien, vient de faire une tournée d'inspection sur le « front ». Les deux parties n'acceptent pas la présence d'observateurs étrangers. Il n'est pas possible de se faire une idée sur l'ampleur des combats. Le Cambodge est appuyé par la P.C.P. et le Vietnam par le P.C. soviétique et par certains P.C. dont le français. Il apparaît que la stratégie de Hanoi est moins d'occuper ou d'annexer une large bande de territoire cambodgien — les Vietnamiens affirment qu'ils n'ont aucune ambition territoriale — que de mettre un terme aux incursions khmères et de s'assurer, sur le terrain, des atouts pour une future négociation. Il pourrait aussi agir de forcer Phnom-Penh à changer de politique, voire de renverser l'équipe au pouvoir. Les forces de Hanoi pensent moins à prendre Phnom-Penh — ce qui réduirait à néant les efforts faits par le Vietnam pour donner de lui-même une image pacifique — qu'à démanteler l'infrastructure politico-militaire, en particulier l'armée, sur laquelle repose le P.C.K. de M. Pol Pot. Le dernier dispose d'un nombre insuffisant de cadres, et ceux-ci cumulent souvent des fonctions dans le parti, l'administration et l'armée. C'est ce danger qu'a dénoncé, le 14 janvier, Radio-Phnom-Penh, occupant les Vietnamiens de « liquider systématiquement ces cadres khmers et de les remplacer par des éléments de leur dévoués ». Il s'agit sans doute de Cambodgiens réfugiés au Vietnam du Nord après 1954, et peut-être depuis 1975. Phnom-Penh a aussi accusé Hanoi d'avoir fomenté des tentatives de coups d'État ; à dernière en date est sans doute celle qui, au printemps dernier, a entraîné des purges, et consolidé le pouvoir de M. Pol Pot et de ses amis (?).

Peu après, dans un message du 17 janvier 1977 au gouvernement et au P.C. khmers, Hanoi s'en prenait à un groupe, une fraction maoïste, qui tentait de porter préjudice aux traditions de solidarité et d'amitié fraternelle khméro-vietnamiennes. C'était reconnaître implicitement que coexistait parmi les dirigeants khmers un « groupe » hostile à Hanoi et un autre qui lui était plus favorable. Si la situation continuait de s'aggraver, le Vietnam ne chercherait-il pas d'autres interlocuteurs ? Dans un interview accordée le 4 janvier à l'Agence vietnamienne de presse, Phan Van Dong, le premier ministre, assurait que « le peuple, le P.C. et le gouvernement vietnamiens » veulent préserver l'amitié avec le peuple cambodgien, en attendant l'ajournement de faire référence au G. et au gouvernement. Hanoi se déstabilise de vouloir inclure le Cambodge dans une « Fédération indochinoise » comme le président Phnom-Penh, et déclare que cette idée n'est plus d'actualité depuis que, y a une trentaine d'années, le P.C. indochinois s'est scindé en trois

organisations nationales. Le Vietnam demande cependant aux Khmers des « rapports particuliers », des « relations spéciales », une « entente dans tous les domaines », une « frontière d'amitié » — ce qui est interprété par Phnom-Penh comme un signe de la volonté de Hanoi de dominer la péninsule. Dans son communiqué du 31 décembre, Hanoi a d'entre part lié explicitement la solution du problème frontalier au renforcement des relations bilatérales, puisque tout règlement doit se faire « sur la base du respect de leur souveraineté territoriale PARALLELEMENT (nous soulignons) à la conciliation et au développement de la solidarité et des relations de coopération fraternelle entre les deux pays, afin de bâtir une frontière d'amitié durable (...) selon LE PRINCIPE D'EQUALITE ET DANS UN ESPRIT LOGIQUE » (nous soulignons).

Les Vietnamiens n'ont pas précisé ce qu'ils entendent par « esprit logique ». Quelles rectifications de frontière souhaitent-ils ? Officiellement, les deux parties sont d'accord sur les tracés suivants : en mer, il s'agit de la ligne établie en 1959 par le gouverneur général de l'Indochine, ou « ligne Brévié » ; sur terre, des délimitations inscrites sur la carte de l'Indochine au 1/100 000. Ces points ont été confirmés par l'accord de 1966 entre le royaume du Cambodge du prince Sihanouk et le Front national de libération sud-vietnamien. Toutefois, nous disons en 1975 un officiel khmer, et les frontières sont bien définies sur le papier, elles le sont moins bien sur le terrain.

Lessons de la multiplication des incidents, les Vietnamiens ont pris des « mesures militaires de légitime défense », selon leurs propres termes, et ont franchi la frontière cambodgienne. Il ne leur était pas possible de tolérer une telle situation dans une région où vit une importante minorité khmère, les Khmers Krom, et où subsiste une dissidence anticomuniste. Deux vice-premiers ministres cambodgiens, MM. Ieng Sary et Son Son, sont des Khmers Krom. Leur message n'est pas rassurant pour Hanoi : après deux siècles de domination vietnamienne, des Khmers du Vietnam peuvent être aussi nationalistes que les Khmers du Cambodge.

Des frontières coloniales

Les affirmations des Vietnamiens selon lesquelles Phnom-Penh revendique officiellement une grande partie de l'ancienne Cochinchine sont d'autre part, discutables. La carte qu'ils citent en exemple, publiée dans la revue *Je Kampuchéa démocratique* en 1977, est presque identique à celle publiée à Hanoi, sauf en ce qui concerne les eaux territoriales. Dans son discours du 31 décembre, M. Kieu Samphan a affirmé que son pays n'avait pas soulevé, au cours des négociations avec Hanoi, la question des territoires khmers cédés au Vietnam pendant la période coloniale.

En provoquant par leur infréquence une intervention du Vietnam, beaucoup plus peuplé et disposant d'une des meilleures armées du monde, les dirigeants khmers ont pris un gros risque et jouent leur avenir. Ils ont voulu montrer qu'un « petit pays » ne céderait pas à un voisin puissant, forcer la main à un allié chinois fidèle mais circonspect et resserrer autour d'eux, sous le drapeau de l'union nationale contre l'« agresseur » vietnamien, ennemi héréditaire, une population qui n'en peut mais. Tel est le sens de la publication de la lettre de soutien du prince Sihanouk au régime.

La guerre a forcé Phnom-Penh à dégarnir non seulement la frontière avec le Thaïlande mais surtout les provinces intérieures. Le départ vers le front de troupes qui assurait la sécurité laisse un vide. Va-t-il être comblé par des opposants ?

« L'union sacrée »

En entrant en force en territoire khmer, les Vietnamiens comptent affaiblir progressivement l'équipe de M. Pol Pot. Mais ils courent le risque d'obtenir le résultat inverse de celui recherché en réalisant l'« union sacrée » contre eux. Il leur faut aussi tenir compte de la Chine, qui ne saurait rester les bras croisés si la survie de son seul allié idéologique était menacée. Son image mon-

diale, son prestige dans la région, ont souffert considérablement. Même s'ils n'approuvent pas toutes les outrances du P.C.K. ni sa politique de confrontation avec le Vietnam, même s'ils n'ont cessé de prêcher la modération, les Chinois verraient d'un très mauvais oeil l'installation à Phnom-Penh d'un gouvernement pro-vietnamien qui établirait de bonnes relations avec Moscou. La visite à Phnom-Penh de Mme Teng Ying-chao (la Monde du 19 janvier) est significative à cet égard. Ce déplacement de la veuve de Chou En-lai — l'ancien premier ministre lui l'architecte de la politique cambodgienne de Pékin, fondée sur l'indépendance des révolutionnaires khmers à l'égard de Hanoi — a valeur symbolique et rappelle

aux Vietnamiens que, si les hommes ont changé, le lignon chinois n'a pas varié. La situation paraît bloquée. Il semble que Khmers et Vietnamiens se soient préparés de longue date à la guerre, après deux ans et demi d'incidents dans lesquels chaque partie a sa responsabilité, même si celle de Phnom-Penh paraît plus lourde. Une préparation militaire, mais aussi diplomatique : d'où les nombreuses rencontres entre dirigeants de Hanoi d'une part, et Phnom-Penh de l'autre, avec des responsables d'Asie du Sud-Est et la tentative d'ouverture — certes modeste — entreprise par les Khmers depuis près d'un an.

PATRICE DE BEER.

MSL
DIRECTION GENERALE
Tulle en béton Paris
DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
240.000 F. - Mécanique de précision
RESPONSABLE MARKETING
150/180.000 F. Reims
CADRE COMMERCIAL
85.000 F. Région Roanne
RESPONSABLE VOYAGES
(H. ou F.) 70.000 F. Banlieue Nord
Pour chacun de ces postes, adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise à quiconque sans autorisation expresse des candidats données ou cours d'un entretien personnel avec le consultant.
73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (70)62.08.33
Europe - Amériques Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

BIENTOT LA CHINE
PAN AM NEW YORK
Chaque samedi, du 21 janvier au 25 mars.
1 semaine avec hôtel
1999F.
dans toutes les agences de voyages.





# politique

## Le programme écologique du

(Suite de la première page.)

Elle veut, ensuite, donner l'exemple de la solidarité entre nations riches et nations pauvres. C'est la raison, notamment, de l'initiative qui j'ai prise pour établir un dialogue Nord-Sud. Je compte prendre d'autres initiatives dans ce sens.

Le choix d'un nouveau type de croissance n'est pas sans relation avec la situation des pays du tiers-monde. Ceux-ci accèdent au progrès technique. Leurs ressources et leurs matières premières se revalorisent sur le marché international. La France encourage

l'évolution de ces pays vers le progrès et en tire les conséquences. Elle continuera donc à apporter une contribution importante à la définition de nouveaux rapports internationaux permettant davantage d'équité; une meilleure utilisation des ressources; une plus grande préservation des milieux naturels.

A cet égard, la France est décidée à porter l'écologie sur la scène internationale, afin que les traités qu'elle a conclus soient posés dans toutes les dimensions. C'est vital pour l'avenir de la paix dans le monde et pour le sort de l'humanité.

restera la plus importante (40 %). Celle de l'énergie nucléaire d'a peine 25 %. Les 35 % restants se partageront entre le charbon, le gaz, l'hydraulique et les énergies nouvelles. Notre dépendance à l'égard des importations devrait être ainsi ramenée à 60 % environ.

On ne peut donc, et c'est la réponse à votre deuxième question, parler de développement excessif du programme électro-nucléaire. La France n'a pas une politique du tout nucléaire, mais une politique énergétique qui repose sur trois séries d'efforts :

1. Economiser l'énergie. L'objectif, ambitieux je le souligne, est de réduire de 40 % le taux de croissance de la consommation d'énergie d'ici à 1985.

2. Equiper le pays de moyens de production d'énergie d'origine nucléaire adaptés à ses besoins et à l'impérieuse nécessité de réduire la dépendance extérieure. Plus de trente ans de recherche et de travail des ingénieurs et de techniciens français nous autorisent aujourd'hui à conduire ce projet avec une maîtrise sûre. Mon ambition et ma volonté sont de bâtir durablement en France et avec les Français une démocratie de la liberté, une démocratie de la participation, une démocratie élargie.

ter le débat démocratique. A cet égard, il n'a pas fallu à son devoir. Il y a eu, on l'oublie trop, un débat devant le Parlement à la session du printemps 1975. L'implantation des centrales nucléaires fait l'objet de concertations locales ou régionales.

Sur l'énergie nucléaire, je crois être d'accord avec les sentiments profonds des Français. Ils reconnaissent avec moi la nécessité de couvrir les besoins énergétiques de ce pays; ils savent que l'énergie nucléaire nous rendra moins dépendants de l'étranger; ils comprennent aussi que cette voie appelle de très grandes précautions.

La France, à cet égard, même une politique active de non-prolifération dans le monde et conduit des recherches de technologie réduisant le risque nucléaire civil et militaire.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

### La nouvelle croissance

Aucune société ne peut vivre sans idéal, après-vous écrit. Les Français, abreuvés de réalisme depuis vingt ans, n'ont-ils pas besoin d'utopie? Quelle est cette utopie que vous proposez et à quel point est-elle réalisable? La nouvelle croissance peut-elle en tenir lieu? Qu'y a-t-il de commun entre votre projet et celui des écologistes qui proposent de « vivre différemment »?

La France a-t-elle été gorgée de réalisme? Elle a plutôt respecté le réel, ce qui n'a pas que des aspects négatifs. Cependant, il est exact que ce pays a été entraîné dans un tourbillon matérialiste où tout s'exprimait en termes d'argent et de biens matériels. Un grand écart entre la guerre, un grand écart entre la condition matérielle des Français et le niveau de vie, auquel leur degré d'émancipation leur permettait de prétendre. Une grande partie de la population attendait avec impatience la satisfaction de ses aspirations et nous avons progressé. Ce mouvement n'est pas achevé. De grands écarts de niveau de vie restent à combler. La croissance doit donc être poursuivie.

Les Français veulent savoir aussi quel projet d'ensemble guide l'action des pouvoirs publics, quel avenir ils attendent, dans quelle société ils vivront demain. Je me suis attaché à répondre à cette question et plus récemment, en publiant *Démocratie Française*. Dès 1974, j'ai proposé aux Français à la fois un programme de développement et un projet de vie. Mon ambition et ma volonté sont de bâtir durablement en France et avec les Français une démocratie de la liberté, une démocratie de la participation, une démocratie élargie.

Je crois à la nécessité et à la possibilité d'une démocratie plus juste, plus paisible, plus naturelle. Mais le matérialisme imposé aux Français un modèle défini en dehors d'eux et à leur place.

C'est pourquoi, mieux que d'anciennes ou de nouvelles utopies, je propose un projet de vie. Je crois que les Français préfèrent qu'on leur donne la possibilité de participer davantage à l'amélioration de leur cadre et de leurs conditions de vie.

Mieux que les illusions passagères, je crois que les Français préfèrent avoir prise sur des réalités et leur donner un cadre de vie mieux et parfois autrement.

Dans nos sociétés industrielles, de nouvelles aspirations apparaissent avec force dans les milieux rétrogrades qui sont notamment les jeunes et les intellectuels. Je comprends et je respecte ces nouvelles aspirations. Je suis sans doute le seul homme politique qui se soit engagé à ce point sur les préoccupations écologiques aient pris une telle place.

Qu'y a-t-il de commun entre les aspirations pour la France et ceux des écologistes? Selon moi, la dimension écologique est fondamentale, mais elle n'est pas la seule. On ne peut pas uniquement penser aux préoccupations écologiques sans penser à la fois à la dimension économique, démographique et culturelle. Dans cet équilibre, elle n'a plus une position dominante, mais elle doit conserver une position forte. La France n'est pas encore suffisamment préparée pour résoudre ces problèmes et il lui faut consacrer ses forces à développer ses capacités d'adaptation. La France, par exemple, doit faire un énorme effort de recherche scientifique. Un pays sans ressources naturelles doit être toujours tout faire.

Les Français souhaitent qu'on réponde mieux, pratiquement, et sans les laisser, aux difficultés de l'heure.

L'état s'attache, dans une conjoncture internationale difficile à répondre à cette préoccupation. C'est l'action de tous les jours du gouvernement et de l'administration. Mais aux côtés de la collectivité locale, des responsables économiques et sociaux, des associations de citoyens eux-mêmes. Cesson de croire que tout est toujours tout fait.

Les Français souhaitent qu'on réponde mieux, pratiquement, et sans les laisser, aux difficultés de l'heure.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

### Le débat nucléaire

Selon des sondages effectués depuis trois ans, l'opinion paraît de moins en moins favorable à un développement ambitieux du programme électro-nucléaire et de ce qui l'accompagne. Nombre de Français, quelle que soit leur préférence politique, ont été choqués par les conditions mêmes dans lesquelles les options nucléaires ont été et sont encore prises. Or, en avril 1974, vous avez déclaré : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent ».

Vous vous maintenez à faire le bonheur énergétique des Français, mais comment réintroduire la démocratie dans le choix nucléaire et d'une manière générale dans les grandes décisions d'appareil technique qui engagent le pays pour des générations?

Il y a, dans votre propos, trois expressions qui posent très clairement les questions essentielles : le bonheur énergétique, le développement ambitieux du programme électro-nucléaire, la démocratie.

Tout d'abord, le bonheur énergétique. Consommer l'énergie n'est pas, pour moi, synonyme de bonheur. Je ne crois pas au bonheur « à tout énergie ». La France ne pourrait pas, en tout état de cause, en tel but. Nous ne sommes pas engagés dans une course à la consommation d'énergie qui nous ferait atteindre les chiffres de certains pays industrialisés, où le gâchis est considé-

able. Au contraire, nous donnons l'exemple d'un pays qui freine, plus que tout autre, la consommation d'énergie. Nous avons planifié à 50 milliards de francs les importations de pétrole pour 1977; nous en aurons importé 54 milliards de francs, moins que le plafond.

Mais j'indique, avec autant de fermeté, que consommer l'énergie est un impératif — pour s'éclairer, se chauffer, se déplacer. C'est une nécessité pour chaque Français qui aspire légitimement au confort. C'est une nécessité pour la collectivité. Il n'est pas un processus de fabrication, qu'il soit industriel ou agricole, qui n'exige une consommation d'énergie.

Le gouvernement a la responsabilité d'assurer au pays un approvisionnement énergétique de plus en plus indépendant, compatible avec les réalités économiques et politiques mondiales.

Je rappelle que la pauvreté de la France en ressources d'énergie a été constatée en 1974, à une situation critique. Nos besoins en énergie étaient couverts à 75 % par des importations. Le pétrole provenait d'un petit nombre de pays situés pour la plupart dans une même région géographique. On sait aussi qu'en 1965 — et ce n'est pas loin — la production pétrolière va commencer à baisser. L'énergie importée sera de plus en plus chère. Il faut donc développer des énergies nationales aussi peu coûteuses que possible.

Notre objectif est de parvenir en 1985 à un bilan énergétique plus équilibré. La part du pétrole

reste la plus importante (40 %). Celle de l'énergie nucléaire d'a peine 25 %. Les 35 % restants se partageront entre le charbon, le gaz, l'hydraulique et les énergies nouvelles. Notre dépendance à l'égard des importations devrait être ainsi ramenée à 60 % environ.

On ne peut donc, et c'est la réponse à votre deuxième question, parler de développement excessif du programme électro-nucléaire. La France n'a pas une politique du tout nucléaire, mais une politique énergétique qui repose sur trois séries d'efforts :

1. Economiser l'énergie. L'objectif, ambitieux je le souligne, est de réduire de 40 % le taux de croissance de la consommation d'énergie d'ici à 1985.

2. Equiper le pays de moyens de production d'énergie d'origine nucléaire adaptés à ses besoins et à l'impérieuse nécessité de réduire la dépendance extérieure. Plus de trente ans de recherche et de travail des ingénieurs et de techniciens français nous autorisent aujourd'hui à conduire ce projet avec une maîtrise sûre. Mon ambition et ma volonté sont de bâtir durablement en France et avec les Français une démocratie de la liberté, une démocratie de la participation, une démocratie élargie.

Je crois à la nécessité et à la possibilité d'une démocratie plus juste, plus paisible, plus naturelle. Mais le matérialisme imposé aux Français un modèle défini en dehors d'eux et à leur place.

C'est pourquoi, mieux que d'anciennes ou de nouvelles utopies, je propose un projet de vie. Je crois que les Français préfèrent qu'on leur donne la possibilité de participer davantage à l'amélioration de leur cadre et de leurs conditions de vie.

Mieux que les illusions passagères, je crois que les Français préfèrent avoir prise sur des réalités et leur donner un cadre de vie mieux et parfois autrement.

Dans nos sociétés industrielles, de nouvelles aspirations apparaissent avec force dans les milieux rétrogrades qui sont notamment les jeunes et les intellectuels. Je comprends et je respecte ces nouvelles aspirations. Je suis sans doute le seul homme politique qui se soit engagé à ce point sur les préoccupations écologiques aient pris une telle place.

Qu'y a-t-il de commun entre les aspirations pour la France et ceux des écologistes? Selon moi, la dimension écologique est fondamentale, mais elle n'est pas la seule. On ne peut pas uniquement penser aux préoccupations écologiques sans penser à la fois à la dimension économique, démographique et culturelle. Dans cet équilibre, elle n'a plus une position dominante, mais elle doit conserver une position forte. La France n'est pas encore suffisamment préparée pour résoudre ces problèmes et il lui faut consacrer ses forces à développer ses capacités d'adaptation. La France, par exemple, doit faire un énorme effort de recherche scientifique. Un pays sans ressources naturelles doit être toujours tout faire.

Les Français souhaitent qu'on réponde mieux, pratiquement, et sans les laisser, aux difficultés de l'heure.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

### Le débat nucléaire

Selon des sondages effectués depuis trois ans, l'opinion paraît de moins en moins favorable à un développement ambitieux du programme électro-nucléaire et de ce qui l'accompagne. Nombre de Français, quelle que soit leur préférence politique, ont été choqués par les conditions mêmes dans lesquelles les options nucléaires ont été et sont encore prises. Or, en avril 1974, vous avez déclaré : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent ».

Vous vous maintenez à faire le bonheur énergétique des Français, mais comment réintroduire la démocratie dans le choix nucléaire et d'une manière générale dans les grandes décisions d'appareil technique qui engagent le pays pour des générations?

Il y a, dans votre propos, trois expressions qui posent très clairement les questions essentielles : le bonheur énergétique, le développement ambitieux du programme électro-nucléaire, la démocratie.

Tout d'abord, le bonheur énergétique. Consommer l'énergie n'est pas, pour moi, synonyme de bonheur. Je ne crois pas au bonheur « à tout énergie ». La France ne pourrait pas, en tout état de cause, en tel but. Nous ne sommes pas engagés dans une course à la consommation d'énergie qui nous ferait atteindre les chiffres de certains pays industrialisés, où le gâchis est considé-

able. Au contraire, nous donnons l'exemple d'un pays qui freine, plus que tout autre, la consommation d'énergie. Nous avons planifié à 50 milliards de francs les importations de pétrole pour 1977; nous en aurons importé 54 milliards de francs, moins que le plafond.

Mais j'indique, avec autant de fermeté, que consommer l'énergie est un impératif — pour s'éclairer, se chauffer, se déplacer. C'est une nécessité pour chaque Français qui aspire légitimement au confort. C'est une nécessité pour la collectivité. Il n'est pas un processus de fabrication, qu'il soit industriel ou agricole, qui n'exige une consommation d'énergie.

Le gouvernement a la responsabilité d'assurer au pays un approvisionnement énergétique de plus en plus indépendant, compatible avec les réalités économiques et politiques mondiales.

Je rappelle que la pauvreté de la France en ressources d'énergie a été constatée en 1974, à une situation critique. Nos besoins en énergie étaient couverts à 75 % par des importations. Le pétrole provenait d'un petit nombre de pays situés pour la plupart dans une même région géographique. On sait aussi qu'en 1965 — et ce n'est pas loin — la production pétrolière va commencer à baisser. L'énergie importée sera de plus en plus chère. Il faut donc développer des énergies nationales aussi peu coûteuses que possible.

Notre objectif est de parvenir en 1985 à un bilan énergétique plus équilibré. La part du pétrole

reste la plus importante (40 %). Celle de l'énergie nucléaire d'a peine 25 %. Les 35 % restants se partageront entre le charbon, le gaz, l'hydraulique et les énergies nouvelles. Notre dépendance à l'égard des importations devrait être ainsi ramenée à 60 % environ.

On ne peut donc, et c'est la réponse à votre deuxième question, parler de développement excessif du programme électro-nucléaire. La France n'a pas une politique du tout nucléaire, mais une politique énergétique qui repose sur trois séries d'efforts :

1. Economiser l'énergie. L'objectif, ambitieux je le souligne, est de réduire de 40 % le taux de croissance de la consommation d'énergie d'ici à 1985.

2. Equiper le pays de moyens de production d'énergie d'origine nucléaire adaptés à ses besoins et à l'impérieuse nécessité de réduire la dépendance extérieure. Plus de trente ans de recherche et de travail des ingénieurs et de techniciens français nous autorisent aujourd'hui à conduire ce projet avec une maîtrise sûre. Mon ambition et ma volonté sont de bâtir durablement en France et avec les Français une démocratie de la liberté, une démocratie de la participation, une démocratie élargie.

Je crois à la nécessité et à la possibilité d'une démocratie plus juste, plus paisible, plus naturelle. Mais le matérialisme imposé aux Français un modèle défini en dehors d'eux et à leur place.

C'est pourquoi, mieux que d'anciennes ou de nouvelles utopies, je propose un projet de vie. Je crois que les Français préfèrent qu'on leur donne la possibilité de participer davantage à l'amélioration de leur cadre et de leurs conditions de vie.

Mieux que les illusions passagères, je crois que les Français préfèrent avoir prise sur des réalités et leur donner un cadre de vie mieux et parfois autrement.

Dans nos sociétés industrielles, de nouvelles aspirations apparaissent avec force dans les milieux rétrogrades qui sont notamment les jeunes et les intellectuels. Je comprends et je respecte ces nouvelles aspirations. Je suis sans doute le seul homme politique qui se soit engagé à ce point sur les préoccupations écologiques aient pris une telle place.

Qu'y a-t-il de commun entre les aspirations pour la France et ceux des écologistes? Selon moi, la dimension écologique est fondamentale, mais elle n'est pas la seule. On ne peut pas uniquement penser aux préoccupations écologiques sans penser à la fois à la dimension économique, démographique et culturelle. Dans cet équilibre, elle n'a plus une position dominante, mais elle doit conserver une position forte. La France n'est pas encore suffisamment préparée pour résoudre ces problèmes et il lui faut consacrer ses forces à développer ses capacités d'adaptation. La France, par exemple, doit faire un énorme effort de recherche scientifique. Un pays sans ressources naturelles doit être toujours tout faire.

Les Français souhaitent qu'on réponde mieux, pratiquement, et sans les laisser, aux difficultés de l'heure.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

### Le débat nucléaire

Selon des sondages effectués depuis trois ans, l'opinion paraît de moins en moins favorable à un développement ambitieux du programme électro-nucléaire et de ce qui l'accompagne. Nombre de Français, quelle que soit leur préférence politique, ont été choqués par les conditions mêmes dans lesquelles les options nucléaires ont été et sont encore prises. Or, en avril 1974, vous avez déclaré : « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent ».

Vous vous maintenez à faire le bonheur énergétique des Français, mais comment réintroduire la démocratie dans le choix nucléaire et d'une manière générale dans les grandes décisions d'appareil technique qui engagent le pays pour des générations?

Il y a, dans votre propos, trois expressions qui posent très clairement les questions essentielles : le bonheur énergétique, le développement ambitieux du programme électro-nucléaire, la démocratie.

Tout d'abord, le bonheur énergétique. Consommer l'énergie n'est pas, pour moi, synonyme de bonheur. Je ne crois pas au bonheur « à tout énergie ». La France ne pourrait pas, en tout état de cause, en tel but. Nous ne sommes pas engagés dans une course à la consommation d'énergie qui nous ferait atteindre les chiffres de certains pays industrialisés, où le gâchis est considé-

able. Au contraire, nous donnons l'exemple d'un pays qui freine, plus que tout autre, la consommation d'énergie. Nous avons planifié à 50 milliards de francs les importations de pétrole pour 1977; nous en aurons importé 54 milliards de francs, moins que le plafond.

Mais j'indique, avec autant de fermeté, que consommer l'énergie est un impératif — pour s'éclairer, se chauffer, se déplacer. C'est une nécessité pour chaque Français qui aspire légitimement au confort. C'est une nécessité pour la collectivité. Il n'est pas un processus de fabrication, qu'il soit industriel ou agricole, qui n'exige une consommation d'énergie.

Le gouvernement a la responsabilité d'assurer au pays un approvisionnement énergétique de plus en plus indépendant, compatible avec les réalités économiques et politiques mondiales.

Je rappelle que la pauvreté de la France en ressources d'énergie a été constatée en 1974, à une situation critique. Nos besoins en énergie étaient couverts à 75 % par des importations. Le pétrole provenait d'un petit nombre de pays situés pour la plupart dans une même région géographique. On sait aussi qu'en 1965 — et ce n'est pas loin — la production pétrolière va commencer à baisser. L'énergie importée sera de plus en plus chère. Il faut donc développer des énergies nationales aussi peu coûteuses que possible.

Notre objectif est de parvenir en 1985 à un bilan énergétique plus équilibré. La part du pétrole

reste la plus importante (40 %). Celle de l'énergie nucléaire d'a peine 25 %. Les 35 % restants se partageront entre le charbon, le gaz, l'hydraulique et les énergies nouvelles. Notre dépendance à l'égard des importations devrait être ainsi ramenée à 60 % environ.

On ne peut donc, et c'est la réponse à votre deuxième question, parler de développement excessif du programme électro-nucléaire. La France n'a pas une politique du tout nucléaire, mais une politique énergétique qui repose sur trois séries d'efforts :

1. Economiser l'énergie. L'objectif, ambitieux je le souligne, est de réduire de 40 % le taux de croissance de la consommation d'énergie d'ici à 1985.

2. Equiper le pays de moyens de production d'énergie d'origine nucléaire adaptés à ses besoins et à l'impérieuse nécessité de réduire la dépendance extérieure. Plus de trente ans de recherche et de travail des ingénieurs et de techniciens français nous autorisent aujourd'hui à conduire ce projet avec une maîtrise sûre. Mon ambition et ma volonté sont de bâtir durablement en France et avec les Français une démocratie de la liberté, une démocratie de la participation, une démocratie élargie.

Je crois à la nécessité et à la possibilité d'une démocratie plus juste, plus paisible, plus naturelle. Mais le matérialisme imposé aux Français un modèle défini en dehors d'eux et à leur place.

C'est pourquoi, mieux que d'anciennes ou de nouvelles utopies, je propose un projet de vie. Je crois que les Français préfèrent qu'on leur donne la possibilité de participer davantage à l'amélioration de leur cadre et de leurs conditions de vie.

Mieux que les illusions passagères, je crois que les Français préfèrent avoir prise sur des réalités et leur donner un cadre de vie mieux et parfois autrement.

Dans nos sociétés industrielles, de nouvelles aspirations apparaissent avec force dans les milieux rétrogrades qui sont notamment les jeunes et les intellectuels. Je comprends et je respecte ces nouvelles aspirations. Je suis sans doute le seul homme politique qui se soit engagé à ce point sur les préoccupations écologiques aient pris une telle place.

Qu'y a-t-il de commun entre les aspirations pour la France et ceux des écologistes? Selon moi, la dimension écologique est fondamentale, mais elle n'est pas la seule. On ne peut pas uniquement penser aux préoccupations écologiques sans penser à la fois à la dimension économique, démographique et culturelle. Dans cet équilibre, elle n'a plus une position dominante, mais elle doit conserver une position forte. La France n'est pas encore suffisamment préparée pour résoudre ces problèmes et il lui faut consacrer ses forces à développer ses capacités d'adaptation. La France, par exemple, doit faire un énorme effort de recherche scientifique. Un pays sans ressources naturelles doit être toujours tout faire.

Les Français souhaitent qu'on réponde mieux, pratiquement, et sans les laisser, aux difficultés de l'heure.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

« Mais il est exact que le nucléaire suscite nombre d'appréhensions. Le public apprécie un besoin toujours plus grand d'être informé et rassuré. Il est exact que, pour l'instant, il peut être tenté de croire davantage ceux qui disent « non, jamais de nucléaire » que ceux qui disent « oui, avec des précautions ».

« C'est pourquoi j'ai demandé que soient prises de nouvelles dispositions. Le public apprécie un impact mis en œuvre depuis août 1976 pour les centrales nucléaires et je veillerai à ce que les procédures d'enquête publique soient plus rigoureusement respectées par les responsables. Il y a maintenant la création du Conseil de l'Information sur l'énergie nucléaire, présidé par Mme Simonet. Un comité d'écoute et puisse accueillir des associations et des écologistes. Qu'il veille à ce que l'information soit accessible, complète et impartiale, qu'il soit à l'abri de toute pression monolithique. Aux appréhensions, il faut répondre en profondeur et non par une campagne de propagande. Il ne s'agit pas de faire imposer aux Français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.

ident

LE MONDE  
mei chaque jour à la disposition  
de ses lecteurs des rubriques  
d'annonces immobilières.  
Vous y trouverez peut-être  
LES BUREAUX  
que vous recherchez.

لقد كنا من الأمل



igique

# président de la République

es moyens d'une poli...

question d'ignorer cette réalité en réservant la chasse à une élite. en mettant en cause une activité qui a été l'une des conquêtes de la République.

remarque, la charte comprend d'a mesures pour mieux maîtriser la circulation, et notamment le développement d'un important réseau de pistes cyclables.

la mise en service du R.E.R. s'est traduite, sur son axe, par une diminution de 7 % de la circulation automobile, et la priorité est, désormais donnée aux transports collectifs.

vention sérieuse, non violente et constructive, est un signe de vitalité de notre démocratie.

nions. Au second tour, ils sont appelés à choisir. Il y a en France à l'heure actuelle un nombre important de citoyens qui ont envie d'exprimer une préoccupation concernant la part de l'écologie dans la vie du pays. Eh bien ! pourquoi pas ? Quels seront leur choix au second tour ? Il est impossible de répondre.

## Les contraintes de l'économie

Les exigences de l'écologie seraient-elles si élevées qu'elles entraveraient le développement de la nation ? Dans ce but, nous nous précipitons vers une « comptabilité patrimoniale ».

Vous avez raison. Il faut d'abord savoir ce que coûte l'écologie. Ne serait-ce que pour en mesurer les conséquences sur la compétitivité des industries. A cet égard, il y a des solutions à la réduction des nuisances qui sont d'essence internationale. C'est pourquoi je souhaite notamment que se développe sur le plan européen une meilleure harmonisation des réglementations et des contraintes. La France apporte son appui au projet d'une conférence pan-européenne sur l'environnement qui réunirait les quatre-vingt États signataires de l'accord de Helsinki. Elle est même prête à l'accueillir, si cela est souhaité.

Sur un plan national, une bonne comptabilité est le commencement de la sagesse. La gestion « en bon père de famille » des ressources d'un pays ne peut pas être correctement assurée si les différents indicateurs économiques mesurent seulement l'exploitation de ces ressources, la production et la consommation des produits.

Il ne faut pas raisonner uniquement en termes de flux que traduit en termes comptables le « compte d'exploitation ». Il faut aussi raisonner en termes de « bilan », c'est-à-dire prendre en compte la valeur des biens, ce que les spécialistes appellent le « compte de capital ».

Notre économie fonctionne sur la base du produit national brut, qui est un compte d'exploitation. Elle risque, si elle se limite à ce seul indicateur, de ressembler à une entreprise qui aurait de bons comptes d'exploitation mais ne connaîtrait pas son bilan. Elle pourrait aller ainsi à la faillite sans le savoir, parce qu'elle aurait dilapidé son capital sans prendre garde.

L'objet de la comptabilité patrimoniale est d'indiquer, dans la fabrication de chaque produit, ce qu'il coûte réellement et globalement à la collectivité. On doit, par conséquent, ne pas se limiter au compte de capital, mais aussi la consommation d'espace, d'énergie, les matières premières ainsi que la pollution des milieux naturels.

Nous acceptons la dégradation de notre environnement parce que nous ne la mesurons pas en termes de valeur. Or l'enrichissement du cadre de vie, la restauration des milieux naturels, tout cela peut être chiffré. Si nous y arrivons, nous verrons que la sauvegarde de l'environnement est un investissement rentable.

Cela est difficile à mettre en place rigoureusement et ne se fera pas en un tour. Les règles comptables qui sont appliquées aujourd'hui ont mis plus d'un siècle à s'établir. L'important est d'amorcer le mouvement. Depuis un an, les études entreprises permettent de savoir où l'on veut aller.

Le rapport annuel sur l'état de l'environnement, qui donnera en décembre, chaque année, à un message à la nation, sera une première approche.

Dans cette affaire — qui n'a pas été jusqu'ici l'objet d'aucune étude cohérente dans aucun pays au monde — la France pourra montrer, là encore, l'exemple.

## Les écologistes et la compétition politique

Vous parlez fréquemment d'écologie. Compte tenu de la période pré-électorale dans laquelle nous sommes, comment comptez-vous convaincre les écologistes qu'il ne s'agit pas, de votre part, d'un geste tactique destiné à les « récupérer » ?

Comment appréciez-vous l'intervention des écologistes dans la vie électorale et politique française ? Qui, selon vous, de la majorité ou de la gauche, va finalement profiter de leur courant ?

Je ne suis pas candidat aux élections. J'ai été élu en 1974, mon mandat continué. J'ai donné la preuve, depuis quatre ans, que ma préoccupation écologique est

à la fois constante et indifférente au calendrier des différentes consultations électorales. Je n'ai pas cessé de définir des orientations et de prendre des décisions dans ce domaine. C'est pour moi l'expression d'une conviction. Ce n'est pas une opération de tactique et encore moins d'éclectisme.

L'écologie est une idée riche d'avenir. Science de l'équilibre entre l'homme et son milieu, elle apparaît comme un fil conducteur prometteur. Elle est un stimulant salutaire, hors des sentiers battus des idéologies du passé.

L'intervention d'écologistes dans le débat politique, dans la mesure où il s'agit d'une inter-

vention sérieuse, non violente et constructive, est un signe de vitalité de notre démocratie.

Il est bon que des écologistes puissent exprimer leurs points de vue en toute clarté. Il est heureux qu'ils refusent que l'écologie soit enfermée dans deux camps arbitrairement délimités. Il est encourageant qu'ils veuillent éviter certaines récupérations partisans qui aboutiraient à faire d'eux des otages de doctrines ou de comportements incompatibles avec l'écologie. De même que nous savons qu'il est mortel pour une religion de s'identifier à un régime politique, il serait mortel pour l'écologie de s'identifier à un parti. Les écologistes ont raison de se méfier de la récupération. Par contre, il est normal et salutaire que certains thèmes écologiques imprègnent les programmes des partis.

Quel sera le rôle des écologistes dans la consultation électorale ? De fait de notre mode de scrutin, le crois que personne ne peut répondre. Au premier tour, les citoyens peuvent exprimer leurs opinions, toutes leurs opi-

niens. Au second tour, ils sont appelés à choisir. Il y a en France à l'heure actuelle un nombre important de citoyens qui ont envie d'exprimer une préoccupation concernant la part de l'écologie dans la vie du pays. Eh bien ! pourquoi pas ? Quels seront leur choix au second tour ? Il est impossible de répondre.

Mais on perçoit dans la préoccupation écologique deux grands courants de pensée chez les Français. Il y a, d'une part, un retour à la tradition, le désir de protéger la France telle qu'elle était, l'attachement à son sol, à sa culture et la priorité donnée à l'équilibre. Il y a, d'autre part, une aspiration vers une société plus attentive aux valeurs humaines, une recherche de la qualité de l'existence. C'est une autre constante de notre vie politique.

Qui profitera finalement de l'intervention des écologistes dans le débat électorale ? Peut-être l'écologie. Et, dans ce cas, je ne m'en plaindrai pas.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

# Quand on a autant de vendeurs à l'étranger que d'employés en France on peut envisager l'avenir avec optimisme.

En 1972, pour La Signalisation, la seule façon de progresser c'était de sortir des frontières, de s'attaquer aux marchés extérieurs.

En 1977, La Signalisation est une entreprise qui a réussi à s'imposer à des milliers de kilomètres. Comment? Tout simplement parce qu'en 1974 elle a rencontré ITT et que depuis elle profite de son réseau international: aujourd'hui, plus de 2.000 représentants d'ITT travaillent à travers le monde pour La Signalisation.

Le premier résultat de ce réseau de vente international aura été en 1977 un contrat de 120 millions de francs pour l'installation de câbles de télécommunications, tant aériens que souterrains, pour le compte de l'Administration des PTT au Nigeria. Le montant de ce contrat est supérieur au chiffre d'affaires total TTC de La Signalisation en 1975. Les 2.300 personnes travaillant

à La Signalisation peuvent maintenant envisager l'avenir avec optimisme.

La Signalisation, entreprise française, a su trouver avec ITT l'équilibre du succès. Il est important pour son personnel, pour l'économie française que La Signalisation conserve, avec ITT, cet équilibre.

Les principales sociétés du groupe ITT en France sont: Compagnie Générale de Constructions Téléphoniques (CGCT), Laboratoire Central de Télécommunications (LCT), Claude, La Signalisation, Océanic, Lab. N.G. Payot, Sheraton Hotel France, Sonolor, Société des Produits Industriels-ITT (SPI-ITT), etc.



La Coopération internationale ne se remplace pas.



Advertisement for YSOPTIC contact lenses. Text: 'Lentilles de contact souples', 'On les met et on les oublie...', 'Essayez YSOPTIC', '80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL 522.15.52'. Includes an eye icon and 'Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.'



# spécial élections

# EUROPE 1

# les semaines décisives.

### CALENDRIER EUROPE 1 (à conserver)

#### FEVRIER

- mercredi 1<sup>er</sup> : 19 h - 20 h 30 : débat sur la défense : Yvon Bourges, Jean-Marie Daillet, Jean-Pierre Cot, Louis Baillet.
- vendredi 3 : 19 h - 20 h 30 : débat sur l'éducation : René Haby, Alice Sannier-Séité, Louis Memmaz, Pierre Juquin.
- dimanche 5 : 19 h - 20 h : club de la presse avec Jean-Pierre Soisson.
- vendredi 10 : 19 h - 20 h 30 : débat sur la politique économique : René Monory, Jacques Marette, Jean-Pierre Chevènement, Charles Fiterman.
- dimanche 12 : 19 h - 20 h : club de la presse avec Georges Séguy.
- lundi 13 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Montpellier.
- mardi 14 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Villeurbanne.
- mercredi 15 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Nancy.
- jeudi 16 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Poitiers.
- vendredi 17 : 10 h - 11 h : Denise Fabre-Georges Marchais. 19 h - 20 h 30 : débat sur la politique étrangère : Jean Lecanuet, Maurice Couve de Murville, Lionel Jospin, Jean Kanapa.
- dimanche 19 : 19 h - 20 h : club de la presse avec François Ceyrac.
- lundi 20 : 20 h 30 - 22 h : grand débat Antenne 2/Europe 1 Georges Marchais-Alain Peyrefitte
- mardi 21 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Beanne.
- mercredi 22 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Rennes.
- jeudi 23 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Maubeuge.
- vendredi 24 : 10 h - 11 h : Denise Fabre-Jacques Chirac. 19 h - 20 h 30 : débat sur la politique sociale : Simone Veil, Robert Boulin, Edith Cresson, René Piquet.
- dimanche 26 : 19 h - 20 h : club de la presse avec Pierre Mendès-France.
- lundi 27 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Caen.
- mardi 28 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Saint-Etienne.

#### MARS

- mercredi 1<sup>er</sup> : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Toulouse.
- jeudi 2 : 19 h 15 - 20 h : studio volant à Reims.
- vendredi 3 : 10 h - 11 h : Denise Fabre-François Mitterrand. 19 h - 20 h 30 : débat sur les institutions et les libertés : Michel d'Ornano, Alexandre Sanguinetti, Roland Leroy, Gaston Defferre.
- dimanche 5 : 19 h - 20 h : club de la presse avec Raymond Barre.
- mardi 7 : 19 h - 20 h 30 : club de la presse spécial avec Michel Poniatowski.
- mercredi 8 : 19 h - 20 h 30 : club de la presse spécial avec François Mitterrand.
- jeudi 9 : 19 h - 20 h 30 : club de la presse spécial avec Jacques Chirac.
- vendredi 10 : 10 h - 11 h : Denise Fabre-Raymond Barre. 19 h - 20 h 30 : club de la presse spécial avec Georges Marchais.

• dimanche 12 : 1<sup>er</sup> tour des élections législatives, à partir de 20 h : Spécial élections.

Antenne 2/Europe 1

#### Les grands débats d'Europe 1

A partir de la première semaine de février, Europe 1 organisera des rencontres au sommet entre les leaders politiques. Une série passionnée et passionnante en perspective. 5 débats sur les grands thèmes d'actualité. Un duel vedette : Peyrefitte - Marchais.

#### Le Club de la presse d'Europe 1

Principale émission politique d'Europe 1 depuis 15 mois, le club de la presse confirmera sa vocation en recevant les principaux leaders des grandes familles politiques. Dans la dernière semaine, 4 "club de la presse" spéciaux : Michel Poniatowski, François Mitterrand, Jacques Chirac, Georges Marchais.

#### Le studio volant d'Europe 1

Europe 1 a transformé une caravelle en un véritable studio volant. La Caravelle d'Europe 1 se posera dans 11 circonscriptions clés. Les débats, qui opposeront les principaux candidats seront retransmis en direct. Les auditeurs de ces circonscriptions pourront interroger leurs candidats par téléphone.

#### Le journal des élections Europe 1

Tous les jours à 8 h, Etienne Mougeotte et Philippe Gildas animeront un journal "Spécial élections" qui fera chaque matin le point des dernières 24 heures.

#### Paray le Monial : ville Europe 1

Ville de 12.000 habitants en Saône et Loire, Paray le Monial a été choisi par Europe 1 comme contrepoint à la capitale. Pourquoi ? Pour informer les auditeurs d'Europe 1 à chaque instant de l'impact des décisions prises dans les états-major politiques à Paris et replacer l'événement dans le contexte de la France.

# EUROPE 1

**c'est naturel**

مكتبة من الأصا.



# POLITIQUE

## PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

### Malgré l'insistance de ses partenaires, M. Servan-Schreiber refuse de s'engager à respecter la règle des désistements

Jean-Pierre Soisson avait convoqué la presse, mardi 25 janvier en fin d'après-midi, pour lui exposer les conclusions de la déclaration que l'on lira dans le dossier du secrétaire général du parti radical, cette déclaration était capitale : elle avait la « clarté », levait les « ambiguïtés » et « était source d'apaisement ».

Le texte avait été rédigé au cours d'une rencontre à Paris entre Jean Lecanuet (C.D.S.) et Jean-Jacques Servan-Schreiber (parti radical) et, si l'on voulait être attentif à son sens à peine caché, on pouvait y relever un engagement — en particulier — à respecter la règle des désistements.

Le secrétaire général du P.R. devait encore indiquer que cette déclaration devait être interprétée « comme un signe d'apaisement ».

Dans la soirée de mardi, M. Servan-Schreiber devait déclarer : « Les déclarations faites mardi par M. Soisson ne m'engagent pas. Il ne saurait être question de désistements automatiques sans contenu politique. L'heure viendra lorsqu'il y aura un accord sur le fond ».

Deux heures plus tard, celui-ci faisait savoir que les déclarations du secrétaire général du P.R. « ne l'engageaient évidemment pas ».

Le secrétaire général du P.R. avait précisé en ce qui concerne le dernier paragraphe : « Les règles (...) sont sans ambiguïté. Elles seront appliquées. Et elles le seront par tous ».

Le parti républicain après la clarté : il veut à la fois l'accord de la majorité et la République, et exprime un courant de ceux qui ont soutenu ensemble sans que l'action de Valéry Giscard d'Estaing.

Il n'y a pas de querelle dans la majorité. La querelle, d'ailleurs, serait le suicide.

Le parti républicain après la clarté : il veut à la fois l'accord de la majorité et la République, et exprime un courant de ceux qui ont soutenu ensemble sans que l'action de Valéry Giscard d'Estaing.

### FURNON (U.F.B.S.) DÉNONCE

« Pressions du pouvoir » Gérard Furnon, président du conseil des Français de bon sens (U.F.B.S.), a affirmé mardi qu'il est l'objet de pressions et de menaces de la part du pouvoir qui voudrait en faire un candidat de l'U.F.B.S. aux élections législatives.

Furnon a indiqué qu'une trentaine de candidats sera présentée lors de la convention nationale de l'U.F.B.S. qui aura lieu les 11 et 12 février à Paris.

Furnon a indiqué qu'une trentaine de candidats sera présentée lors de la convention nationale de l'U.F.B.S. qui aura lieu les 11 et 12 février à Paris.

### DANS LA RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

Le parti républicain a prévenu mardi que M. Berthelot, député national, chargé d'animer la campagne des candidats giscardiens dans les conditions, M. Leherpeur pourra pas se présenter à la 10<sup>e</sup> circonscription de l'arrondissement de Toulouse dont est M. Jacques Chabanol, comme cela était prévu.

Le parti républicain a prévenu mardi que M. Berthelot, député national, chargé d'animer la campagne des candidats giscardiens dans les conditions, M. Leherpeur pourra pas se présenter à la 10<sup>e</sup> circonscription de l'arrondissement de Toulouse dont est M. Jacques Chabanol, comme cela était prévu.

**LE MONDE**  
mei chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

**RECYCLAGE SCIENTIFIQUE**  
Vous êtes lycéen ou bien vous avez interrompu vos études, vous souhaitez changer d'orientation et entreprendre des études de **MÉDECINE - PHARMACIE - BIOLOGIE**  
Stage de Math - Physique - Chimie du 16-2-1978 à fin juin 3 fois 3 heures par semaine le soir de 18 h. à 21 h.  
IPESUP - Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures  
Tél. 325-03-20 - 16-18, rue de Clotilde-Notre-Dame - 75004 PARIS

## Mars 1978: donnons nous les moyens de gagner.

Les moyens du Rassemblement Pour la République dépendent très largement de vous.

Ces moyens vont, en mars 1978, servir à soutenir votre candidat et votre idée de la France.

Voilà pourquoi le Rassemblement Pour la République vous demande une participation exceptionnelle pour des élections exceptionnelles.

Ce que vous voulez, ce que vous pouvez.

En contribuant à la Campagne Nationale de souscription du Rassemblement Pour la République, vous donnez à ceux qui ont vos candidats aujourd'hui les moyens de se faire entendre et d'être demain vos porte-parole.

**FONDS NATIONAL POUR LES ÉLECTIONS**  
Vous pouvez envoyer votre participation soit par chèque bancaire barré à l'ordre du Rassemblement Pour la République, soit par chèque postal, soit par virement postal au C.C.P. Paris n° 1932-80 T, soit en espèces à l'adresse suivante:  
**Rassemblement Pour la République**  
123, rue de Lille - 75007 PARIS

**Rassemblement Pour la République**  
DONNEZ-NOUS LES MOYENS DE CONQUÉRIR, LES MOYENS DE GAGNER.  
Aidez-nous.



Téléphérique de l'Aiguille du Midi: 11.600 mètres de câbles porteurs. Poids: 87 tonnes. Un exploit signé "le Fil d'Acier Français".

## Quand la sécurité tient à un fil...

Pour réaliser les câbles porteurs du téléphérique de l'Aiguille du Midi, les ingénieurs ont choisi le Fil d'Acier Français: sa qualité est reconnue par les spécialistes du monde entier. Exigez cette même qualité dans votre vie quotidienne: la plupart des objets métalliques que vous utilisez à tout instant sont fabriqués à partir de fil d'acier. Quand votre sécurité, votre confort, votre satisfaction tiennent à un fil, choisissez le Fil d'Acier Français. Comment l'identifier? A ce symbole graphique sur l'emballage ou le produit lui-même. Désormais le Fil d'Acier Français est signé.



**LE FIL FRANÇAIS**  
SYNDICAT NATIONAL DU TRÉFILAGE DE L'ACIER  
2, RUE PAUL CÉZANNE, 75008 PARIS - TÉL. 225.54.80

L'industrie française du tréfilage de l'acier traite chaque année un million de tonnes d'acier. 20% de la production sont exportés. Chaque Français consomme en moyenne 22 kilos de fil d'acier par an sous toutes ses formes: pointes, grillages, chaînes, câbles... 5 kilos sont importés. Ils représentent 5 millions d'heures de travail perdues pour la collectivité française.

Les grands débats d'Europe...  
Le Club de la presse d'Europe...  
Le journal des élections...

**PE 1**  
est nature







paration des  
L'IMPAGNE A LA

# Le Monde

## en Bourgogne

### LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

## Les vrais choix d'une région

Parabole de la bonne vigne



(Dessin de KONE.)

**R**EGION de l'équilibre, de la modération, du juste milieu, la Bourgogne l'est assurément dans sa géographie, son économie, sa vie politique.

Attirée et influencée à la fois par l'Île-de-France, dont l'Yonne est un peu la grande barrière verte, par l'agglomération lyonnaise et son potentiel démographique et humain vers lesquels cline la Saône-et-Loire, par le val de Loire qui entretient avec la Nièvre une étroite parenté, la Bourgogne n'est pourtant agitée par aucun mouvement régionaliste ou autonomiste. Dijon a été, tout naturellement, désignée pour jouer le rôle de capitale, mais elle n'exerce cependant aucune tutelle sur les nombreuses autres villes moyennes et pour la plupart vivaces, des départements.

Terre de passage et d'échanges qui voudrait bien tirer encore profit de cette situation avec demain, le T.G.V. et l'après-demain ? La liaison fluviale Rhin-Rhône, la Bourgogne semble résister mieux que d'autres provinces aux secousses de la crise économique mondiale. La diversité de ses productions agricoles (boute

de Charolais, vignobles réputés, aviculture de Bresse), l'ancienneté et la variété du tissu industriel, la qualité de l'enseignement professionnel et supérieur, le patrimoine naturel et historique, expliquent pour une large part cette capacité à tenir tête aux retournements brutaux de la conjoncture. Les gouvernements successifs n'ont d'ailleurs jamais considéré la Bourgogne comme une région qui avait besoin d'une aide prioritaire de l'Etat. Une preuve : c'est elle qui vient en queue de toutes les régions françaises en 1976 pour le nombre d'emplois industriels créés avec l'aide de la DATAR (133 au lieu de 510 pour la Lorraine).

C'est pourtant pour parler de solidarité nationale que le chef de l'Etat a décidé de venir en Bourgogne les 26 et 27 janvier et pour annoncer à Verdun-sur-le-Doubs quel devait être, selon lui, le bon choix pour la France lors des élections législatives de mars prochain. Mais pourquoi M. Giscard d'Estaing réserve-t-il des faveurs à la Bourgogne, qui, contrairement à la majorité des autres régions,

n'est représentée au gouvernement par aucun ministre ou secrétaire d'Etat ?

Les Français qui attachèrent leur nom à cette province furent pourtant nombreux, et l'histoire, la science, la littérature ou la politique, avec Vauban, Buffon, Niepce, Lamartine ou Carnot trouvent ici des prolongements.

Aujourd'hui, et pour ne parler que de la politique, notons que M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., est aussi président du conseil général de la Nièvre, que M. Pierre Joze, député national à l'Agriculture du P.S., est député de Saône-et-Loire, que M. Robert Poujada, ancien secrétaire général de l'U.N.R., est maire (R.P.R.) de Dijon, et que M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, préside aux destinées d'Auxerre.

Depuis des années, élection après élection, font remarquer, non sans pertinence, les élus de l'opposition, la gauche l'emporte en Bourgogne, mais au conseil régional c'est la majorité qui domine.

Voilà la caractéristique qui illustre bien en quoi la Bourgogne peut, mieux que d'autres régions, résumer la réalité nationale. — F. Gr.

## I nous manque encore un grand projet

**Q**UATRE ans après la mise au place de leurs assemblées régionales, les Bourgognais estiment encore que les-ci sont « en période de dague ».

Si les membres du comité économique et social constatent une solution intéressante dans la zoo d'aborder les dossiers — se rendent assez souvent à l'extérieur pour étudier les problèmes sur place — en revanche les conseillers régionaux regrettent le manque de dynamisme de leur assemblée. Les uns et les autres reconnaissent enfin à fait au moins deux généraux pour « faire la région ».

Les critiques sont le plus souvent adressées aux leaders politiques de la majorité comme de position qui pratiquent un « indécis remarqué, dans les missions », notamment. Les fonctionnaires ne sont pas traités non plus. On les accuse

de refroidir l'enthousiasme des représentants de la région aux assemblées.

M. Lucien Héraud, qui fut doyen d'âge du comité économique et social, a voulu écrire au président de la République pour lui demander de se prononcer « sans embarras » en faveur de la région, à l'occasion de sa visite. M. Héraud estime que « le vent qui souffle de Paris est un vent d'anti-région ».

On reconnaît pourtant aux fonctionnaires de la mission régionale une compétence remarquable dans la préparation des dossiers. Pour le Dr Jean Royer, ancien adjoint au maire de Dijon, « vice-président du conseil régional jusqu'en août de mars dernier, la mission « prépare tellement bien la bouteille qu'on n'a plus d'efforts à faire pour l'ouvrir... »

Il n'est pas le seul à le penser. Comme il y a maintenant des costumes prêts-à-porter », dit

M. Héraud, « nous avons eu le budget prêt-à-porter. Seulement, si l'on peut opposer quelques retouches aux premiers, il est difficile de modifier le second ».

Pour ce qui est de l'animation des débats publics, les avis sont presque unanimes : « Jusqu'ici, affirme-t-on, c'est le préfet qui a fait le région. Il faudrait un président du conseil régional qui préside davantage ».

Les Bourgognais ont besoin d'être rassurés sur l'avenir de leur région, souhaitent que celle-ci prenne un nouvel élan même s'ils ont réussi à surmonter jusqu'ici tout ce qui mal les premiers obstacles.

Avec ses un million cinq cent soixante-mille habitants, il s'agit d'une région hétérogène composée de quatre départements qui ont des traditions et des aspirations bien différenciées et ont été un peu artificiellement rassemblés autour de la Côte-d'Or et de sa capitale, Dijon. Le nord de l'Yonne est attiré vers Paris ; les traditions historiques de la Nièvre conduisent ce département vers les pays de la Loire et la capitale. Le Maconnais, en Saône-et-Loire, subit l'attraction de Lyon.

Même si certains reprochent, à tort ou à raison, aux assemblées régionales d'« exacerber l'esprit départementaliste », il n'en reste pas moins que le partage des crédits est équitable même si la Nièvre, la plus démunie, est le vrai, semble la plus favorisée par le biais des actions faites en faveur du parc du Morvan. « Il manque à la Bourgogne un grand projet », affirment ceux pour qui les assemblées régionales se sont limitées jusqu'ici à « additionner des petits dossiers de chef-lieu de canton ». Mais cet état de choses ne provient-il pas du fait que ceux qui devaient « faire » la région n'ont pas fait preuve de tout le dynamisme nécessaire.

Dix-huit contrats de pays ont été signés. Enfin, les crédits accordés pour l'implantation des hôpitaux et hospices et l'amélioration de la qualité de la vie ont permis la réalisation de travaux importants dans les quatre départements. Bref, de 25,49 millions de F en 1974, le budget de l'établissement public régional est passé à 73,89 millions en 1976. Le budget primitif de cette année s'élève à 92,3 millions.

« Nous n'avons pas de sources

sectoriales », dit M. François Ulrich, vice-président du comité économique et social, député au titre de président de l'union régionale des cadres. C'est le raison pour laquelle lui-même et ses collègues voudraient poursuivre une mission à laquelle ils croient. « Nous avons pris l'initiative l'an dernier, ajoute M. Ulrich, de lancer une enquête sur le territoire auprès de cent vingt organismes des quatre départements. C'est l'exemple même d'une action

que l'on peut mener sans trop de frais ». « Le comité économique et social est une assemblée qui travaille avec beaucoup de sérieux, où les gens ouvrent des dossiers de leur propre initiative », affirme M. Héraud.

Mais toutes ces initiatives, si intéressantes soient-elles, suffiront-elles en l'absence d'une volonté affirmée et ferme des « politiques » à faire vraiment décoller la région ?

CHARLES MARQUES.

## UN EFFORT EXCEPTIONNEL POUR LE PARC DU MORVAN

**P**ARMI les vingt parcs régionaux de France, celui du Morvan est un vétérain. Il a été créé en 1970 par la volonté commune de quatre départements et de soixante-quatre communes. En décembre 1977, le harte du parc était révisée qui éliminait plusieurs nouvelles localités ainsi que les communes de la Nièvre, de la Côte-d'Or, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne.

Sorte de bastion granitique, usage et forteresse planté au sur de la Bourgogne, et qui culmine au mont Follin à 902 mètres, le parc est aussi un château d'eau d'où dévalent torrents d'eau, dans la Saône, de la Rhône ou vers la Loire, puis le milieu de siècle dans s'y sont ajoutés de nombreux lacs artificiels, comme celui des Settons, qui valent pour de régulariser le cours de Saône et de fournir du ouit électrique. Car il n'a pas servi jusqu'en 1932 au stage du bois de chauffage utilisé à Paris.

Car c'est toujours vers la capi-

tale que le Morvan a regardé. Ses ill. ont émigré en masse vers Paris à partir de 1920, et les Parisiens ont souvent conté aux nourrices de ce rude pays le soin d'élever leurs enfants. Aujourd'hui, ce sont les résidents secondaires qui en quelques heures d'absence vont rejoindre leurs « chemières ».

Regroupés au sein d'une association régionale du Morvan, ce sont les élus qui souperont dès 1986 à créer sur 173 000 hectares un parc régional ; par la suite, la constitution d'un syndicat mixte interdépartemental donnera un coup de tout au pays tout entier. Le conseil régional de Bourgogne devait apporter son aide en adoptant un plan d'action prioritaire d'intérêt régional (P.A.I.R.). Il s'agit de ramener les vallées prioritaires, d'améliorer les bâtiments d'élevage pour revitaliser l'agriculture.

Il faudra aussi valoriser la forêt, où alternent chênes, hêtres et résineux, mais qui compte encore beaucoup trop de taillis. Nul doute que devant d'aussi bonnes dispositions l'Etat — qui a déjà promis de ne pas lâcher financièrement les parcs régionaux — ne consente un effort exceptionnel pour celui-ci.

MARC AMBROISE-RENDU.

« Le bilan n'est pas si modeste »

« Le bilan n'est pas si modeste que ça », souligne cependant ce fonctionnaire « même s'il n'est pas spectaculaire ». Au chapitre des grandes options, les communications occupent la première place depuis 1974, avec un budget en constante progression. Ambitieux au départ, le programme d'aménagement d'un nouveau réseau routier a été ramené à 700 kilomètres, dont 300 ont déjà été construits. C'est dans les télécommunications que les résultats ont été les plus sensibles. Il y avait en 1974 un taux d'automatisation de 51 %, il est aujourd'hui de 95 % ; l'automatisation totale est prévue pour 1979. Parmi les cinq zones rurales prioritaires retenues, deux ont déjà « décollé ». La région des Hautes-Côtes et celle de la Pui-

### C'EST DIFFICILE DE GRANDIR SANS RIEN PERDRE DE SON CHARME

Dijon a su allier développement et qualité de vie :

- 2 500 logements neufs par an ne font pas oublier les « cent clochers », les toits de tuiles polychromes et un environnement de 500 ha d'espaces verts.
- 6 zones industrielles à quelques minutes d'un centre urbain sauvegardé, animé par ses rues piétonnières.
- une activité économique orientée vers des industries de pointe,
- un rayonnement universitaire et une vie culturelle intense.

Dijon a su se développer sans perdre ni son âme... ni son charme.

### DIJON A SU GRANDIR

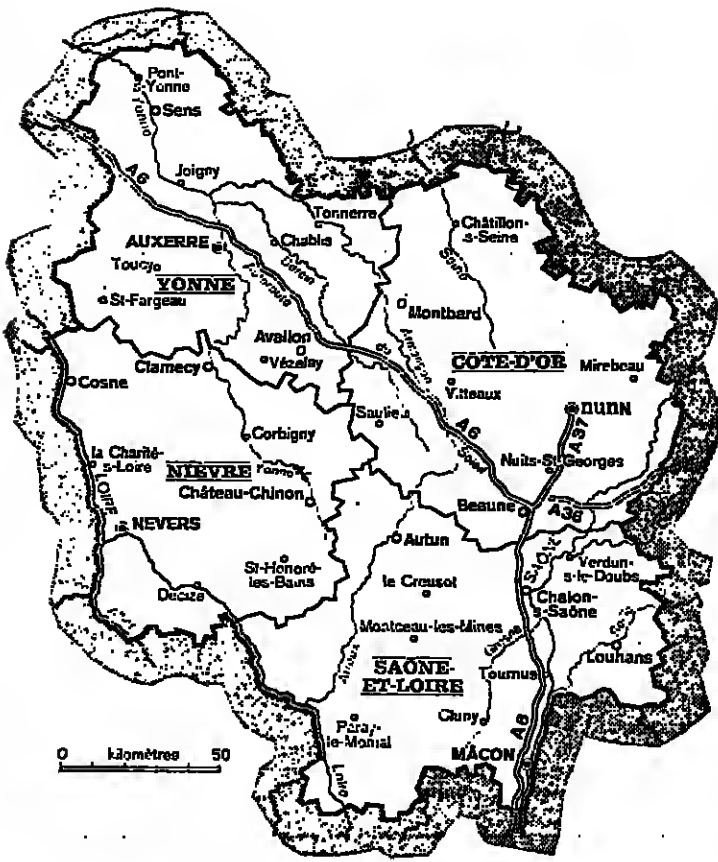
Pour tous renseignements, Mairie de Dijon : tél. 41 81 30.  
Pour la vente de terrains industriels, Chambre de Commerce : tél. 32 70 06  
Pour la vente de terrains à bâtir, zones d'activités et équipements commerciaux, SEMAAD : tél. 30 86 33

## BOURGOGNE PA. ANDRÉ

Chateau de Corton André  
21920 Aloxe-Corton. (80) 21 41 10



### Quatre départements quatre caractères



Avec 1 582 000 habitants et quatre départements, la Bourgogne apparaît comme une région « moyenne » située entre trois régions au potentiel démographique et économique important : l'Île-de-France, la Lorraine et Rhône-Alpes.

La Saône-et-Loire, avec 572 000 habitants, est le département le plus peuplé, suivi par la Côte-d'Or (463 000), l'Yonne (303 000) et la Nièvre (243 000). Dijon comptait, au recensement de 1975, 150 300 habitants, et la communauté urbaine du Creusot, 108 470.

Si la Nièvre est le département bourguignon où l'on se marie le moins, la Côte-d'Or est celui qui a le plus fort taux d'activité. La Saône-et-Loire est le département le plus industrialisé et l'Yonne est en tête pour les installations de retraités.

### DIJON ET LA COTE-D'OR

## Une capitale en ses jardins

LES passants musardent rue Musette et lèvent le nez vers les gargouilles de l'église Notre-Dame sans risque de se faire renverser par une voiture. La rue est piétonne. Un petit garçon et son grand-père dansent de concert au bord de l'Ouche, le ruisseau de Dijon, ville sans rivière. Un peu partout les jardiniers flânent de nouveaux squares et les enfants hâtent leur terrain de jeux. Dijon ou l'idylle écologique. Dijon salie par la folie verte. Une ville qui s'est offert 100 hectares de parcs et jardins en cinq ans. Dijon, « première ville écologique », titre fièrement le dernier bulletin municipal, après le classement de la ville en tête du palmarès publié par l'hebdomadaire *Le Point*.

« Je ne sais pas si nous méritons la première place, mais il est normal que nous soyons dans le peloton de tête », commente M. Robert Fougère, qui fut, de 1971 à 1974, le premier ministre de l'environnement. « Une étiquette valable sur des points précis pour Dijon proprement dit, mais pas pour l'agglomération », estime de son côté M. Roland Carras, maire socialiste de Chenove (une ZUP de dix-sept mille habitants aux portes de Dijon), qui se présente aux législatives contre M. Fougère dans la première circonscription de la Côte-d'Or : « N'importe qui à sa place, doté des mêmes moyens financiers, humains et techniques, pouvait faire la même chose ».

« La ville disposait d'un très bon outil », reconnaît M. Fougère. Mais nous avons travaillé depuis 1971 le personnel du service des espaces verts. Il emploie aujourd'hui deux cents personnes, soit 12 % du personnel communal et dispose de 6 hectares d'installations techniques, de pépinières et de serres ultramodernes. Les espaces verts (286 hectares en 1976, soit 18 mètres carrés par habitant au lieu de 195 hectares en 1971)

représentent 4,5 % du budget de la ville. Dijon n'a pas volé son « ruban vert » : en cinq ans, plus de 1 500 arbres ont été plantés le long des voies, 36 squares et petits jardins ont été aménagés, d'anciennes carrières ont été transformées en jardins en pleine ville, tandis qu'on renouvait le parc de la Colombe, splendide mais vieillissant : enfin, la ville a acheté 250 hectares de terrains (dont 70 sont viabilisés) à la Combe-à-la-Serpent. Un parc naturel et des équipements sportifs sont disponibles à deux pas de l'énorme ZUP de la Fontaine-d'Ouche (15 000 habitants), qui domine le lac du Chanoine-Kir, ancien maire de Dijon : 40 hectares d'eau, mais très peu de verdure et d'arbres, pour qu'on puisse — paraît-il — admirer le site du train.

Les projets ne manquent pas :

#### Epargnée par toutes les guerres

La verdure n'est pas tout. Depuis quelques années, la ville s'est dotée d'une installation d'épuration des eaux usées et d'une usine d'incinération des ordures. C'était le moindre des devoirs pour un ministre de l'environnement. Les rues piétonnes ont progressé pas à pas et le maire caresse l'ambitieux dessein d'offrir un jour aux piétons la principale voie commerciale du centre, la rue de la Liberté, où passent à l'heure de pointe plus de quatre-vingts bus.

Pour que Dijon devienne vraiment une ville écologique et équilibrée, il lui faudra tenir d'autres paris encore plus difficiles : modernisation en douceur des logements du centre-ville ; aménagement de nouveaux quartiers à « échelle humaine » ; politique efficace de transports en commun, de pistes cyclables et de voies piétonnes ; participation des habitants au choix de leur avenir, etc. Il semble que la ca-

pitale bourguignonne soit sur la bonne voie, avec des atouts et pas mal de chance finalement. La chance de Dijon — elle la doit, dit-on, à la Vierge noire de Notre-Dame — c'est d'avoir été épargnée par toutes les guerres depuis 1870 et par cette autre folie destructrice qu'a été dans bien des villes la rénovation-bulldozer des années 60. Ici, pas de quartier précieux rasé au profit de tours de quinze étages. La « rénovation » — on en avait quand même prévu une — vise le quartier Clemenceau (26 hectares au nord du centre ancien). Mais elle est en panne depuis si longtemps que les édiles ont eu le temps de mettre leurs projets au goût du jour et de renoncer aux tours de bureaux de vingt étages pour des immeubles plus modestes (de cinq à onze niveaux).

Mais il faudra trouver de quoi financer le déficit créé par la suppression d'un bon tiers du programme, soit 4,5 millions de francs pour la première tranche. Il est normal de payer le prix de la « dédensification », estime M. Jean-François Bazin, adjoint au maire, chargé de l'urbanisme et des espaces verts. « C'est un mythe de croire que les transformations gratuites », des sortes de

quartiers clefs en main qui, d'ailleurs, finissent toujours par coûter à la ville. Pour n'avoir pas voulu assumer de responsabilité financière, celle-ci perdait la maîtrise de l'opération ».

Si la rénovation du secteur Clemenceau reste une partie difficile à jouer, la nouvelle politique urbaine de la municipalité peut s'exercer plus aisément dans d'autres quartiers. La construction de quelques centaines de logements seulement dans une zone de pavillons — le quartier des Roses — ou dans un secteur très déserté d'ateliers et d'usines — le Petit-Cîteaux — permet de consulter la population riveraine, de lancer de petits concours d'architecture, etc.

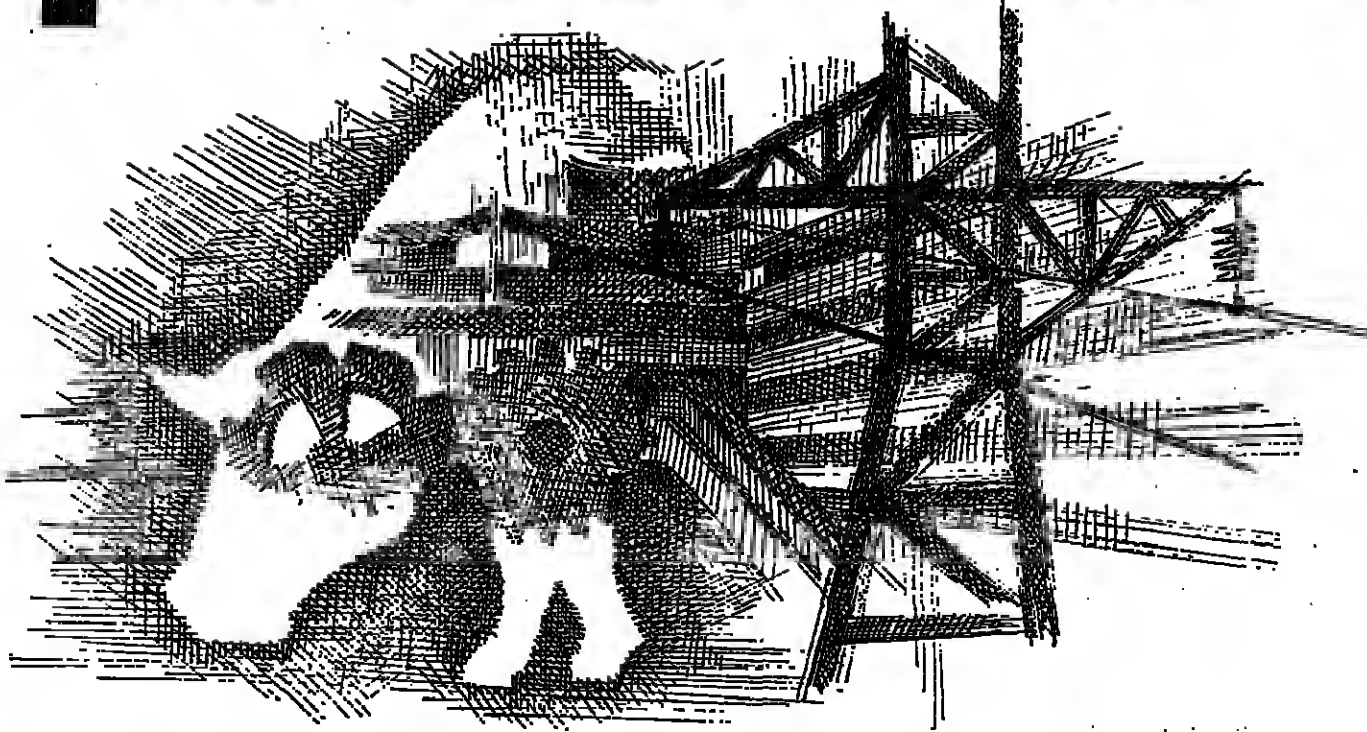
Si la municipalité actuelle a ainsi la possibilité de figurer des ensembles à l'échelle humaine, c'est, dira-t-on, que les grandes opérations, comme la ZUP de la Fontaine-d'Ouche avec ses larges avenues, ses tours et ses barres, ont permis d'accueillir les nouveaux habitants, ou que les communes périphériques en ont pris leur part, comme Chenove, Quétigny ou Talan.

« Dijon bénéficie d'un héritage historique important. C'est une ville très homogène, où les grosses implantations industrielles ont été volontairement limitées, ce qui crée d'ailleurs un manque d'emplois dans ce secteur », estime M. Carras. En un mot, c'est facile pour les riches de faire de l'écologie, semble dire le maire de Chenove. Et quand on regarde les barres d'H.L.M. qui font face à sa mairie, alors que le premier magistrat de Dijon est installé dans le palais des ducs de Bourgogne, face à la ravissante place Royale, on comprend ce qu'il veut dire.

Mais tant de villes ont bradé leur héritage, tracé des autoroutes dans leurs quartiers historiques et laissé faire le temps et l'argent sans y prendre garde qu'on s'étonne tout de même de trouver Dijon relativement intacte et préservée, et sur la voie de transformations délicates et judicieuses.

MICHELE CHAMPENOIS.

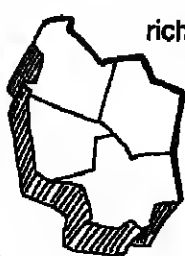
# choisissez la Bourgogne industries et pouvoir vert



LA BOURGOGNE EST UNE TERRE D'ÉQUILIBRE

Équilibre entre ses industries (de toutes tailles, dans toutes les activités) et ses richesses terriennes (forêts, cultures) d'où sont issus des produits de renommée mondiale.

Des zones industrielles bien équipées accueillent les entreprises et proposent une gamme étendue de services dans un cadre où s'épanouit le pouvoir bienfaisant de la nature.



la Bourgogne: l'avenir dans la diversité

MEDIA CONSEIL - DIJON

### VIE DE CHATEAU A SAVIGNY

#### Saint Vincent chez lui

LES mille quatre cents habitants de Savigny-les-Beaune en Côte-d'Or, commune viticole aux vins « nourissants », située à 4 kilomètres au nord de Beaune, s'approprient à recevoir le 20 janvier, avec un échet tout particulier, les invités de la Saint-Vincent, patron des vigneron.

#### « Ruy Blas » et trompes de chasse

Ce négociant devait être déclaré en faillite en 1975. Entre-temps, le château avait été dépouillé de ses meubles, transportés outre-Manche « pour être restaurés », pour payer ses dettes, « pour payer ses dettes », affirmait aujourd'hui les Saviniens. Même les piampus de cheminée et les serrures ont été antevées. Après une déposition de justice, le château et son parc sont mis en vente. Parmi les acheteurs, le seigneur Moon et un acheteur extérieur à la commune. Les présidents des sociétés locales, le maire, le responsable du syndicat viticole, se portent acquéreurs du château et du parc. Dans l'immédiat, ils pensent constituer une Société des amis du château, car ils souhaitent que celui-ci devienne un lieu

public d'expositions, de réunions, ouvert non seulement aux habitants de la commune, mais aussi aux associations de la région.

Coup très bien réussi, car ce château, construit en 1430 par le duc Eudes Jean de Frolois, maréchal de Bourgogne, et son parc de 17 hectares ont bien fait être vendus une fois de plus à un « étranger ». Ce château était resté la propriété de grandes familles françaises jusqu'en 1970, date à laquelle il fut vendu à un négociant en vins anglais pour une somme de 4 300 000 F.

« On pourra, alors, faire beaucoup de choses », dit le conseiller général du canton, M. Pierre Peltignon, qui se souvient d'avoir assisté, dans les années 50, à la représentation, dans le parc, de Ruy Blas, par le T.N.P., ainsi qu'à un concours de trompes de chasse dont on parle encore aujourd'hui à Savigny.

CHARLES MARQUÉS.

S.C.I.C. Société Centrale Immobilière de la Caisse des dépôts, déjà très active en Bourgogne, va proposer maintenant à Dijon la construction de Maisons Individuelles.

56, r. de Bourgogne 21121 Fontaine-lès-Dijon Tél. 41.54.90



Un passé LA SA

OU S'INFORMER ?



صحة من الامم

CHALON ET LA SAONE-ET-LOIRE

jardins

Des chances dans les trois âges de l'industrie

UN rythme d'expansion démographique très rapide : une ville qui dans le département de Saône-et-Loire (le plus industriel de la Bourgogne) joue les locomotives ; des syndicats qui reconnaissent un patronat local « un dynamisme industriel peu commun » ; un patronat qui relevant l'ancienneté du syndicalisme, estime que les relations entre partenaires sociaux sont sans concession et part et d'autre mais sans acrimonie ; un journaliste local qui dit de Chalon-Saône : « Cette ville a encore plus d'avenir que de présent » ; un maire (socialiste) qui travaille sans relâche avec la chambre de commerce sous-préfet qui, dit-on, est passé maître dans l'art des relations publiques (au bon sens du terme).

« L'entreprise qui verse les meilleurs salaires. Et il y a trois ans, Framatema emira avant l'heure dans l'an 2000 qui sera l'énergie électronique ce que le dix-neuvième siècle fut aux houillères (non loin d'ici à Montceau). » « La politique de zones industrielles menée par la chambre de commerce et d'industrie a été prévisionnelle, intelligente et clairvoyante. Les choix et les paris sur l'avenir ont été judicieux », affirme M. Saleon Terras, secrétaire général de l'association patronale de Saône-et-Loire. Dans cette programmation du développement, élus conseillers et municipalités ont marché du même pas. Il fallait bien que les responsables locaux prennent des initiatives puisque dans cette région jugée sainte

par la DATA on n'aurait à espérer aucune aide de Paris. Notre politique est donc une politique d'accueil, d'accompagnement. » Nous nous sommes répartis les tâches, explique pour sa part M. Roger Lagrange, le maire (P.S.) de Chalon. A la chambre de commerce les zones industrielles, à nous les choix d'urbanisme. D'ailleurs, il se faut traverser notre S.D.A.U. et notre P.O.S. raisonner davantage en termes de business d'emploi. A l'avenir, l'expansion doit se faire en dehors de Chalon, sinon nous risquons de saturer ce qui fait le charme et l'agrément de notre ville. Nous ferons l'expansion démographique. Il ne faut pas que Chalon, qui compte actuellement seize mille habitants, passe les soixante-quinze mille.

que les chefs des petites entreprises soient obligés d'aller chercher leurs conseils bancaires à Paris pour les opérations d'exportation, alors que la Saône-et-Loire assure 48,6 % des ventes de toute la Bourgogne à l'étranger. Mais Chalon ne veut pas annexer le secteur tertiaire parasitaire, qui s'alimente des administrations publiques ou para-publicques. Il veut jouer la carte des services « démultipliateurs » d'activités industrielles que sont les bureaux techniques, les cabinets de gestion, les instituts de recherche. La très prochaine assemblée constitutive du Syndicat interprofessionnel du tertiaire de Saône-et-Loire en sera l'illustration la plus manifeste. Comme on compte sur la liai-

son Rhin-Rhône pour épancher les activités industrielles lourdes et exportatrices de la prochaine génération, de même on espère que dans cette nouvelle aventure de l'industrie des services, le T.G.V. qui s'arrêtera deux fois en Saône-et-Loire, sera la carte maîtresse de demain.

FRANÇOIS GROSCHARD.

DANS UN AUTRE VERDUN

UNE BOUILLABAISSE APPELÉE « PAUCHOUSE »

TOUTS les dictionnaires n'y tiennent rien : les quelques douze cents habitants de Verdun-sur-le-Doubs en Saône-et-Loire demeurent persuadés que le fameux raité de 943 qui partagea l'empire carolingien fut signé chez eux et non point à Verdun-sur-Meuse. Quelques historiens, du reste, partagent leur certitude, et ce serait géographiquement plus logique : la Bourgogne étant à la croisée des chemins. Et des politiques ? « Et Verdun-sur-le-Doubs, c'est la Bourgogne. Et son appellation ? Il y a dans ce nom même, « Bourgogne », quelque chose d'un roulement de tonneau, d'un roulement de rembour ennonçant Maître le Vin Et quelque chose aussi de cette richesse marchande qui fit la fortune glorieuse du célèbre ducé et qu'on retrouve, en luisances épanouies, sur les traits des bourgeois de Rembrandt. Mais encore, et surtout, les Verdunois sont fiers de leur « pauchouse ».

« Ou « pochouse » ? La prononciation locale est « pochou », et le mot serait soit un dérivé de la « poche », le gibecière dans laquelle le pêcheur tient le produit de cette pêche.

Il n'importe, la pauchouse est, en quelque sorte, une bouillabaisse d'eau douce et le fleuron de la gastronomie verdunoise. Elle a ses rites, ses poètes, trois de cité en chaque foyer. Et depuis des lustres l'Hostellerie Bourguignonne du bon Camille Lourié en est comme La Mecque. Il y fut cinq sortes de poissons : brochet, anguille, tanche, perche et lotte de rivière. Du moins, il y fallait, car la lotte de rivière est devenue rare et reste souvent symbolique. Il fut fait un été particulièrement sec, des rivières non polluées, toutes choses en voie de disparition. Et cela est dommage, car c'est le poisson le plus fin de tous. On dit ici que : « Pour un foie de lotte Femme perd se cote ! » Alors, on va chercher de la lotte de lot, jusqu'en Suisse, mais « ce n'est plus la même chose ». Il y fut aussi un peu d'ail, des creffions, mais surtout ni oignon, ni lardons, ni crème Et, enfin, du vin blanc très sec. Une correspondante m'écrivait un jour qu'elle avait connu, avant guerre, une vieille femme assurée qu'on ne pouvait plus faire de bonnes pauchouses depuis le phylloxera. En effet, avant celui-ci, les paysans cultivaient alentour, sur de végètes ondulations de terrain tournées à l'est, une vigne donnant un petit blanc sec et tellement acide qu'il n'était guère buvable. C'est avec lui qu'en réussissait le pauchouse. On le remplacait aujourd'hui par l'ailgott. Il existe, à Verdun-sur-le-Doubs, une confrérie de la Pauchouse. Un très large ruban vert et jaune, le jaune du vin, le vert de la rivière, supporte une médaille de bronze où sont inscrits ces mots : « J'sone de Verdun, J'sone d'le gueulle Et l'savons negar. » Beau programme pour accueillir le président ! Mais si vous ne pouvez, comme lui, aller à la pauchouse, Parisiens, laissez venir le pauchouse à vous ! Elle figure quotidiennement à le carte du « Mont Blanc » (2, rue Casimir-Périer (7<sup>e</sup>), tél. : 551-53-40), quelquels à celle de « Meissonnier » (28, rue des Fossés-Saint-Bernard (5<sup>e</sup>), tél. : 033-69-27) et sur commande, incomparable, l'ami « Pointaire », (45, rue de Villars, à Levallois, tél. : 757-44-77) vous en mitonnera une de derrière ses fourneaux.

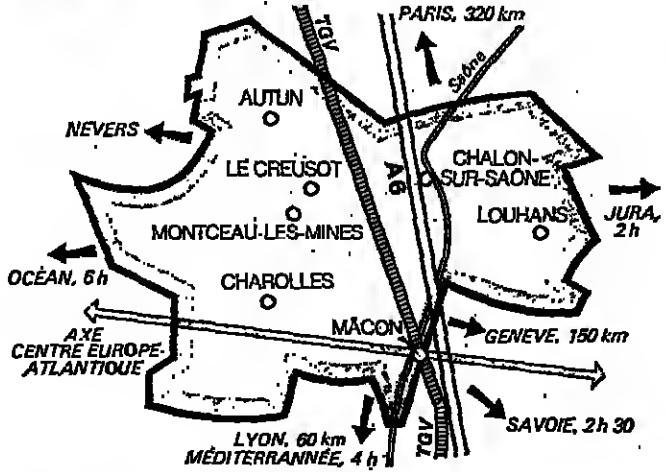
LA REYNIERE.

Pas de triomphalisme

« Pour l'heure, — conjoncture internationale et nationale oblige ! — et après les succès récents, la tendance est plutôt à la prudence. Les trésoreries des entreprises s'assèchent, les carnets de commandes se dégonflent, l'ambiance est maussade. « Gardons-nous de toute attitude triomphaliste ! », avertit M. Saleon Terras. Dans l'agglomération chalonnaise, 1 094 emplois nouveaux (une fois déduites les suppressions de postes) ont été créés en 1978. Mais en 1977, le rythme a faibli. « Il y a certainement plus de 3 000 demandes d'emploi aujourd'hui », note M. Cabedoce, secrétaire de l'union locale C.C.T. Les jeunes qui sortent du collège avec un brevet d'ajusteur ou de fraiseur se retrouvent à faire de l'ébarbage à Creusot-Loire. M. Bernard Troncu, délégué de la C.F.D.T., ajoute, pour sa part, que « si les implantations d'industries lourdes ont été astucieuses, permettant aux sous-traitants locaux de bénéficier de leurs retombées, en revanche, la question du travail féminin a été quelque peu négligée ». Et les syndicats de raconter que, dans une grande entreprise d'habillement, les « comportements patronaux » datent encore du dix-neuvième siècle. « Quand une ouvrière demande un bon de sar-

tie pour aller chez le dentiste, ne voilà-t-elle pas que le patron téléphone à l'heure du rendez-vous pour s'assurer que l'ouvrière est bien venue se faire soigner ! » « Qu'est-ce qui fait résister à la prudence ? La situation géographique à l'évidence. Mais aussi une sorte d'équilibre entre une industrialisation ancienne et lourde, diversifiée, et des initiatives d'avant-garde. Chalon est à l'image de la Saône-et-Loire, département de villes moyennes et vivantes de « pays » où jamais l'industrie, l'agriculture et les villes ne heurtent de front leurs intérêts respectifs. On objectera que l'immense zone industrielle et fluviale n'est aujourd'hui occupée qu'à 10 ou 20 %, ce qui met la chambre de commerce dans une très inconfortable position financière. Mais, dans dix ou quinze ans, ne saluera-t-on pas la clairvoyance des responsables. On critiquera aussi — non sans raison — l'excessive spécialisation industrielle de Chalon. Les élus politiques et consulaires savent bien que ce qui fut une force risque — à l'époque du redéploiement industriel — de devenir un handicap. Ils se sont mis à l'œuvre pour jeter les bases d'une politique des activités de service. Il est anormal et injuste

Un passé prestigieux, un avenir prometteur LA SAONE-ET-LOIRE



PREMIER EXPORTATEUR DE LA BOURGOGNE : LA SAONE-ET-LOIRE
Il existe quelques centres privilégiés pour l'esprit et la culture, la réflexion, la mesure et l'activité. C'est la raison profonde du développement harmonieux de la Saône-et-Loire. L'industrie lourde traditionnelle est présente de longue date dans la région de Montceau-les-Mines, Le Creusot et Gueugnon. Le nucléaire, les industries mécaniques, électriques et chimiques et bien d'autres se sont installées dans les principaux grands centres. L'économie de la Saône-et-Loire est également répartie entre une activité industrielle intense et un secteur agricole diversifié : vins de Bourgogne et de Mâcon, viandes du Charolais, poulets de Bresse... Les produits finis ou semi-finis réalisés en Saône-et-Loire sont pour une grande part exportés aux quatre coins du monde.

PLAQUE TOURNANTE INTERNATIONALE : LA SAONE-ET-LOIRE
Il faut bien sûr, pour exporter, en avoir les moyens. La Saône-et-Loire est au carrefour de deux grandes voies de circulation routière : — Nord-Sud, c'est l'autoroute Lille-Marseille ; — Est-Ouest, c'est la liaison express Centre-Europe-Atlantique qui passe par Mâcon et Dijon. Chalon et Mâcon, ports fluviaux bien équipés sur la Saône, constituent deux étapes sur l'axe Mer du Nord-Méditerranée. Enfin, le Train à Grande Vitesse (T.G.V.), dont les deux seules stations intermédiaires se trouveront en Saône-et-Loire (Montcaubin et Mâcon) permettra un renouveau dans les communications entre Paris, Lyon, Genève, et le Sud-Est. Une telle infrastructure fait de la Saône-et-Loire une véritable plaque tournante internationale, prête à accueillir de nouvelles entreprises, un particulier dans le secteur tertiaire.
UN JARDIN ROMAN : LA SAONE-ET-LOIRE
Pour rester dans une juste mesure d'équilibre, la « Bourgogne du Sud » tient à conserver une certaine « qualité de la vie », en assurant son développement harmonieux autour de villes moyennes comme : Chalon, Autun, Le Creusot, Montceau-les-Mines, Louhans, Charolles, etc. Ces villes, agréablement réparties sur l'ensemble du territoire, complètent le « paysage » existant. La Saône-et-Loire se veut en effet intégrer un secteur industriel actif et conserver cependant les mêmes sites, les mêmes forêts qui inspiraient le poète Lamartine. Le cadre de vie de la Saône-et-Loire offre un environnement de qualité marqué par les vestiges du passé : deux cent cinquante églises romanes, cent châteaux médiévaux, etc. Il s'y ajoute un patrimoine antique, mais toujours actuel de bonne chère, que la Saône-et-Loire, discrètement, mais efficacement, met à la disposition de ses hôtes. De l'industrie à l'agriculture, du tourisme culturel à la gastronomie, la Saône-et-Loire, pays de la joie de vivre bourguignonne, ne dément pas cette réflexion de Napoléon, qui voyait déjà en elle UNE PETITE FRANCE.

- OU S'INFORMER ?
- PREFECTURE : rue de Strasbourg, 71003 MACON, tél. (05) 38-21-00.
- CHAMBRE DE COMMERCE DE MACON, CHAROLLES, TOURNAIS : tél. 38-83-33, place Gérard-Chevèze, 71010 MACON.
- CHAMBRE DE COMMERCE DE CHALON, AUTUN, LOUHANS : tél. 48-28-22, bd de la République, 71105 CHALON-SUR-SAONE.
- COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DE SAONE-ET-LOIRE : tél. 38-27-92, Maison du Tourisme, route nationale à 71000 MACON.

« UNE PETITE FRANCE »





## LE NIVERNAIS ET SES CHAROLAIS

### JOURS NOIRS POUR LES BŒUFS BLANCS

**A** l'heure du passage du soir, dans l'étable basse de plafond, de part et d'autre de la rigole où s'écoule le purin, quelques trente charolais pas de mangroire centrale. Le fermier passe entre les bêtes, les poussant au besoin, pour donner à chacune sa ration. Peut-être lui faudra-t-il revenir à l'étable dans la nuit longue et froide d'hiver.

Avec le temps des vèlages, entre janvier et mars, c'est une surveillance de tous les instants, pour éviter les complications. Travail long, fastidieux, pénible. Comme il y a vingt ou trente ans.

Le mode de production du charolais n'a guère changé pour ce fermier. Le vététiste des bâtiments, et la quantité de travail manuel qu'elle implique, reste un des principaux verrous à l'agrandissement du troupeau. Et qui pèserait les frais énormes de modernisation ? Quelques légers progrès, grâce aux aides par les organisations agricoles depuis cinq ans. Mais on hésite encore à s'endetter de 20 millions pour une cinquantaine de bêtes. Acquiescer la ferme ? Le prix de la terre, qui a augmenté dans la Nièvre encore plus rapidement qu'ailleurs, peut suffire à dissuader d'une telle opération.

L'exploitation que ce fermier occupe dans le centre du Nivernais — 80 hectares, cinquante bêtes — est assez représentative de la situation moyenne des quelques cinq mille éleveurs de charolais de la Nièvre ; et ici quatre agriculteurs sur cinq sont des éleveurs.

Ce sont d'abord des « naisseurs », beaucoup plus rarement des « engraisseurs », contrairement à leurs voisins de l'Auxois. La plupart des bêtes qu'ils vendent le soir « en maigre », ont entre dix-huit et vingt-quatre mois et sont engraisées (« finies ») ailleurs.

Bereau de la race charolaise, dont les mérites — la robustesse, les bonnes qualités de reproduction, le rendement en viande

(viande maigre bien adaptée au placement pour les nourrir, d'une main-d'œuvre qualifiée, de capitaux... Bref, il y a dans les habitudes de production de la viande une rigidité certaine.

Le développement de l'engraissement constaté en 1973 était lié à la même constatation sur les marchés du « maigre ». La remontée des cours de cette qualité de viande depuis deux ans (+ 15 % l'an passé) s'est traduite par un retour à la tradition, avec une diminution du nombre de bovins engraisés. Le troupeau, qui diminuait depuis trois ans, s'est stabilisé autour de trois cent vingt-quatre mille bêtes environ.

Si le prix de la bête engraisée suit une évolution prévisible — on en connaît les cours — et donc relativement réguliers, celui de la bête à engraisser varie beaucoup, fait l'objet de manœuvres spéculatives, au gré notamment des incertitudes politiques.

A Saincoins, fréquenté par des étrangers qu'attire l'importance du marché, on écoute aussi bien les très bonnes et de plus en plus de « vaches de réforme », ces mères que l'on préfère finir d'engraisser parce que la qualité de leur progéniture n'est pas assez bonne.

Quel qu'on y fasse, le nombre d'exploitations continue à diminuer au rythme de cent à cent cinquante disparitions par an. 30 % des étables abritent moins de dix bêtes ; elles semblent à terme condamnées. Dans la Nièvre, on ne compte qu'environ 0,8 tête à l'hectare, la consommation en engrais du département est inférieure de 50 % à la moyenne nationale. Il n'est pas rare de voir des propriétés de plus de 100 hectares exploitées par un seul homme. On augmente les superficies, quitte à se retrouver financièrement « coincé » pour la mise en valeur.

Un rapport de la chambre d'agriculture, « signé » par toutes

les organisations agricoles du département, dressait le diagnostic dès 1973. Mais constate aujourd'hui son président : « Les remèdes n'ont pas aidé ».

La nû les opinions divergent, et parfois considérablement. C'est, en effet, sur les objectifs et les moyens. Faut-il, comme le souhaite la F.D.S.E.A., donner la priorité au maintien d'un effectif suffisant d'agriculteurs ? A pays désert, agriculture pauvre, dit le président de la Fédération, « ça page pourrait faire vivre beaucoup plus de gens, à condition de maîtriser le foncier ».

Faut-il garantir le revenu de l'agriculteur, faciliter l'installation des jeunes ou encore rationaliser les exploitations ? Pour augmenter le troupeau, il faudrait disposer de davantage de main-d'œuvre et de capitaux. Autres solutions : on devrait moderniser les bâtiments, pratiquer plus largement la stabulation libre ; l'établissement départemental d'élevage et la direction départementale de l'élevage organisent prochainement des journées d'information pour encourager les timidités progressées réalisées dans ce domaine depuis peu. Une formule serait aussi de « finir » les bêtes sur place pour que la valeur ajoutée ainsi obtenue augmente le revenu de l'éleveur hivernal. Mais, pour cela, il faudrait intensifier la production de fourrage et développer la culture des céréales secondaires. Dans cet esprit, les responsables de la chambre d'agriculture préconisent la « culture partout pour mieux nourrir les animaux et augmenter le produit brut de l'exploitation ». Dernière échappatoire possible : développer l'élevage complémentaire de moutons ou de porcs.

Toutes ces voies méritent d'être explorées. Mais n'est-il pas déjà trop tard pour remonter la pente ? Certains s'inquiètent. Un comble : la Bretagne, pays pauvre mais dense, en plein développement, achète à présent pour les engraisser les charolais de la Nièvre, dont la traditionnelle prospérité tend à ne plus être qu'un souvenir.

Moins de dix bêtes

DANIELLE ROUARD.

### L'Yonne et ses « Parisiens »

#### TROP D'INVITÉS

**T**ERRE de refuge des Parisiens en mal de verdure — on y compte près de trente mille résidences secondaires, soit 20 % de la totalité des logements. — L'Yonne, ce département tranquille, qui joue également avec quelque succès la décentralisation industrielle, a choisi d'arrêter l'exode rural. Reste à savoir si ce département, trop longtemps déchiré entre Paris et Dijon, trouvera enfin sa véritable personnalité. Quel sera son choix : devenir le jardin de l'Ile-de-France ou jouer résolument la carte bourguignonne ?

Quels sont les caractères de ce pays, qui s'étend sur 740 000 hectares — près du quart de la superficie de la Bourgogne, — composés de fragments éparpillés à la Champagne, à l'Ile-de-France, à l'Orléanais et au Nivernais et qui a, pour seule unité, une rivière paisible, l'Yonne ?

Traversée du nord au sud par l'axe routier de Sens, l'Yonne retrouve sa vocation traditionnelle de terre de passage. Mais, certains, venus d'Ile-de-France, s'arrêtent avant Avallon, la teneur d'une fin de semaine ou... d'une retraite. On « rattrape » de vieux murs éboulés. « Ici, confie un vieil Auxerrois, un tas de cailloux se vend 20 à 30 000 francs. On échoue des fermettes pour 250 000 francs au minimum ».

La plupart des résidences secondaires, saines et bien équipées, sont situées dans les petites communes rurales de la région d'Auxerre, de Sens et d'Avallon. Dans les cantons de Chéroy, de Cerisiers, de Ville-neuve-sur-Yonne et de Vézelay, le long des vallées de la Cure et de l'Armançon, elles représentent 60 % du parc de logements.

Ce phénomène n'est pas sans causer quelques soucis aux maires comme au conseil général. Les équipements collectifs, en effet, ne suivent pas toujours les besoins ; notamment pour ce qui concerne les réseaux d'assainissement. De leur côté, l'administration de l'Etat et le conseil général découvrent que de nombreuses résidences secondaires principales à l'heure de la retraite. Bref, la population vieillit et c'est toute une politique d'équipements obscurs en faveur des personnes âgées qu'il est temps de lancer.

Quelles sont les relations entre les Parisiens et les « Indigènes ». Bonnes, répond-on. Les commerçants se réjouissent de cette « invasion », mis à part ceux qui tiennent des magasins d'alimentation. « Ils viennent de Paris le coffre bourré de victuailles », tonne un commerçant d'Avallon. Dans les petites agglomérations comme Sens ou Auxerre, on sent, le samedi, reconnaître les Parisiens. « Il y a dix ans, ils étaient opprésés et élégants », déclare un habitant

de Quantz-les-Tombes, aujourd'hui ils sont bêtés et crévés. — Ont-ils tort ceux qui s'errtent dans l'Yonne ? Premiers paysages de la Bourgogne, avec ses vallées et ses mamelons tranquilles, avec ses vallées de la Cure, du Serein et du Cou-sin que ne trouble aucune agitation, où l'Yonne, reposante, baigne de petites cités qui sont le paradis des pêcheurs. Joigny, Saint-Florentin, Monéteau, Toucy, Chablis, Saint-Julien-du-Sault... elles se ressemblent toutes avec leurs petits hôtels blancs et rouges, leur tonnelle du bord de l'eau. Une halte spéciale à la Puisaye à l'ouest d'Auxerre avec ses rameaux laïcs, ses élégants gentilhommières, ses haies vives, ses ruisseaux calmes et ses étangs aux eaux dormantes.

L'Yonne ne s'est pas abandonnée tout entière au tourisme et aux résidences secondaires. Depuis 1955, ce département a bénéficié d'une très active décentralisation industrielle. Depuis vingt ans, cent cinquante usines nouvelles se sont installées ici, délaissant l'Ile-de-France. Ce mouvement est stoppé aujourd'hui. Pour deux raisons. Les responsables de la région Ile-de-France, pour maintenir le niveau de l'emploi dans leurs communes, freinent les décentralisations. Le nord du département est classé par l'administration en « zone blanche », et en conséquence ne bénéficie d'aucune prime de l'Etat pour l'installation d'entreprises.

Après une forte progression industrielle, notamment dans les vallées de l'Yonne et de l'Armançon, la croissance, à partir de 1974, s'est ralentie. Hors la population urbaine des vallées continue de croître rapidement. Sous le double effet de l'arrivée d'habitants extérieurs au département et des ruraux qui ont abandonné leurs terres. Pour fixer cette population, les responsables du département estiment qu'il leur faudrait multiplier l'installation de petites entreprises dans les villages.

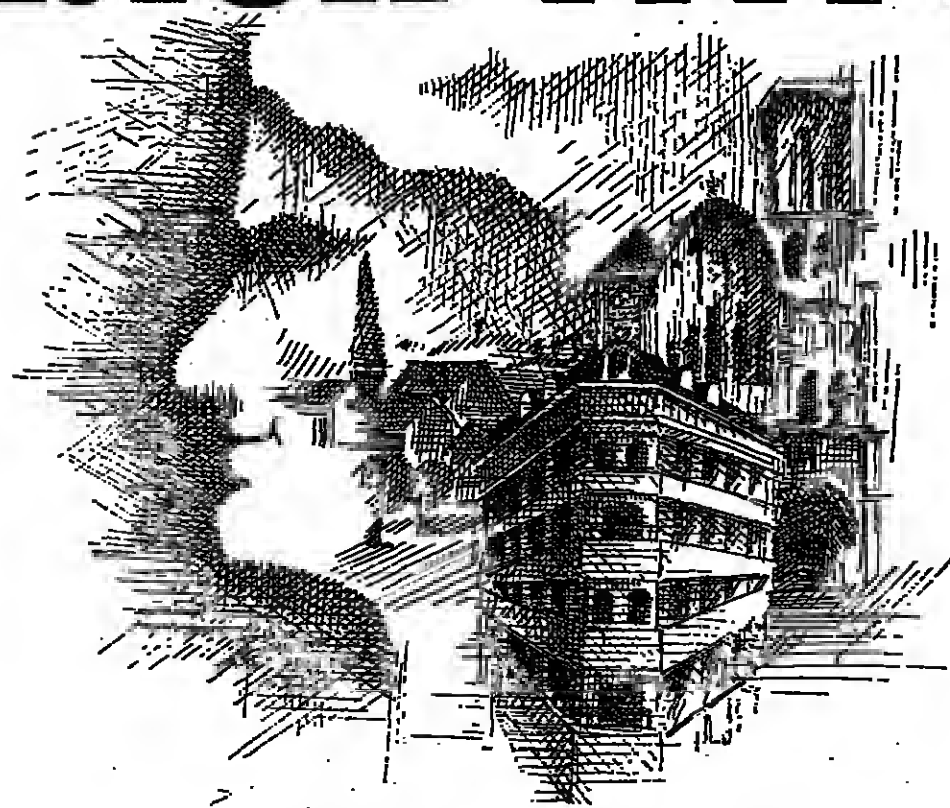
L'Yonne, enfin, cherche aujourd'hui à attirer des activités de services. Il y a là une autre manière de se rendre indépendant de l'Ile-de-France. Un premier pas a été fait avec la décision d'installer à Auxerre, en 1978, le Laboratoire national d'essais, dépendant du Conservatoire national des arts et métiers. Près de trois cents cadres y seront employés en 1979. « Ce laboratoire sera en relation directe avec le milieu universitaire de Dijon », affirme-t-on au chef-lieu du département.

Le pays des belles églises aux toiles brunes se déclare décidé à préserver sa vie économique, comme il a sauvé son patrimoine. Dans les deux cas, il y a de la volonté et de la délicatesse.

JEAN PERRIN.

choisissez la Bourgogne

# bien être et bien vivre

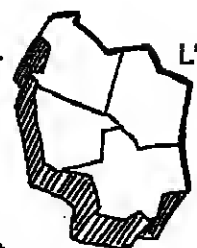


LA BOURGOGNE A LE SENS DE LA MESURE

Les villes sont à taille humaine, même les plus grandes.

L'harmonie entre les agglomérations chargées d'histoire et les villages accueillants et pittoresques offre la possibilité inestimable d'une vie de qualité. La Bourgogne a choisi d'être bien et de bien vivre.

la Bourgogne: l'avenir dans la diversité



MEDIA CONSEIL - DIJON

Quelle que soit l'importance de votre entreprise  
Quelle que soit sa spécialité  
les polices de la

## COFACE

(Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur)  
SIEGE SOCIAL 32 RUE MARBEUF PARIS 8<sup>e</sup>

garantissent vos exportations

au stade de la prospection :  
assurance-prospection  
assurance-foires

au stade de la vente :  
assurance-crédit  
risque d'interruption du marché  
risque de non-paiement  
risque de non-transfert  
risque de change

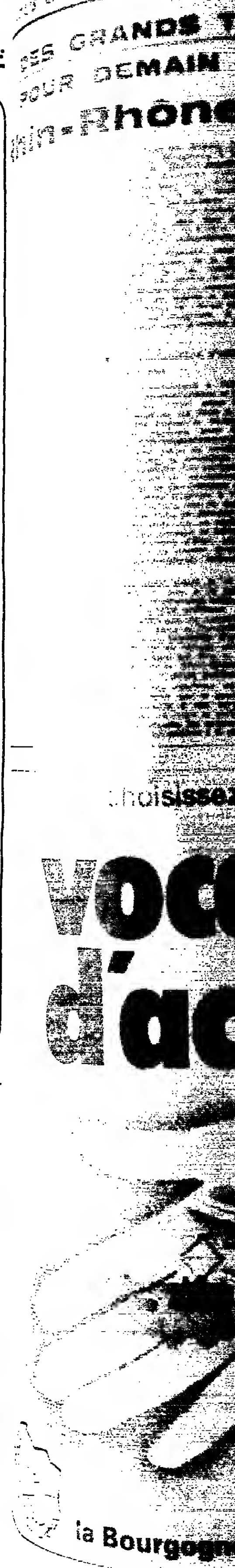
Si vous souscrivez une police globale, LA COFACE vous précisera, pour chacun de vos acheteurs,

le décalage maximum à consentir  
la durée du crédit  
les sûretés à exiger

Si l'un d'eux est défaillant et si votre créance n'est pas contestée, elle interviendra auprès de lui sur votre demande et vous indemnisera dans les neuf mois.

Sur les garanties COFACE, la manière de les obtenir et leurs conditions d'application, tous renseignements peuvent être recueillis auprès de l'inspecteur compétent pour votre région :

M. BERRUX  
Résidence de Talant  
29, rue de Talant  
21000 DIJON  
Tél. (80) 43.50.56





سكنا من الامل

# DES GRANDS TRAVAUX POUR DEMAIN

## Rhin-Rhône : promesses à l'eau

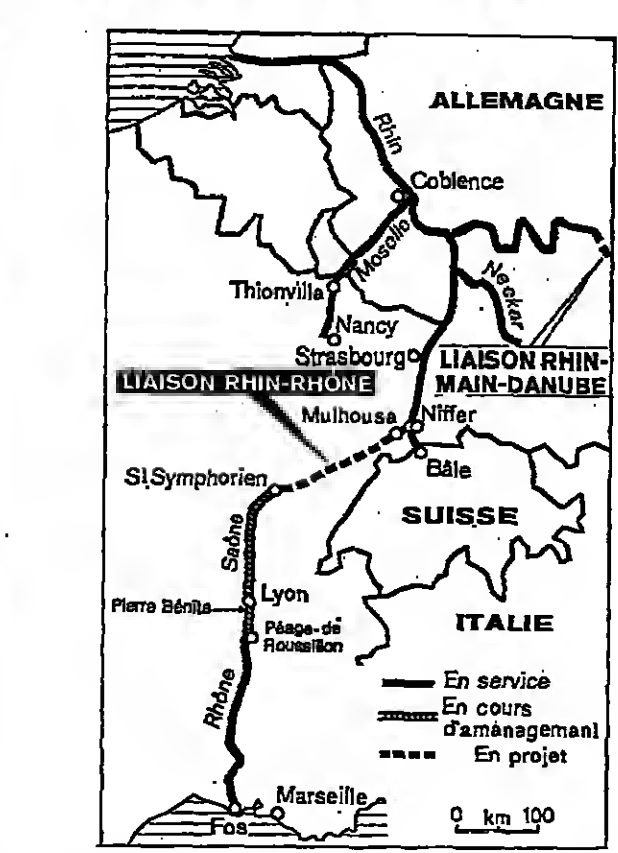
QUE d'espoirs le chef de l'Etat avait soulevés lorsque, le 24 novembre 1975 à Dijon, il avait déclaré que la liaison Rhin-Rhône, « projet d'intérêt européen qui s'impose comme une nécessité tracée par la géographie et par l'économie », serait réalisée, sur le territoire français, vers 1985. Prolix en assurances, il avait ajouté : « Des à présent, il apparaît que l'effort général entrepris par le pays pour développer ses voies navigables devra de toute manière être significativement augmenté. »

Deux ans plus tard, c'est un constat d'échec et de carence — sans circonstances atténuantes — qu'il faut bien dresser à propos de la politique de l'Etat pour les voies navigables. Et, du coup, deux questions doivent être posées : « Pourquoi ? » et « Comment ? » pendant le voyage du président de la République en Bourgogne.

Les propos présidentiels de Dijon étaient-ils irréfutables ? Le chef de l'Etat a-t-il les moyens de faire appliquer ses décisions par son gouvernement et les administrations ?

La traduction budgétaire du discours de Dijon contredit, année après année, tous les engagements présidentiels. Le programme quinquennal d'action prioritaire (P.A.P.) numéro 6, qui s'intitule « Assurer la liaison mer du Nord-Méditerranée », n'est, au bout de trois ans, réalisé qu'à 27,2 %. Combien, sur les quelque vingt-cinq P.A.P. nationaux, celui-ci est le plus en retard. Le budget ne consacre chaque année que quelque 150 millions de francs à l'ensemble de l'axe mer du Nord-Méditerranée, alors que le coût du seul tronçon Saône-Rhône est évalué à 6 milliards de francs de 1971.

Quant au budget global des voies navigables, contrairement aux vœux du président, il se voit « significativement » raboté, puisque l'enveloppe de 1978, avec 257 millions de francs, marque, par rapport à 1977, une baisse de 21 %. Pour respecter à peu près le P.A.P. Rhin-Rhône, il faudrait, au bas mot, que le budget général des voies navigables atteigne 600 millions de francs par an.



C'est dans ce climat, fait à la fois (de Strasbourg à Montpellier) de découragement et d'irritation devant l'inconséquence des pouvoirs publics, que se réunira à la mi-février la Commission permanente interrégionale pour Rhin-Rhône, présidée par M. Louis Joxe, ancien député (R.P.R.) du Rhône, membre du Conseil constitutionnel.

Après l'annulation, pour des raisons politiques, de la réunion solennelle de la conférence interrégionale prévue le 26 janvier à Marseille, on essaiera de reprendre ses esprits et d'élaborer un schéma de travail renoué. Sur trois chapitres, il faut rapidement lever plusieurs ambiguïtés.

● **La déclaration d'utilité publique**

Le gouvernement a fait publier au *Journal officiel* le 29 décembre un décret selon lequel est allongé de six mois le délai en terme duquel la déclaration d'utilité publique pour Rhin-Rhône doit impérativement être prise, sous peine de rendre caduque toute la procédure d'enquête préalable. Les partisans de Rhin-Rhône, qui soupçonnent le ministère de l'équipement de ne faire aucune diligence à l'égard de ce projet, ont vu dans ce texte une sorte de procédé dilatoire. Au ministère, on réplique : « Il fallait prendre ce texte afin que le Conseil d'Etat, saisi de l'ensemble du dossier, donne un avis circonstancié, réfléchi et sérieux ».

C'est donc avant le 14 juillet 1978 (et non le 14 janvier) que le gouvernement devra prononcer l'utilité publique. Après l'avis technique du Conseil général des ponts et chaussées, on attend avec beaucoup d'intérêt, pour la fin de février, celui du Conseil d'Etat qui dira si, selon lui, le projet Rhin-Rhône est réellement d'utilité publique.

« Je vous confirme en tout état de cause que le gouvernement mènera à son terme la procédure en cours et qu'il diligentera ensuite les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la liaison Rhin-Saône », vient d'écrire M. Raymond Barre au préfet de la région de Franche-Comté. La haute assemblée sera-t-elle invitée à ne rendre son verdict qu'après le 12 mars ?

● **La désignation du maître d'ouvrage**

L'administration a préparé deux projets de loi : l'un propose l'extension de la concession de la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.), l'autre la création d'un établissement public comparable aux ports autonomes. Mais, à l'unanimité, l'association Mer du Nord-Méditerranée a opté pour une autre formule :

le syndicat mixte groupant les régions, les collectivités locales, les organismes consulaires. Avantage : cet organisme peut être mis sur pied rapidement, puisque dans cette formule, le recours à la loi n'est pas nécessaire.

● **Le financement**

Aucune des promesses présidentielles, gouvernementales, ministérielles, ou administratives, n'a été tenue depuis deux ans. La concertation entre les paysans éventuels est restée au point mort.

Le principe d'une participation des régions n'a pas été remis en

cause par les établissements publics régionaux concernés (Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon). On accepte d'avancer prudemment, le chiffre d'une contribution globale de 15 %. Mais les régions disent : « Pas question de faire les premiers des propositions précises alors que l'Etat fait de son côté le contraire de ce qu'il avait dit. » Sur la base de 15 %, la contribution régionale — au coup par coup — représenterait, chaque année, un « impôt » moyen de 5 F par habitant.

Les experts étudient aussi des scénarios de financement internationaux. Autant les Allemands ne semblent guère enclins à payer pour Rhin-Rhône, autant les Suisses s'intéressent à l'affaire. Mais leur participation éventuelle ne peut rester que symbolique.

Et la C.N.R. Rhin-Rhône représente le modèle même du grand projet européen. Sur 6 milliards de francs, l'Europe pourrait financer quelque 500 millions de francs. Mais à supposer que Rhin-Rhône soit éligible à la Communauté, on craint à Paris que, par la suite — lorsqu'il s'agira de payer d'autres grands projets européens en Italie, en Irlande ou en Grande-Bretagne — la France ne soit obligée de verser davantage un budget communautaire, qu'elle n'en reçoit, donc qu'à la longue elle ne soit perdante.

L'ensemble du dossier Rhin-Rhône doit impérativement être clarifié. Faut-il réviser les données de féologie, de l'économie, de la géo-politique ? Même si la période actuelle est propice aux promesses et aux incantations, n'est-il pas temps de dissiper certaines illusions, et de dire non seulement ce qu'on doit faire, mais aussi qui s'engage à faire quoi.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

## T.G.V. : les hautes vitesses seront à l'heure

JUSQU'A preuve du contraire, les délais seront tenus : le train à grande vitesse (T.G.V.) devrait circuler à l'automne 1981, entre Lyon et Saint-Florentin dans l'Yonne. Deux ans plus tard, la ligne nouvelle atteindra Combe-la-Ville en Seine-et-Marne. A ce moment-là, grâce au recroisement de Passilly, la distance de Paris à Dijon sera ramenée de 315 kilomètres à 294 kilomètres, et le temps de parcours de deux heures dix-sept minutes à une heure trente-sept minutes.

M. Robert Pujada, maire de Dijon, avait souhaité une modification du tracé de la ligne nouvelle de manière à rapprocher de la métropole bourguignonne. Finalement, pour répondre à ses vœux, il a été décidé de construire un débranchement sur la future voie

actuelle Paris-Lyon 109 kilomètres entre St-Florentin et Dijon, — approchant de la saturation. Le quadruplement de ces sections obligerait à creuser plusieurs tunnels. Un projet que la société nationale a abandonné pour cause de trop faible rentabilité.

La détermination de la S.N.C.F. et l'engagement des travaux n'ont pas l'hostilité de certains riverains de la ligne nouvelle, réunis en sein du Comité de liaison des associations de sauvegarde et de défense contre le projet (CLASAD).

A son avis, le coût de la ligne nouvelle est largement sous-estimé et surtout les atteintes à l'environnement seront sévères : 2 200 hectares retirés aux agriculteurs.

JACQUES DE BARRIN.



## PAS D'ACCORD... Une blessure dans le paysage

Une de nos lectrices, Mlle Lyonnès, de Saint-Georges-le-National en Saône-et-Loire, nous fait part, dans la correspondance, de son inquiétude quant à l'impact de la future voie ferrée Paris-Lyon qui rapprocherait à la S.N.C.F. de ne pas tenir compte de leurs avis.

Des centaines de communes antérieurement établies en « zone verte » sont en train de se battre contre les saccages du train à grande vitesse (T.G.V.) entre Paris et Lyon. Il n'est plus question d'empêcher son passage ; il s'agit simplement d'exiger que le train s'intègre au paysage, tout comme l'architecture des bâtiments de France exige de nous que les maisons que l'on bâtit ou reconstruit soient de couleur ocre, couvertes de tuiles plates et brunes et à l'andane, que leurs formes correspondent aux constructions traditionnelles.

Il s'agit de masquer par des arbres ces gigantesques remblais, véritables murs qui barrent l'horizon. Il s'agit de faire le maximum pour éviter le bruit à proximité des villages. Rien n'a été prévu à cet effet. « On » nous dit que le T.G.V. fera moins de bruit qu'un train ordinaire roulant à 100 km à l'heure. Quel soulagement, en effet ! Quand le T.G.V. passera à 20 mètres de certaines maisons de la commune de Cortvaix.

Il est honteux de voir comment

lurent utilisés par la S.N.C.F. les résultats de l'enquête parcelle par parcelle pour étudier les impacts du passage du T.G.V. sur la commune. Tout ce qui concerne « les améliorations pour rendre l'implantation plus satisfaisante », et pour atténuer les nuisances a été systématiquement écarté par la S.N.C.F.

Il est honteux de voir que les pouvoirs publics ont organisé des réunions à huis clos « pour être plus efficaces ». Il est honteux de voir que toutes les lettres de l'association de défense de la commune, puis du conseil municipal, n'ont pas été prises en considération.

Pourquoi l'architecte des bâtiments de France et son collègue chargé de la protection de l'environnement étaient-ils justement absents et excusés lors du choix des carrières servant à alimenter ces fameux remblais ? Pourquoi ni lui ni aucun organisme de tourisme — alors que les étrangers sont si nombreux à fréquenter la région de Chaux-Talcy, qui compte d'innombrables petites églises romanes — ne se sont élevés pour exiger qu'un minimum soit fait pour protéger le paysage ?

[On indique, à la S.N.C.F., qu'après de multiples consultations, et sans ignorer les revendications des riverains de la ligne nouvelle, toutes les précautions ont été prises pour faire en sorte que le T.G.V. traverse « en douceur » les zones sensibles de la Bourgogne, notamment la région de Cluny.]

choisissez la Bourgogne

# vocation d'accueil

LA BOURGOGNE RAYONNE

Géographiquement bien située. (l'Histoire l'a prouvé), elle a su tirer parti d'un réseau de communication remarquable (autoroutes, voies ferrées, canaux) et qui s'étend encore (liaison Rhin-Rhône, T.G.V.).

Elle ajoute à cette infrastructure ses qualités traditionnelles d'accueil (paysages variés, sites et monuments, gastronomie).

Industriel ou touriste, la Bourgogne vous invite.

la Bourgogne: l'avenir dans la diversité

MEDIA CONSEIL - DIJON

BOURGOGNE et ses Parisiens P D'INVITÉS

COFACE



### SOUICIS DE BOURGUIGNONS

CONTESTATION DANS LE CHABLIS

#### UN BARRAGE CONTRE L'ADMINISTRATION

**C**'EST une femme qui est en première ligne, dans l'Yonne, dans le combat que mènent les adversaires d'un barrage dans la région de Chablis contre la SAFER et la direction de l'agriculture. Mme Odette Magellan, membre d'une association écologique, se bat depuis qu'est connu le projet afin de faire échouer la réalisation d'une retenue d'eau d'une dizaine d'hectares permettant d'asperger les vignobles pour les protéger du gel.

Elle estime que, en vertu de la nouvelle loi sur les études d'impact, qui précise que pour tous les projets importants l'éménagement doit évaluer l'ensemble des conséquences sur l'environnement, on aurait dû « présenter une description du milieu existant, une évaluation des incidences possibles et une évaluation des mesures nécessaires pour limiter les effets négatifs sur l'environnement ».

#### Des risques pour le Serein

La retenue d'eau doit être alimentée par les eaux d'un ru et celles qui seront pompées dans le Serein. « Nous pensons, dit Mme Magellan, qu'on économisera ainsi l'irrégularité de cette rivière. » Seconde appréhension : « Nous n'avons jamais obtenu de réponses satisfaisantes à une question simple : le réservoir sera-t-elle vide ou pleine de mars à octobre ? Supposons que le réservoir ait été vidé par l'espérance après plusieurs mois de gel. Nous sommes alors au début du mois de mai, ce n'est pas le ru de Belnes qui va remplir le réservoir (370 000 m<sup>3</sup>).

Que se passe-t-il de mai à octobre ? Soit le réservoir reste vide, ce sera un site désolé : quelques flaques et de la boue derrière un grand mur. Si le réservoir doit être rempli, alors il faut pomper dans le Serein et risquer de le tarir. »

Ce que veulent Mme Magellan et ses amis, ce sont des garanties, des informations. A défaut d'un vrai débat avec l'administration, ils ont demandé à chacun des candidats à la députation de la circonscription de se prononcer... avant mars.

JEAN-CLAUDE CHARLET.

## Lyon, l'autre lumière

**O**FFICIELLEMENT, Mâcon — la préfecture, quoique moins peuplée que Chalonsur-Saône (1) — fait les yeux doux à Dijon, prince établi de cette région de Bourgogne. Même s'il lui arrive de temps en temps d'éprouver quelque sentiment pour Lyon, dont le prestige, l'opulence, l'ont toujours, au fond, un peu séduite, cette attraction naturelle pour la métropole de la région Rhône-Alpes ne menace pas pour autant le mariage de raison contracté avec Dijon. Tout au plus justifie-t-elle le dicton « Loin des yeux, loin du cœur » : Mâcon est, en effet, à 120 kilomètres de Dijon, à 60 seulement de Lyon.

Le traumatisme qu'avait provoqué chez certains, il y a une quinzaine d'années, la décision autoritaire de rattacher administrativement à la Bourgogne ce département, dont le sud se sentait plus dans la mouvance de Lyon, s'est progressivement effacé. Il n'y a guère aujourd'hui que le CREPS de Mâcon, où sont encore recyclés les professeurs d'éducation physique et sportive de l'Ain, du Rhône et de la Loire, pour rappeler que, avant 1963, la Saône-et-Loire composait, avec ces trois départements, l'académie de Lyon.

Les barrières administratives n'empêchent pas cependant que l'on s'ennuie, même officiellement, de la géographie. Qui comprendrait que pour une urgence médicale, le SMUR (Service médical d'urgence et de réanimation) de Mâcon soit

contraint de doubler les délais de transport pour conduire un blessé au C.H.R. de Dijon ? Sur le plan universitaire, les étudiants doivent théoriquement s'inscrire à Dijon ; en fait, ils sont accueillis en masse dans les universités et les grandes écoles lyonnaises, qui leur offrent des choix plus variés, il est vrai. Sur ce plan, la situation ne diffère pas, par exemple, de celle du sud de l'Ardèche, naturellement tournée vers Montpellier et pourtant rattachée à l'académie de Grenoble et aux universités de cette ville.

L'effacement dans la pratique des limites des régions de pro-

gramme est sensible dans le domaine de la viticulture. Ainsi, le directeur de la section régionale de Bourgogne de l'Institut technique du vin a compétence de Chablis à Villefranche-sur-Rhône. Inversement, l'inspecteur général de l'INAO (Institut national d'appellation d'origine), basé au cœur du Beaujolais — donc dans le Rhône — contrôle le Mâconnais et les Côtes-de-Beaune. L'entité viticole est donc une réalité. Trois des grands crus du Beaujolais — Moulin-à-Vent, Saint-Amour et Chénas — ne sont-ils pas partiellement ou totalement produits en Saône-et-Loire ?

#### Vers le T.N.P. de Villeurbanne

Reste que l'attraction de Lyon est forte sur le plan commercial et culturel. Quel restaurateur, éventuellement songerait à s'approvisionner ailleurs qu'au marché international de gros de Lyon ? Quelle famille mâconnaise n'a pas été tentée, un jour, de faire ses achats de Noël dans les grands magasins de Lyon, le Part-Dieu sollicitant, depuis deux ans, un peu plus sa curiosité ? Même si un renversement de la tendance a commencé de s'opérer, semble-t-il, grâce en grande partie aux efforts du centre d'action culturel de Mâcon, combien de fois n'a-t-on pas entendu dans cette ville commenter un spectacle du T.N.P. de Villeurbanne ou du Théâtre du huitième de Lyon ? Oublierait-on aussi que, le soir

venu, la plupart des habitants de la préfecture de Saône-et-Loire regardent le programme régional de F23 Rhône-Alpes, capté dans de meilleures conditions, dit-on, que celui de Bourgogne. Dernier signe, enfin : à Mâcon, le tirage du Progrès de Lyon, quotidien à raison d'un franc lyonnais, est supérieur à celui du Courrier de Saône-et-Loire, alors que la proportion s'inverse au nord du département, notamment à Chalons. Pourtant, la Saône-et-Loire souhaite avec Lyon et Rhône-Alpes. Pour beaucoup de responsables, ce département ne gagnerait rien à être rattaché à une région déjà très lourde, puisqu'elle comporte huit départements. Elle ne pourrait raisonnablement figurer en premier rang

de ceux-ci, alors que, motenr de la région de Bourgogne, la Saône-et-Loire peut prétendre assurer son développement en tirant partie de ses ressources : variété de ses régions, économie diversifiée, situation privilégiée sur les grands axes européens de circulation.

A cet égard, la construction du T.G.V., qui s'arrêtera deux fois dans le département, à Montchanin et à Mâcon, lui fournira un atout supplémentaire. Grande s'il renforcera un peu la dépendance de Mâcon vis-à-vis de Lyon, en mettant les deux villes à quinze minutes de trajet.

BERNARD ELIE.

#### Deux incertitudes : l'emploi et la démographie

**S**ELON le ministère du travail, l'augmentation des demandes d'emploi non satisfaites en un an n'a pas été en Bourgogne, plus accentuée que dans la France en général. Il y avait fin décembre 1978 21 245 demandes et 23 510 un an plus tard, soit une augmentation de 10,7 %, alors que la moyenne nationale est de 10,4 %.

En revanche, la dégradation du contingent d'offres d'emploi non satisfaites a été, dans cette région, très rapide. On recensait 3 546 offres en décembre 1976 et 2 087 seulement en décembre 1977, soit une chute de 41,1 %, alors que la moyenne nationale n'atteint que — 8,9 %.

En l'absence de données régionales annuelles sur la structure de la population active, il convient de rappeler les résultats du recensement de la population de 1976 : ses traits caractéristiques n'évoluent en effet que lentement d'une année sur l'autre. En février 1975, on a recensé en Bourgogne 825 000 actifs dont 30 % de femmes. Entre 1968 et 1975, pour l'ensemble des régions, la croissance du nombre d'actifs est essentiellement due à la montée de l'emploi féminin. En sept ans, les taux d'activité féminine se sont en effet considérablement modifiés, particulièrement entre vingt-cinq et quarante-cinq ans. Le taux d'activité féminine (tous âges) en Bourgogne (28,4 %) est proche de la moyenne française (28,6 %). En Côte-d'Or, la part de l'emploi féminin dans la population active (37,5 %) est plus élevée que dans les autres départements et proche de la moyenne nationale. C'est dans le Nièvre et dans l'Yonne que les possibilités d'emploi féminin sont les moins nombreuses.

#### Les chiffres de l'INSEE

Cant trente-sept mille emplois ont été supprimés dans l'agriculture depuis vingt ans. En 1975, ce secteur ne rassemblait plus que 13 % des emplois disponibles de la région. L'industrie occupait, en 1975, 30,8 % des actifs, soit une proportion légèrement supérieure à ce qu'elle est au niveau national (29,5 %).

En revanche, il y a moins d'emplois tertiaires en Bourgogne (48 % des actifs) que dans l'ensemble de la France.

L'analyse de l'évolution démographique est une manière commode bien qu'incomplète de juger de la vitalité d'un pays ou d'une région.

En 1976, le nombre total des naissances en Bourgogne a diminué de 37 % par rapport à l'année précédente. En dépit de ce recul, notent les experts de la direction régionale de l'INSEE à Dijon, dans leurs dernières brochures, on peut nourrir quelque optimisme, car la tendance défavorable s'est atténuée sensiblement.

Mais la situation diffère selon les départements puisque si le nombre des naissances est stable en Côte-d'Or et dans le Nièvre, en revanche, le carence des naissances se prolonge et s'accroît de manière inquiétante en Saône-et-Loire et surtout dans l'Yonne.

Point noir : les décès augmentent, notamment à cause de leur nombre important dans le Nièvre, ce qui est fait d'être surprenant, précise l'INSEE, si l'on considère la structure par âge de ce département : plus de 20 % de la population y est âgée de plus de soixante-cinq ans.

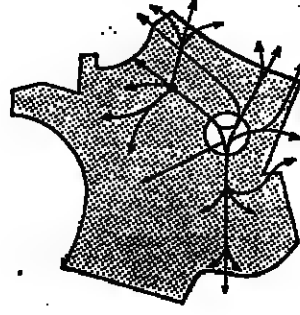
## on passe toujours par la "côte d'or"

Où qu'on aille, d'où qu'on vienne en Europe, on passe toujours par la Côte-d'Or, parce que son territoire voit la jonction de 4 autoroutes, le passage de 5 grandes lignes ferroviaires (et bientôt le TGV), de voies fluviales à grand gabarit, de lignes aériennes.

## on s'y arrête

C'est pourquoi les industriels déjà installés sur les 1100 hectares de zones industrielles en Côte-d'Or, reçoivent non seulement parisiens, lorrains et marseillais, mais encore des anglais, des belges, des allemands, des suédois, des suisses, des italiens et bien d'autres du monde entier.

Au fait, c'est aussi le paradis des meilleurs vins du monde...



## on s'y installe.

### quel "bon choix" pour votre avenir industriel!

Conseil Général, Préfecture de la Côte d'Or, Dijon.

سكنا من الأصل

BOULE  
PLUS  
SCIENTES DE

VOUS

L'Y

A 1 à 30 A  
fermes et  
autoroutes  
architectes

7 000 m<sup>2</sup>  
300 000  
120 m<sup>2</sup>

point de



VOISINS DE CHARMIÈRE

LA PAROLE AUX ÉLUS

LES INFIRMITÉS DE LA DROITE

PARMI les « régions » décou-

par PIERRE JOXE (\*)

Mais à l'intérieur de ces fron-

semaine, mon conseil municipal à

Troisième infirmité : la consul-

Pour la même séance du lundi

Deuxième infirmité : le conseil

LA MAJORITÉ POUR L'ÉQUILIBRE

par JEAN CHAMANT (\*)

VOICI la Bourgogne, l'une

Point de passage obligato-

Notre région se trouve aussi

Depuis sa création, en 1974,

(\*) Président (C.N.I.P.) du

LE BUDGET RÉGIONAL

Comment sortir de la routine ?

« Un budget de continuité mais

D'un montant de 93,2 millions

La fiscalité intervient pour

Enfin, comme les ressources

GRANDE ÉTIQUETTE

DES CRUS EN TOUTE SÉRÉNITÉ

HEUREUSE Bourgogne,

Aloxe, Vergelesses, Chassagne,

le clos de Vougeot (à qui le

L'histoire est partout présente,

Francis-Gabriel Charavin,

il fut présent à vingt batailles,

Sous les règnes de Napoléon,

L. R.

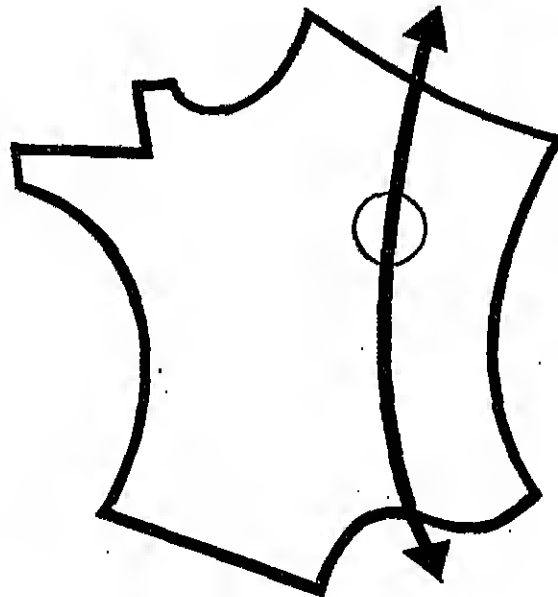
Entre Grevy et Chambolle

Les rouges de la côte de Nuits

Alors pourquoi nous consulter ?

(\*) Président du groupe socialiste

vous avez besoin d'étendre vos activités vous voulez créer une nouvelle unité de production vous créez votre entreprise



L'YONNE VOUS ACCUEILLE

A 1 h 30 de Paris, au seuil de la Bourgogne, l'Yonne vous offre des possibilités très variées de terrains viabilisés en commune urbaine ou rurale, des voies de communication importantes (autoroutes, S.N.C.F., canaux), un cadre de vie « provincial », un pays riche en histoire, en architecture et en verdure et une gastronomie de grande renommée.

- 7 000 km2 : la taille du département de l'Yonne lui permet d'offrir des espaces variés.
- 300 000 habitants constituent une population active de 120 000 personnes.
- 120 ha de zones industrielles sont disponibles et 54 ha aménageables.

point de passage obligatoire entre l'Europe du Nord et la Méditerranée à 1h30 de Paris, l'Yonne vous attend



L'ENLÈVEMENT DU BARON EMPAIN RESTE INEXPLIQUÉ

A l'italienne ou à l'allemande ?

Enlèvement à l'italienne, à l'allemande ou à la française ? Deux jours après la disparition du baron Edouard-Jean Empain, les policiers ont y perdre leur latin. Le seul élément nouveau des dernières vingt-quatre heures est une déclaration du chauffeur de l'industriel, révélant que l'un des ravisseurs parlait avec un accent allemand ; « étranger », corrigent les enquêteurs, qui avocent ne voir là aucune piste sérieuse.

Les NAPAP ont-ils joué un rôle dans le rapt ? Les policiers ont retenu cette hypothèse — en même temps que quelques autres. Par certaines confidences — soigneusement orientées — aux journalistes, ils ont laissé penser qu'ils n'accorderaient guère de crédit à une participation des NAPAP. Ils espèrent ainsi — faire monter les enchères — amener ceux qui revendiquaient l'opération à se manifester de manière plus

précise. Peine perdue puisqu'un a assisté, dans la soirée du 24 janvier, à une cascade de démentis. Mais là encore, quelle crédibilité accorder à ces derniers ?

La clandestinité réelle en effet quelques pièges. Notamment celui, pour une organisation, de se retrouver malgré elle entraînée dans une aventure engagée, le cloisonnement aidant, par une faction qu'elle contrôle plus ou moins ; ou encore par des provocateurs extérieurs visant à discréditer le mouvement ou à fomentier un climat d'insécurité avec un but politique. Certains enquêteurs se rappellent encore, à ce propos, les surprises de l'enquête qui suivit, en 1972, l'enlèvement d'un cadre de la Régie Renault, M. Robert Nogrette.

Le rapt de ce dernier, le 8 mars, était aussitôt revendiqué par la Nouvelle Résistance

populaire (branche militaire) de l'ancienne Gauche prolétarienne, qui exigeait en échange de sa libération, la mise en liberté de tous les gauchistes appréhendés lors des manifestations qui avaient suivi la mort de René Pierre Overney, un lettre ouvrier tué par un vigile de la Régie, M. Jean-Antoine Tramon.

La libération de M. Nogrette intervenait au bout de quarante-huit heures et l'enquête démarrait très vite : on retrouvait le lieu de détention de M. Nogrette, puis, successivement, les huit voitures — de location, suprême imprudence — ayant servi à l'enlèvement. Pourtant, six années plus tard, cette affaire attend toujours sa conclusion. De l'aveu de certains de ceux qui tentèrent de la mener à bien, le personnel de quelques-uns des ravisseurs présumés — de M. Nogrette, qu'ils identifiaient, ne serait pas étrangère à cette absence de résultat.

le « gauchisme » de certains d'entre eux apparaissant pour le moins douteux. Prudence et doute s'imposent donc d'autant plus aujourd'hui en l'absence de tout indice sérieux.

Inversement, la thèse du rapt crapuleux ne doit pas être écartée, et l'on remarque, au Quai des Orfèvres, que le climat actuel n'est pas sans rappeler celui des jours qui suivirent, au printemps dernier, d'après les appels téléphoniques réclamant 40, puis 100 millions de francs de rançon pour la libération du baron Empain, pourraient apporter quelque crédibilité à cette interprétation. Pour les policiers, en l'absence de tout élément concret permettant d'en identifier formellement les auteurs, ils ne font qu'ajouter à l'imbricolage.

JAMES SARAZIN.

Un appel du gouvernement

Au nom du gouvernement, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, premier ministre par intérim, a lancé, mardi 24 janvier, un appel à la radio et à la télévision et qui disait :

« C'est au nom du gouvernement, en tant que premier ministre par intérim, que je m'exprime. Un criminel a assassiné la semaine dernière trois victimes innocentes, a effectué une prise d'otage pour protéger sa retraite et n'est toujours pas retrouvé à l'heure où je parle. Un homme a été enlevé hier. Des terroristes revendiquent cet enlèvement et menacent d'abattre cet homme, si on ne se plie pas à leurs volontés. »

« Quelle que soit la condition, les origines ou la profession des victimes, ces actes sont également révoltants. Dans la République française, chacun a droit à la liberté et à la vie. La violence qui s'abat aujourd'hui sur quelques-uns pourrait s'abattre demain sur d'autres, sur vous qui m'écoutez. »

M. Peyrefitte a ajouté : « Ce qui est en jeu, c'est le simple respect des lois républicaines et la sécurité des Français. Allons-nous nous résigner à ce que ces

lois soient violées, à ce que cette sécurité soit déjouée par quelques poignées d'hommes qui n'ont d'autre aspiration que le crime ? » Tous les Français sont concernés par cette aggravation de la violence dans un pays voisin et ami, l'Italie, des centaines de raptés ont aboli à ce que les menaces d'enlèvement et de mort soient maintenant sur les citoyens de toutes les catégories sociales, les commerçants comme les ingénieurs, les journalistes comme les fonctionnaires, les ouvriers comme les magistrats.

« Nous ne voulons pas qu'en France s'établisse le règne de l'anarchie et de la violence. Aucune loi n'est admissible à cet égard. L'Etat fait et fera son devoir, en mettant tout en œuvre pour

retrouver les coupables. Mais il n'y réussira qu'à deux conditions, a continué M. Peyrefitte. « La première, c'est que tous ceux qui ont une responsabilité dans la vie sociale, intellectuelle ou économique, ou dans les Eglises, ou dans les organisations syndicales, ou à la tête des partis politiques, condamnent sans hésitation la pratique de la violence et du terrorisme. »

« La seconde, c'est que la population soit vigilante et concorde de toutes les forces à l'arrestation des coupables. »

« Seul le refus unanime par le peuple français, et par ses porte-parole, de l'usage de la violence, quel que soit le prétexte dont elle se pare, peut faire écarter à ce

point, il y a du salut de la démocratie et des libertés en France », a conclu le ministre de la Justice.

M. Mitterrand : tout enlèvement politique est un recul de civilisation

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, interrogé à Marseille mardi 24 janvier sur l'enlèvement du baron Empain, a déclaré :

« Tout enlèvement politique, pour quelque raison que ce soit, est un acte de barbarie. C'est un recul de civilisation, il n'y a pas d'excuse. C'est au demeurant dérisoire pour qu'on puisse vouloir changer l'opinion de ce genre de actes de violence individuelle au profit de la capacité contre-révolutionnaire du pouvoir en place. »

« Le parti socialiste condamne donc formellement ce type d'opération, et je forme le vœu que cet enlèvement n'ait pas de conséquences tropiques. Selon nous, la qualité des personnes, leur situation sociale, leur fortune ou leur absence de fortune, leur position politique importent peu. Nous tiendrons ce raisonnement pour

quelconque et nous le tenons en la circonstance pour le baron Empain. »

D'autre part, M. Denis Langlois, avocat au barreau de Paris, a estimé que la déclaration de M. Peyrefitte ne devait « en aucun cas constituer un prétexte pour appeler à la démission généralisée et restreindre les libertés individuelles. »

Enfin, le mouvement trotskiste Lutte ouvrière estime que « l'enlèvement du baron Empain, s'il s'agit — et rien n'est moins sûr — d'un geste politique, n'aidera en rien les travailleurs et les révolutionnaires socialistes ne peuvent que condamner ces méthodes. »

« Mais l'importance donnée à cette affaire, poursuit le communiqué, souligne un coin du voile qui dissimule la corrélation de leurs relations avec les gouvernants. »

Le témoignage du chauffeur

Diverses péripéties, aucun élément probant. Ainsi peut-on résumer la journée du 24 janvier, et les premières heures du mercredi 25 janvier ponctuées par de multiples appels téléphoniques contradictoires qui revendiquaient l'enlèvement du baron Edouard-Jean Empain ou démentaient tel ou tel message précédent. Dans le même temps, le jourdispol policier mis en place, eussent bien pour retrouver le trace du baron Empain que pour s'emparer de la personne d'Yves Maupetit, n'a pas provoqué de découverte significative. Cent quarante mille véhicules, plus de deux cent quarante mille personnes ont été contrôlés en vingt-quatre heures, affirmait-on, mardi 24 janvier en fin de journée, au ministère de l'Intérieur. De source officielle, on apprendra ce mercredi, en fin de matinée, que le dispositif demeurait en place.

Aucun indice significatif n'a pu être dégagé des circonstances de l'enlèvement, le 23 janvier, M. Jean Denis, chauffeur du baron Empain, a fait, mardi 24 janvier, dans la soirée, la déclaration suivante :

« J'ai été rapté par le tracteur. Ils m'ont tiré par les épaules sur une quinzième de mètres, puis ils m'ont projeté dans l'estafette, où ils m'ont bâillonné, bandé les yeux, mis des menottes après m'avoir ôté mes lunettes et fait agencer. (...) Quant à dire à quel ressemblant, c'est difficile : ils portaient des capotes, ils capotaient l'impression qu'ils avaient quarante ans, je ne me souviens pas d'un accent quelconque. Saut peut-être celui qui donnait des ordres, il m'a semblé, je l'ai dit aux policiers, que c'était un Allemand. »

M. Denis, qui ne connaît pas la langue allemande, a déclaré aux policiers que l'un des ravisseurs avait prononcé quelques mots en une langue étrangère qui lui aurait paru être l'allemand. On se refuse, au ministère de l'Intérieur, à préciser la nature et l'intensité des indices recueillis

après l'examen des véhicules retrouvés dans les heures qui ont suivi l'enlèvement. On se contente d'indiquer que, grâce aux renseignements recueillis auprès des témoins, un signalement plus précis des ravisseurs a pu être établi.

Après les deux appels téléphoniques, à R.T.L. et au journal l'Est républicain, qui eurent, mardi 24 janvier, attribué aux Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP) l'enlèvement et réclamé la libération en France de Christian Harbulot et en République fédérale d'Allemagne d'Irmgard Moeller et de Rolf Pohle (le Monde du 25 janvier), une autre communication anonyme venait démentir ces assertions. Toujours au nom des NAPAP, un inconnu déclarait, mardi 24 janvier, peu après 14 heures, à la rédaction de l'Unionville du République lorraine que « cette organisation n'était pas responsable de l'enlèvement du baron Empain » et qu'elle « n'accepte aucune manipulation d'où qu'elle vienne, car ce n'est pas parce qu'elle a décidé provisoirement l'arrêt des opérations ponctuelles qu'elle effectue depuis plus de deux ans qu'elle changera sa stratégie pour celle de l'enlèvement. »

Confusion

Adressé au quotidien Libération, un démenti attribué aux NAPAP précisait : « Nous démentons : 1) avoir pris part à quoi que ce soit dans l'enlèvement du baron Empain ; 2) avoir jamais comploté Christian Harbulot parmi nos rangs, ni même sympathisant ; 3) avoir un quelconque lien avec les individus qui ont enlevé le baron. »

Trois autres appels, ouvrant, sans plus d'indices, autant d'autres pistes sont venus ajouter à la confusion. Le groupe « Joris Van Severen » — un comité pour la réunification des provinces flamandes, de tendance

NAPAP ET FRACTION ARMÉE ROUGE

L'un des sous-titres de l'article consacré à l'effigie de l'enlèvement du baron Empain, et publié en première page du Monde du 25 janvier, comportait, dans nos premières éditions, une erreur. Ce sous-titre indiquait que « le prisonnier serait exécuté mercredi si trois membres des NAPAP incarcérés n'étaient pas libérés ». En fait, ainsi qu'il était précisé dans l'article lui-même, il ne s'agissait pas de « trois membres des NAPAP », mais de deux membres de la Fraction armée rouge, Irmgard Moeller et Rolf Pohle, et d'un membre des NAPAP, Christian Harbulot.

Enfin, deux appels dépourvus de sens, idéologiques sont parvenus, mardi 24 janvier, au quotidien Rouge et à l'Agence France-Presse, assortis de deux demandes de rançon. L'intélocuteur de Rouge a affirmé : « Nous ne sommes pas des politiques, nous sommes des professionnels. Nous demandons que la police soit exclue de cette affaire, ainsi que des journalistes trop touilleurs, et que la ligne téléphonique de l'avenue Foch soit débarrassée de la table d'école. Nous réclamons 100 milliards d'anciens francs. Nous rappellerons demain. »

« Nous sommes des professionnels. Nous demandons que la police soit exclue de cette affaire, ainsi que des journalistes trop touilleurs, et que la ligne téléphonique de l'avenue Foch soit débarrassée de la table d'école. Nous réclamons 100 milliards d'anciens francs. Nous rappellerons demain. »

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Début des cours à votre convenance. Demandez le nouveau guide gratuit. ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATEUR. Ecole privée fondée en 1973 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat. 4, rue des Petites Champs 75008 PARIS - CEDEX 02. Etudes gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue (loi du 16 juillet 1971).

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS. Vous avez téléphoné, vos messages, dans les télévex. Vos correspondants nous répondent par télex, nous vous télévexons. étave SERVICE TELEX 845.21.62 + 346.00.28 38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

Le président est absent

Que se passe-t-il dans un groupe employant cent vingt mille personnes et réalisant 22 milliards de francs de chiffre d'affaires avec cent cinquante sociétés lorsqu'on enlève son président ? La question mérite d'être posée dans le cas de l'ensemble Empain-Schneider, que le baron « patron » incontesté du groupe en est de surcroît l'actionnaire principal. La machine financière de l'arrêt de tourner ?

Dans le cas d'un géant aussi diversifié et décentralisé que le groupe Empain-Schneider, certains n'ont pas. Le baron Empain n'est pas un expert — il le sait, il le dit — et se repose beaucoup sur les collaborateurs qui relèvent directement de lui. Au premier rang d'entra eux, M. René Engen, directeur général de Schneider S.A. et de tout le groupe : de nationalité belge, comme son père, c'est le financier et l'homme de confiance. Autour de lui, les dirigeants des grandes filiales : M. Forquet, président de Cran-sul-loire, avec les deux directeurs généraux : MM. Boulin, également président de Franatome (le nucléaire) et Collas (la métallurgie). Le baron déclarait, en 1976, à l'Express : « Je ne peux évidemment pas m'occuper directement de cent cinquante sociétés. Mon rôle est de fixer les objectifs, de contrôler les résultats et d'insuffler au groupe une âme et une volonté de se battre. » Lorsqu'il s'agit d'investissements « stratégiques », de décisions qui orientent le vie du groupe, c'est M. Edouard-Jean Empain lui-même qui statue en dernier après consultation des dirigeants des sociétés concernées.

Une courte absence ne causerait donc guère de difficultés, il n'en reste pas moins que le baron, qui détient une quasi-monopole de la construction nucléaire en France, a pris des engagements personnels auprès des pouvoirs publics lorsqu'ils lui ont permis d'accéder. Cette situation très spéciale donna à M. Empain, citoyen belge devenu la loi mais dont les intérêts sont français à 80 %, un statut tout à fait à part. C'est dire qu'en plus de ses préoccupations d'ordre humanitaire, le gouvernement français ne peut qu'être très attentif au sort du problème baron Empain, patron de l'atome industriel français.

LES REACTIONS A L'ETRANGER

La « Schadenfreude » de Bonn Émotion en Belgique

De notre correspondant

Bonn. — Les Français ont-ils une « affaire Schleyer » sur les bras ? La question se pose tout naturellement pour les citoyens de la République fédérale. L'instant, toutefois, quelque doute subsiste encore dans les milieux responsables, alors que la presse tend à présenter l'enlèvement du baron Empain comme si aucune incertitude ou subsistait sur le caractère et l'orientation politiques de l'effigie. Même dans un organe aussi pondéré que la Frankfurter Rundschau, le correspondant parisien du journal suggère que l'opération des ravisseurs obéissait à un « modèle allemand ». Il va jusqu'à insinuer que seuls des experts venus de la République fédérale auraient pu aider les NAPAP à organiser aussi parfaitement un tel attentat.

Jusqu'ici, cependant, l'Office fédéral du crime, à Wiesbaden, se refuse à tout commentaire, en précisant que l'affaire Empain concernerait uniquement la police française. Au ministère fédéral de l'Intérieur, en revanche, on fait savoir que les autorités des deux pays sont en contact étroit. Il serait tout à fait faux de croire que qui que ce soit lui manifeste la moindre satisfaction au sujet de l'épreuve à laquelle les Français doivent faire face aujourd'hui. Cela n'empêche que l'on détecte dans certaines réactions un peu de cette « Schadenfreude », cette « joie maligne » qui a toujours été considérée comme une caractéristique du tempérament germanique.

Les Allemands de l'Ouest avaient été choqués par l'attitude offensive et même hostile qu'ils ont cru percevoir au-delà du Rhin lorsqu'ils ont eux-mêmes vécu les semaines tragiques qui ont mené au fin de compte à la « victoire de Mogadiscio ». A ce moment-là, ils ont tout d'abord

eu le sentiment que la police française ne faisait pas preuve de tout le zèle souhaitable pour coopérer à la recherche des terroristes allemands sur son territoire. Plus encore, les citoyens de la République fédérale ont été surpris et vexés en constatant qu'une partie de la presse française se voyait dans les mesures de protection prises à cette occasion de dénigrer l'« hystérie allemande ».

Aussi ne manque-t-on pas de relever avec un peu d'ironie amère qu'après l'enlèvement du baron Empain la police française a elle aussi barré les routes et qu'elle a même mis en place des contrôles sur le pont de la Concordie. Et pour ce qui concerne l'« amour de la délation » que tant de journaux français ont reproché aux Allemands lors de l'affaire Schleyer, c'est avec une nuance de satisfaction que l'on enregistre les appels lancés par M. Peyrefitte.

JEAN WETZ.

LES SUGGESTIONS DE LA PRESSE PARISIENNE

Une large place est toujours accordée dans les quotidiens parisiens à l'enlèvement du baron Empain ainsi qu'à la fuite de Yves Maupetit. Chacun, comme Jean Laborde dans l'Aurore, condamne l'enlèvement du financier et les meurtres commis par Yves Maupetit. Plus radical est Max Cios dans le Figaro qui à la fin de son éditorial indique que Yves Maupetit et les ravisseurs du baron Empain ne se sont jamais rencontrés, ils n'ont peut-être aucun point commun. Nous nous proposons de leur en trouver un : la qualification. « Encore faudrait-il trouver les responsables de l'enlèvement, ce qui permet à Libération de titrer :

Émotion en Belgique

De notre correspondant

Bruxelles. — Si l'enlèvement du baron Empain a provoqué l'émotion en Belgique — et surtout dans la « bonne société » où « Vado » (c'est son surnom) n'a que récemment été réhabilité — on que toute l'affaire se déroule en dehors de la zone d'influence de la justice du pays. Il y eut, au cours des dernières heures, des consultations entre le ministre français et le police judiciaire bruxelloise, c'est certain, mais on ne semble pas avoir pris de mesures exceptionnelles. Personne ne croit que les ravisseurs sont partis de Belgique ni qu'ils y amèneront leur victime, mais les contrôles ont été renforcés à la frontière française.

La police n'a pas non plus retenu l'hypothèse de l'enlèvement par le groupe « Joris Van Severen », comité pour la réunification des provinces flamandes ». Mardi 24 janvier, vers 12 h 30, R.T.L. a annoncé que le groupe revendiquait l'opération. En fait,

il s'agit d'un comité assez « folklorique » de tendance d'extrême droite. Sa dernière manifestation remonte cependant à sept ans. Certains radios ont précisé que Joris Van Severen était « un Belge fusillé pendant la guerre pour espionnage au service des Allemands ». Joris Van Severen n'a probablement jamais eu l'intention de collaborer avec l'occupant et il n'en a pas eu, au tout cas, l'occasion : il a été tué en mai 1940, pendant l'exode, par un officier français à Abbeville. Il avait été député nationaliste flamand jusqu'en 1931 ; après quoi il avait fondé le Verdinaso (Verbond van Dietsche national-soldaristen), qui réclamait, à ses débuts, l'unification de la Flandre belge et française avec les Pays-Bas, au sein d'un Etat néerlandais. Ses revendications furent ensuite dirigées à la Wallonie et au Grand-Duché de Luxembourg. Par la suite, Noris Van Severen avait apporté son appui enthousiaste à la politique de neutralité du roi Léopold III (1936), et il avait organisé des manifestations auxquelles assistaient jusqu'à dix mille personnes, souvent en uniforme noir.

Arrêté dans la confusion de 1940, assassiné, Joris Van Severen fut revendiqué à la fois par la résistance et par la collaboration. Ses militants, souvent de jeunes intellectuels, apportèrent leur appui les uns au maquis, les autres aux Waffen-SS. PIERRE DE VOS.

Le Grand-Orient de France

par un communiqué publié lundi 23 janvier, et extrêmement inquiet de la recrudescence d'actes violents de caractère fasciste et raciste (...) en appelle à la vigilance de tous les républicains épris de liberté ?







# JEUNESSE

## Le gouvernement étudie l'amélioration du statut fiscal des associations

Le gouvernement étudie l'amélioration du statut fiscal des associations. C'est ce que vient de déclarer M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, aux représentants des associations de jeunesse et d'éducation populaire, inquiètes des charges que leur impose l'Etat : taxe de 4,25 % sur les salaires, T.V.A. sur le matériel éducatif, exclusion du nouveau régime fiscal de la presse, etc. Le secrétaire d'Etat veut ainsi « favoriser la vie associative ».

M. Dijoud a précisé que le taux de rémunération et le nombre de postes mis par l'Etat à la disposition des associations (postes FONJEP) seront « sensiblement augmentés » et que le gouvernement étudie la possibilité de réduire les charges sociales payées sur le salaire des animateurs.

Un projet de loi est actuellement soumis à l'arbitrage du premier ministre sur l'extension au plus de vingt-cinq ans du congé cadre jeunesse (ce congé permet aux jeunes travailleurs et ap-

prentis de participer, en dehors de leurs congés payés, à un stage de formation d'animateur). Le taux d'imposition des indemnités versées aux animateurs bénévoles serait en outre réduit.

D'autre part, le secrétaire d'Etat vient de créer une commission nationale des activités de plein air et de pleine nature. Composée de membres de l'administration, d'organisations de jeunesse, de fédérations sportives et de dix personnalités « choisies pour leur compétence », cette commission devra proposer des remèdes visant à favoriser la « démocratisation » des activités de plein air. Une « mission de plein air » a été créée au secrétariat d'Etat. Elle a pour rôle de favoriser les contacts avec les autres ministères et sera l'interlocuteur des associations, des fédérations et des collectivités qui mènent une action dans ce domaine. Enfin, des groupes techniques départementaux de plein air seront institués au sein des commissions départementales de loisirs.



*Il éprouve des difficultés en mathématiques!*

*Pour le prix d'une ou deux heures de cours particulier abonnez-le un an à un périodique Vuibert.*

- pour la 3<sup>e</sup> et la 2<sup>e</sup> : **L'ÉDUCATION MATHÉMATIQUE**
  - pour la 1<sup>re</sup> et la Terminale : **JOURNAL DE MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES**
- Documentation et spécimen gratuits sur demande à : **Périodiques Vuibert**, 63, bd Saint-Germain, 75005 Paris

# JUSTICE

## La prison, le père, l'enfant

De notre correspondant

Montréal. — Venu volontairement « se livrer » à la justice canadienne, M. André Dulong était encore, mardi soir 24 janvier, détenu à la prison de Parthenay, à Montréal, attendant que la police de la province de Colombie britannique, qui a demandé

son incarcération, vienne la chercher. M. Dulong, qui a été arrêté lundi, est arrivé à l'aéroport de Montréal, au soir d'un dimanche, accompagné d'un frère de cinq ans, Lucienne, qui vit avec sa mère, Loradana Weichel, à Vancouver.

Après avoir divorcé de Mme Weichel, à qui avait été confiée la garde de l'enfant, M. Dulong avait entretenu sa fille en 1975 avant de retourner en France. La mère faisait ces déplacements après avoir enlevé à son enfant, au plein Paris, une cour de Colombie britannique a lancé contre M. Dulong un mandat d'arrêt pour rapt d'enfant, crime puni au Canada d'une peine allant jusqu'à quinze ans de prison. M. Dulong n'a, pour le moment, subi aucun procès relatif à cet enlèvement.

Il ne pourra pas être défendu par son avocat français. Seul un avocat ayant satisfait aux examens régissant l'exercice de la profession d'avocat en Colombie britannique, peut plaider dans cette province. Il n'y a pas d'accord juridique entre la France et le Canada et la situation de M. Dulong, si l'on excroite ses développements spectaculaires, n'est pas unique.

La réar des policiers de Vancouver pose un problème de procédure : au terme de la loi canadienne, M. Dulong doit être présenté à un juge dans les quarante-huit heures qui suivent son arrestation. Par la suite, si la sûreté de Colombie britannique n'était pas venue le chercher avant mercredi soir, il devrait être libéré sans caution. A moins que la police québécoise n'ait obtenu d'un juge un certificat d'arrestation contre lui. En l'état de cause, son procès se déroulera en Colombie britannique. — A.-M. G.

● **Accusé d'assassinat** devant la cour d'assises du Gard, Diogène Malzac, quarante-cinq ans, a été condamné à une peine de dix ans de réclusion criminelle, mardi 24 janvier, à Nîmes. Condamné à mort par contumace, le 1<sup>er</sup> juillet 1975 et arrêté trois jours plus tard, Diogène Malzac était réjugé pour l'assassinat, le 25 juillet 1972, d'un jeune proxénète nîmois, Gérard Croze, vingt-deux ans (le Monde du 25 janvier).

Le substitut général, M. René Barsolo, avait requis une peine de vingt ans de réclusion criminelle.

● **Fin d'un internement psychiatrique contesté.** — M. Moulou Bouchaal, interné à l'hôpital d'Esquirol à Saint-Maurice (Val-de-Marne) depuis près de quatre mois (le Monde des 31 décembre 1977 et 8 janvier 1978), en est sorti le samedi 21 janvier. Le Groupe information-asile et les unions régionales parisiennes et départementales du Val-de-Marne de la C.F.D.T. ont réuni à ce propos une conférence de presse, le mardi 31 janvier, en présence de l'intéressé. Il a été précisé que M. Moulou Bouchaal a pu sortir de l'établissement, après intervention de sa famille, en application de l'article L. 339 du code de la santé publique, lequel prévoit que toute personne, en placement volontaire dans un établissement d'aliénés, cessera d'y être interné dès que sa sortie sera requise par sa famille.

## Des crimes sans importance

La cour d'assises de la Creuse a acquitté, mardi soir 24 janvier, après deux heures de délibération, M. Gérard Grosset, un criminel ramoneur âgé de vingt-cinq ans, accusé d'homicide volontaire avec préméditation et de coups et blessures volontaires sur la personne de deux Algériens.

Le samedi 11 décembre 1976, à Aubusson (Creuse), une dispute éclate dans une sorte de boîte de nuit — dans des circonstances qui n'ont jamais été clairement établies — entre deux clients algériens et M. Gérard Grosset, un habitué de ce club, dont il avait été auparavant, le co-gérant. Le patron, inquiet, s'empresse de faire sortir tout le monde et de fermer son établissement.

C'est quinze jours plus tard, on apprend des coups de feu. M. Elaid Djennati, âgé de trente-six ans, s'effondre, rue de deux balles en pleine tête. Son compagnon, M. Mohamed Benhabib, âgé de quarante-trois ans, employé comme lui sur un chantier de travaux publics de la région, tombe de sa hauteur, blessé à la tête. M. Gérard Grosset, en Winchester 22 long rifle sous le bras, entre chez lui, juste en face du lieu de l'agression.

Pour la partie civile, qui défendait les intérêts de la famille de la victime, et si s'agissait d'un crime raciste, car si les antagonistes n'avaient pas été algériens il n'y aurait pas eu de meurtre. En outre, M. Grosset étant rentré chez lui pour prendre la carabine, la préméditation était avérée. M. Grosset a pourtant nié avoir prémédité son acte, af-

firmant qu'il avait obéi à un réflexe de peur, à lui et ses parents ayant été pris à partie dans la rue par le groupe des Algériens. Une peine de quinze ans de réclusion criminelle a été requise contre lui. Tandis que la défense demandait son acquittement, nous rapporte notre correspondant.

Les jurés de la Creuse ont donné raison à M. Grosset et à ses amis dont l'un confiait, quelques jours après le meurtre (le Monde du 28 décembre 1976) : « Peut-être l'affaire ira-t-elle aux assises, mais ça n'est pas perdu d'avance ». En rappelant le précédent de Fiers (Orne) où les jurés s'en étaient acquittés un homme accusé lui aussi d'avoir tiré sur un Algérien (le Monde des 18, 20, 23 novembre 1976), il ajoutait ironiquement : « On ne va tout de même pas prendre quinze ans pour un bougnoul... »

La cour d'assises de la Meurthe-et-Moselle a condamné, lundi 23 janvier, les deux auteurs d'une autre agression mortelle contre un ressortissant marocain à quatre ans d'emprisonnement dont trois avec sursis assortis d'une mise à l'épreuve de cinq ans. MM. Nunois Cordeau, un artisan peintre de vingt ans, et Christian Brémard, un carpen de 21 ans, de vingt-neuf ans, avaient tué, à Jarville (Meurthe-et-Moselle), en le frappant avec une chaise en métal M. Mohamed Elaid Djennati, un Marocain de trente-cinq ans, perc de quatre enfants.

Dans la Creuse comme en Meurthe-et-Moselle, des crimes sans importance...

## Faits et jugements

### Une « Journée d'action » en faveur de Mlle Guemann.

Mlle Monique Guemann, vice-présidente du Syndicat de la magistrature, premier substitut du procureur de la République de Draguignan, suspendue provisoirement pour avoir fait état le 18 novembre 1977 à l'audience de son « inquiétude » après l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant, a été victime de l'exploitation sur le plan local d'une attitude en soi normale ; cette « répression » reflète l'orientation prise depuis l'accession au poste de ministre de la justice de M. Alain Peyrefitte, qui a autorisé le syndicat de Mlle Guemann, exprimée lundi 23 janvier lors de la présentation d'un numéro de la revue Justice 78 consacré à cette affaire.

Selon le Syndicat de la magistrature, les autorités judiciaires locales ont à dessein amplifié et exploité l'incident, donnant ainsi au ministre de la justice l'occasion de fustiger le comportement de Mlle Guemann. Cette dernière, magistrat en général bien noté et qui ne s'était opposé à ses supérieurs que pour des conflits liés à l'exercice de ses droits syndicaux, souligne que son dossier, très mince au départ, a été ensuite artificiellement grossi de l'accusation d'avoir écrit une déclaration de justice. Le Syndicat de la magistrature affirme n'exclure aucune forme d'action pour défendre, dans l'avenir, si besoin était, Mlle Guemann, qui doit être de nouveau entendue par la commission de discipline du parquet le 1<sup>er</sup> février. Une « journée d'action » doit avoir lieu à cette date.

### Double meurtre sur un parking de l'autoroute Metz-Strasbourg.

Un double meurtre a été commis mardi après-midi 24 janvier sur le parking de Berg, près de Metz, sur l'autoroute Metz-Strasbourg. M. Emile Girard, âgé de quarante-cinq ans, brocanteur, demeurant à Luce-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a été tué de plusieurs coups de pistolet de calibre 9 mm alors qu'il se trouvait au volant de sa voiture. Sa voisine, Mme Marie-Claude Legros, âgée de vingt-trois ans, qui pourrait être l'épouse de la victime, a été grièvement blessée.

La jeune femme a expliqué aux policiers qu'un automobiliste était venu demander à M. Girard un comprimé pour calmer les maux de tête et qu'il lui avait tiré dessus. Puis un roulier belge, M. Christian Claeys, âgé de trente ans, demeurant à Saint-Amand-la-Plaine, en Belgique, qui s'interposait également tué. Le meurtrier présumé, M. Bernard Berthet, demeurant à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), a ensuite pris la fuite dans une Renault 5 de couleur orange immatriculée 4594 BF 94.

Cet homme est actuellement recherché par la police dans la région de Brumath. Une affaire professionnelle pourrait être à l'origine du drame. C'est, en effet, Mme Legros qui a donné aux policiers l'identité du meurtrier.

● **RECTIFICATIF.** — Contrairement à ce que nous avions indiqué, sur la foi des déclarations d'un policier, dans un article intitulé « Un homme élégant » (le Monde du 14 janvier), aucune annonce d'empêchement d'un escroc n'a paru dans les cinq derniers numéros du *Moniteur des travaux publics et du bâtiment*, ainsi qu'il nous l'indiquait.

### « Légitime défense » contestée.

Après la création de l'association Légitime défense, que préside M. François Romario, ancien premier président de la Cour de sûreté de l'Etat, six syndicats se sont élevés contre les objectifs de l'association dont les dirigeants, hauts magistrats et fonctionnaires de police, sous couvert de la protection des citoyens, appellent en fait la population à s'armer et l'incitent à la vengeance personnelle et à l'autojustice et à l'exercice quotidien de la violence.

Ces mouvements le Syndicat national des personnels d'application surveillés, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, la Fédération autonome des syndicats de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil, le Syndicat national d'éducation pénitentiaire et enfin le Syndicat de la magistrature ont réaffirmé que la recherche et la répression des auteurs ou présumés auteurs d'actes répréhensibles ainsi que la prévention des personnes et des biens incombent à la seule institution légale et constitutionnelle, qu'il n'appartient à aucun groupe privé de se substituer à la police et à la justice.

Au sein même de l'association Légitime défense, l'un de ses fondateurs, M. Raymond Fabre, vice-président au tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis) signale qu'il est civiliste et ne s'occupe que de litiges qui n'ont rien à voir avec la répression des infractions, et indique qu'il est à l'origine d'une procédure de médiation dans les conflits du travail qui a permis de régler rapidement et efficacement la plupart des différends à la satisfaction de toutes les parties.

### Quatre mois de prison avec sursis pour un policier brutal.

Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné, mardi 24 janvier, M. René Baldo, gardien de la paix, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 francs de dommages et intérêts à sa victime. Ce policier qui était en congé le 11 mai 1976 avait participé à une « expédition punitive » contre des étudiants à la suite d'une manifestation qui avait opposé à la porte du campus de Saint-Martin-d'Hères, forces de l'ordre et étudiants (le Monde du 12 janvier). L'un d'eux avait été « pris en chasse » par M. Baldo et ses amis ; il avait été blessé d'un coup de matraque et hospitalisé.

Le tribunal a considéré que « les faits commis délibérément sont graves en raison de la qualité de gardien de la paix du prévenu qui lui confère un devoir particulier de réserve et du fait que son action ne pouvait qu'ajouter aux troubles déjà suffisamment sérieux apportés le 11 mai 1976 à l'ordre public ». — (Corresp.)

**WEEK-END A LONDRES 470F.**

formation permanente

## l'anglais à vos mesures

11 types de stages différents (à notre centre ou dans l'entreprise) pour apprendre les langues étrangères.

Nous commençons par mesurer vos connaissances, vos objectifs et... votre temps.

E : nous vous proposons, alors, un type de stage exactement adapté à votre cas particulier (ou à celui de votre entreprise).

(Presque) toutes les langues à votre disposition.

Renseignements S.V.P.

M. Mme N. B.

Société

Adresse

Tél.

LINGUAPHONE/ENTREPRISES (à l'attention de C. Wn, Directeur), 12 rue Lincoln - 75006 Paris (01 42 30 72 00)

**Maître RAM**

Membre Fondateur de la F.E.D. FR. de Yoga

Reprend ses cours de

**YOGA et TAI-DJI**

dynamisme - équilibre - harmonie

Tous les mercredis et jeudis à Paris. Il en informe ses anciens et nouveaux élèves.

Bans, PARIS 524-44-50 - 574-19-40

Cerles Matillon, 20, r. Guersant-17<sup>e</sup>

Bans, MARSILLE : L.G.P., 48, bd Périer (S<sup>e</sup>) - Tél. : (91) 83-26-43.

**CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMERICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.**

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Espagne, le Japon, le Mexique...

EXPERIMENT France

Pour un monde plus ouvert

(Association loi de 1901, membre de l'UNESCO (FR), agréé par le Comité National Français au Tourisme n° 69 01 6)

85, rue de Valenciennes, 75003 Paris - Tél. : 278-5043

Centre **USTH** Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

Examen de **CAPA**

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat

Préparation complète (matinales)

Février à fin Juin

Avec préparation intensive en Août

Places limitées

Equipe de 10 étudiants

AUTEUIL : Av. Léon Heuzey - 75016 Paris - Tél. 224.10.72

TOLBIAC : 83, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. 588.83.91

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**

Cours avec explications en français

Documentation gratuite

EDITIONS OSOLOS 82CM

8, rue de Belfort - 75008 Paris

**tt** Collection THÈMES ET TEXTES LAROUSSE

31 titres disponibles, dont :

**LES CARACTÈRES DE LA BRUYÈRE**

bible de l'honnête homme (14,00F)

par André Stegmann

**JEAN-JACQUES ROUSSEAU**

modernité d'un classique (14,00F)

par Jean-Louis Lecercle

مكتبة من الأصل



صكذمان الامل

# Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

## REGARD VERS LA SCULPTURE

### L'oubli des dieux et des héros

L'UN des événements de l'année écoulée au Metropolitan Museum de New-York a été la présentation d'une statue, ou plutôt d'un groupe sculpté, qui n'était rien de moins qu'un Bernin de jeunesse inédit. On a du mal à dire ce qui surprend le plus dans ce bloc de marbre de 4 pieds et demi, évidé de partout et merveilleusement poli : la virtuosité du praticien qui l'a exécuté ou la cocasserie du thème, des putts taquinant un faune qui enjambe un tronc de figuier où grimpe une vigne. On dirait d'abord un Carrier-Belleuse endiablé tant s'imposent le fini, l'entrelacement des formes. Mais, on s'en aperçoit vite, l'invention est trop forte, trop originale, pour un moderne ; cette définition précise des éléments, cet embrassement de deux robustes spirales, n'appartiennent qu'au dix-septième siècle. Et au dix-septième siècle, il n'y a qu'un sculpteur capable de traiter ce thème enjoué, digne de Rubens, dans un style aussi complexe, l'auteur de la grande composition en ville d'Énée et Anchise (1619) et des éblouissants effets de matière d'Apollon et Daphné (1622) de la galerie Borghèse, Bernin donc, dans la fougue de sa toute jeunesse, vers 1616, c'est-à-dire à dix-huit ans, l'âge où l'on avait alors son métier en main.

Les statues décapitées de Goudé installées aux enfants qui les passent en revue dans la galerie suédoise du Louvre le sentiment que, même mutilée et bafouée, ou peut-être justement parce qu'on la traite si étrangement, la sculpture est le symbole, l'expression et bientôt le dernier vestige de la puissance. Il en fut longtemps ainsi. La pierre éternelle ; en les fixant, elle grandit les traits ; elle fascine par le double qu'elle fait surgir dans la pénombre, par l'ombre immobile qu'elle projette le jour. Elle possède une aptitude à répondre à la lumière qu'ignore la chair rose et fade. La statue fait le héros, ou la déesse, comme l'habit fait le moine et même plus. Un auteur de la Renaissance déclarait avec orgueil que l'Antiquité avait tellement peuplé les rues et les places de statues qu'on en comptait autant que de vivants. Quand on entreprit de fouiller les vestiges romains, la vérité de ce propos parut éclatante et stimula l'Occident, déjà comblé par le « clergé de pierre » de ses églises, à une nouvelle éclipse publique de marbre et de bronze.



et modeste dans son propos François Souchal a repris, comblé, complété ce travail et recréé les illustrations qui permettent de faire un nouveau sort aux sculpteurs français classiques. Fait révélateur, l'ouvrage, qui comptera trois volumes, est publié en anglais chez un éditeur d'Oxford (Bruno Cassirer), par les soins de la Fondation Wildenstein, qui a financé le travail d'équipe. Comme il convient dans un dictionnaire, les notices brèves et économiques laissent au lecteur le soin d'apprécier le style, la qualité, l'esprit des œuvres. Comment ces dieux, ces allégories demi-nues, ces princes de marbre ont-ils été conçus et comment acconclis ? Questions à voir de près, et que ce soit de préférence avant que, comme les chevaux de Marly et le Louis XIV du Bernin autrefois relégués à la pièce d'eau des Salices, les statues se soient écaillées et défilées sur leurs socles.

ANDRÉ CHASTEL.

#### Le dernier vestige de la puissance

En fait, la sculpture monumentale n'est à l'aise au musée qu'avec une mise en scène capable de rappeler — et de remplacer — le mur de marbre des châteaux, l'espace du parc, les degrés du château. C'est ce qu'a tenté et largement réussi le regretté Pierre Pradel au Louvre. Les trois figures du monument au jeune Louis XIV, dressé autrefois à la pointe du Pont-à-Château, s'élevaient aujourd'hui en haut de l'escalier, que gardent les deux Termes frileux de Saint-Cloud par Pierre LeGros, devant se dressent les deux écuries raptées mythologiques destinées à Versailles, exilées aux Tuileries (et judicieusement mis à l'abri en 1972). Assemblage heureux et peu fréquent. Seuls — ou presque — les ouvrages de Puget, que nous sommes enclins à sauver parce qu'il a dit : « Le marbre tremble devant moi... », semblent attirer la visiteur. Il est dommage qu'on ne sente pas mieux tout cela. Peut-être est-ce trop solide et trop fort et faut-il appliquer à cet art le mot sacré de Clément : « Ce qui se soient ses mérites, un homme bien portant est toujours un peu décevant ».

Ce marbre inconnu a été présenté dans une vente à Paris en 1972. Il n'a pas été identifié, ce qui n'a rien d'étonnant. Mais, l'ent-il été, il est douteux qu'un grand collectionneur ou un musée ait eu envie de se l'offrir, car dans notre pays l'intérêt pour la sculpture classique est loin d'être aussi contraignant qu'en Europe centrale ou dans les pays anglo-saxons. Parmi les acquisitions récentes du Met de New-York — pour le citer une dernière fois — figurent un Saint Jean-Baptiste polychrome de l'Espagnol Montañés (vers 1625) et un Tempérançe en marbre du Florentin Caccini (vers 1594), l'un provenant d'une chapelle, l'autre d'un jardin ; rien qui fasse battre le cœur de surprise comme le faune ivre et égaré de Bernin, mais on songe aux innombrables pièces qui valent mieux que celles-ci et, dans les musées de province française, respicient à peu d'attention, six statues mal entretenues et plus ou moins en danger sous les porches et sur les places, sur tant d'ouvrages que nul n'ose plus traiter de chefs-d'œuvre, parce que la mode n'y invite pas.

Un éditorial, assez sévère de ton, de la Revue de l'art (n° 36) a dénoncé cette situation de négligence, de déshérence,

### Un point de vue sur Beaubourg

par CATHERINE MILLET (\*)

## COMBLER LE VIDE INCONNU

BEAUBOURG AN I. L'anniversaire se célèbre à peu près à l'aide de mêmes arguments critiques qui saluèrent d'abord l'annonce de son projet, ensuite son inauguration : bâtiment huppé se relevant à peu près fonctionnel, grossier, antipathique, miné d'ambivalence par les problèmes sémantiques, supermarché de la culture, où celle-ci ne serait pas dispensée mais bradée. A croire que l'imagination de ses détracteurs déclinait relative à la réalité et que, pour eux, entre l'événement Beaubourg et Beaubourg un an après, rien ne s'est passé, qu'un tableau n'a été accroché à ses cimaises, qu'aucune idée n'y a circulé. Car on parle beaucoup de contenu, fonctionnalisme, planification, sociologie, mais jamais du contenu, comme si cela n'intéressait personne qu'on ait vu, en l'espace de deux ans, une rétrospective Max Ernst, une rétrospective Picabia, une rétrospective Duchamp, une rétrospective Masson, alors qu'aujourd'hui à Paris on ne voyait rien (certains Parisiens qui se plaignaient sans cesse du manque de dynamisme et de la vétusté de l'ancien Musée d'art moderne ont le mémoire court), comme s'il était négligeable que mille personnes se soient quelquefois entassées dans l'auditorium pour écouter André Glucksmann ou William Burroughs.

est bafoué, nous rappelle en quelque sorte par là que les moyens qu'une société — et, il est vrai, ses contributeurs — se donna pour permettre à ce génie humain de se déployer, la façon dont elle veut bien accepter un art qui ne le galère pas de retour, qui lui échappera, sont en définitive une dépense et d'utilité. L'art n'a pas de sens psychanalytique aussi bien qu'économique, mesurent aussi l'idée qu'elle se fait du plaisir, toujours gratuit, de l'art et de la liberté d'expression.

deux principaux enjeux qu'il faut lui faire confiance contre les dénigrements élitaires ou chéruvins. Beaubourg est touché, Beaubourg est décevant. Beaubourg tout à fait persuadé que la peinture est un art qui ne le galère pas de retour, qui lui échappera, sont en définitive une dépense et d'utilité. L'art n'a pas de sens psychanalytique aussi bien qu'économique, mesurent aussi l'idée qu'elle se fait du plaisir, toujours gratuit, de l'art et de la liberté d'expression.

Pour résumer, on reproche à Beaubourg ses tracas parce qu'il est impossible de lui reprocher de ronronner et peut-être lui reprocherait-on ses tracas parce que l'on préférerait qu'il ronronne. Ronronnant, Beaubourg se serait contenté, comme le faisaient, avant les autres musées parisiens, d'une activité locale propre à l'auto-satisfaction de la petite otarie parisienne qui les fréquentait. Mais il a, au contraire, cassé ce miroir narcissique. Fièrement parce qu'il coûte cher, il ne se justifie que par son public éminent et son internationalisme. C'est pour ces

(\*) Rédactrice en chef d'Art press international.

Il y a, de la part de ces critiques, une obstination à rationaliser qui en fait les sites sur la même terrain que les technocrates qui dirigent le Centre et qu'ils veulent dénoncer. On critique une exposition à cause de son prix, ou parce que les architectes auraient mal prévu la circulation à l'intérieur du bâtiment. Le musée Guggenheim de New-York, construit par l'architecte prestigieux Frank Lloyd Wright, est le musée du monde où on circule le plus mal,

GENEVIEVE PAGE HUGUES QUESTER  
**L'Aigle à deux têtes**  
 de Jean Cocteau  
 avec MARTINE CHEVALIER  
 JEAN FAUBERT M. EDDINE KATEB  
 et ROLAND BERTIN  
 mise en scène JEAN-PIERRE DUSSÉAUX DÉCORS et COSTUMES YVES SAINT LAURENT  
**PREMIERE VENDREDI 3 FEVRIER A 21 H**  
 LOCATION OUVERTE ATHENEE LOUIS JOUVET 073.27.24 - AGENCES

crimes sans importance

### ditionnaires

#### « VIVE NATION ! »

IST vrai qu'elles sont « parlantes » ces façades à décors révolutionnaires qui attirent tant de regards au fond du jardin des musées de la Ville de Paris, les mêmes souvent, font à l'origine les convictions — sincères et successives — exprimées dans ces images comme pris sur le vif, profession de foi, proclamation, défi, mission. Son décor cher et adopté de nouveaux idées, mais reste simple et porte aucune révolution genre traditionnel. Les options, au contraire, mettent l'espoir, l'ardeur, l'asson ou l'aulace. Sans l'arguer des compositions, restent généralement d'un et bon équilibre, elles sont situées et complètes, le message du sentiment libre. « Mourir pour la nation » (1790 sur un plateau en faïence de l'Auzer) et puis « La Liberté ou la mort » (un peu plus tard, au-dessus des piques, tambours et drapeaux ornent une assiette Nevres). Au point qu'il suffit de réunir chronologique et selon leurs thèmes à nombre de ces « façades françaises de la fin du dix-huitième siècle pour rétablir les courbes, celle de l'histoire et celle de son retentissement immédiat chez ceux qui l'écrivaient pas. C'est pour ça, abondamment stré par d'humides objets, par l'assiette surmontée, et aussi le plat, le pichet, etc. — enlacs mais peints — à Saint-Germain-en-Laye.

es quelques cinq cents ces parlantes de la collection Louis Hetschel qui sont proposées ne sont toutes à décors révolutionnaires.

le série antérieure d'assiettes ou saladiers personnalisés et patronymiques représentant pas toujours exactement les saints patrons, mais le Pont de Nevres, l'Amour ou la Prise de Bastille (excellente pièce de la collection de l'art II).

ons souvent couvrants et d'assiettes avec ces vingt-cinq pièces.

mon cinquante pièces de la collection de la fin du dix-huitième siècle pour rétablir les courbes, celle de l'histoire et celle de son retentissement immédiat chez ceux qui l'écrivaient pas. C'est pour ça, abondamment stré par d'humides objets, par l'assiette surmontée, et aussi le plat, le pichet, etc. — enlacs mais peints — à Saint-Germain-en-Laye.

PAULE-MARIE GRAND.  
 Musée Véra, Saint-Germain-Laye. Jusqu'au 12 février.



### Rencontre avec Angela Davis

Angela Davis est venue de San-Francisco à Paris pour la sortie d'un film que Jean-Daniel Simon a tourné avec elle, aux Etats-Unis, pendant la campagne présidentielle de l'automne 1976 : « Angela Davis, l'enchânement ».

Angela Davis enseigne à l'université d'Etat de San-Francisco, mais, la veille de son départ pour Paris, le mercredi 11 janvier, elle a appris que son emploi de professeur ne serait pas confirmé. Elle anime un mouvement antiraciste, l'Alliance nationale contre la répression raciste et politique.

L'un des objectifs immédiats de ce mouvement est la libération des dix de Wilmington, dix Noirs condamnés, en 1976, sous le prétexte qu'ils auraient incendié et détruit des immeubles d'une nuit d'insécurité : cette nuit-là, le révérend Ben Chavis, militant noir, antiraciste, avait été assésé dans une église par des hommes du Ku-Klux-Klan. (1)

Ben Chavis fut condamné à trois-quatre ans de prison, deux mois ayant déclaré qu'ils avaient vu jeter un cocktail Molotov contre une épicerie. Depuis le procès, ces deux témoins, en août 1976 et en mars 1977, ont expliqué comment la police les avait entraînés à porter de faux témoignages. Le 23 janvier, le gouverneur de Caroline du Nord a réduit en moyenne d'un tiers les peines des « Dix de Wilmington » (le Monde du 25 janvier).

Le film « Angela Davis, l'enchânement » contient des interviews de Ben Chavis, filmé en novembre 1976, à la prison de Mooresville, et de Filicia Drumgo, l'un des « frères de Soledad », qui parle de George Jackson.

Ce n'est pas un « beau » film. Les plans de paysages et de villes, qui indiquent les déplacements d'Angela Davis à travers les Etats, sont quelconques. Le montage est sans effort. Tout repose sur la qualité des informations qu'apporment les Noirs interviewés.

Ces informations nous prouvent que le racisme évolue, qu'il prend aujourd'hui des chemins plus habiles, et que, depuis l'époque de son procès, Angela Davis a beaucoup changé ; pour faire face à ce « perfectionnement » du racisme, elle a dû étendre beaucoup le champ de ses connaissances, de ses recherches, et utiliser d'autres méthodes de lutte, dont la plus efficace reste pourtant, comme elle va nous le dire, l'appui de l'opinion américaine et internationale. — M.C.

\* Quinette, la Claf.

## Toutes les couleurs du noir

« BEN CHAVIS, nous dit Angela Davis, est un prisonnier politique. L'affaire des dix de Wilmington fait de Ben Chavis le plus en vue, aujourd'hui, des prisonniers politiques américains, que nous appelons exactement « political prisoners of conscience and victims of racial injustice ».

Aux Etats-Unis, les prisonniers politiques sont noirs. Aux termes de la loi, ils ne sont pas prisonniers politiques. Pour faire prisonnier un homme qui gêne, politiquement, la justice américaine le condamne sous prétexte de délit ou de crime de droit commun. La preuve du crime est apportée au besoin par de faux témoignages.

Ainsi les droits civils et la liberté politique sont-ils respectés officiellement. Ces condamnations n'entreignent pas le code fédéral, qui n'admet aucune atteinte au principe de liberté. Depuis quelque temps, circule un projet de révision du code fédéral qui vise à rendre possible l'inculpation pour « participation à une émeute », et le projet porte qu'il y aurait émeute lorsque des violences seraient commises par six personnes ensemble. Je pense que ce projet de révision ne verra pas le jour. L'affirmation absolue du principe de liberté est aux Etats-Unis un fondement du pouvoir, c'est aussi un fondement de la politique extérieure de Carter. La justice continue donc de faire honnêtement des prisonniers politiques en les incarcérant au moyen d'inculpations de faux crimes de droit commun.

Ben Chavis n'a pas commis de crime de droit commun. Mais c'était un militant politique efficace, qui lutait dans un Etat où la situation sociale est mauvaise : la Caroline du Nord.

### Le Ku-Klux-Klan garde-frontières

En Caroline du Nord, la main-d'œuvre, la blanche comme la noire, dans le textile et le tabac surtout, est mal payée. C'est l'Etat qui connaît le moins de travailleurs syndiqués : moins de 7 %. C'est là qu'il y a le plus de chômage. Le peu de coût de la main-d'œuvre dans cet Etat fait même que des entreprises étrangères y ont implanté des usines.

Quand Ben Chavis a été inculpé, au moyen de deux faux témoignages, pour l'incendie d'une épicerie, il n'avait incendié aucune épicerie, mais il était juste en train d'organiser, en Caroline du

Nord, dans la ville de Charlotte, une grève des éboueurs.

Il y avait là des éboueurs blancs : la question du racisme n'est pas une question simple de couleur ou de race, elle est impliquée dans d'autres événements et dans les mécanismes de notre économie entière.

Nous constatons depuis des mois un regain de racisme aux Etats-Unis, regain qui prend maintenant un aspect inquiétant.

L'une des causes de ce regain est la déception générale du prolétariat blanc. Dans les années 60, il y a eu une espérance. Les travailleurs ont cru que le niveau de vie allait s'améliorer, que les fins de mois seraient moins serrées, que l'on pourrait avoir quelque chose à soi à la campagne pour dormir et manger le dimanche. Ainsi de suite.

Cette espérance, du fait de la crise mondiale, est aujourd'hui brisée. Et la déception tend parfois à prendre la forme d'une rancœur contre les travailleurs noirs, porto-ricains, mexicains.

La crise économique au Mexique, mais aussi les interventions d'industriels ou d'hommes politiques des Etats du Sud, ont fait croître sensiblement l'immigration de main-d'œuvre mexicaine. Ces travailleurs mexicains, qui trouvent souvent aux Etats-Unis des conditions de vie et de travail effrayantes, sont devenus, pour une partie de l'opinion, des coupables. Et l'on a vu cette immigration provoquer des interventions publiques du nouveau chef du Ku-Klux-Klan, David Duke.

David Duke est jeune, beau garçon, l'air souriant. Il n'a rien changé aux anciens objectifs du Klan, mais il les présente sous des dehors modernes. Il est arrivé dans le Sud et il a déclaré que les hommes du Klan allaient faire la garde à la frontière du Mexique, et empêcher les travailleurs mexicains de venir mettre en péril l'économie du pays.

David Duke a été officiellement reçu par des gens importants, et il a pu expliquer ses idées et ses projets sur des chaînes de télévision. Nous retrouvons ici le sacro-saint principe de liberté : le chef du Klan est libre de diffuser ses propos racistes à la télévision.

Ce même principe de liberté a permis aussi de contre-carrier l'accès des Noirs aux universités. Quand je suis entré à l'université de Brandeis (près de Boston), en 1960, il y avait cinq étudiants noirs. En 1969, le nombre d'étudiants noirs inscrits à Berkeley (Californie) avait atteint mille quatre cents. Aujourd'hui, il est retombé à sept cents. Pour pouvoir faire entrer des Noirs à l'université il avait fallu prendre des mesures nouvelles. Elles précisaient qu'un minimum de Noirs seraient admis à l'université. Sans ces mesures, les Noirs seraient encore à la porte d'Etat : le seul moyen, mais des Blancs ont estimé depuis lors que ces mesures sont inconstitutionnelles, parce que cette inscription réglementée d'étudiants noirs porte atteinte à la liberté d'admission de ce quota, minimum de Noirs, ne pourraient entrer, eux, à l'université.

Chaque nouveau fait, chaque nouveau mouvement d'opinion, antiracistes, peuvent déclencher des mécanismes subtils qui viennent renforcer le racisme.

### Qui dit viol, dit racisme

Prenez les mouvements féminins. Ces mouvements ont une grande importance, puisque les femmes, elles aussi, sont victimes de l'injustice, et du racisme, sexiste, celui-là. Je suis en train d'écrire un livre sur « les rapports entre le racisme et l'oppression des femmes ».

L'un des points forts de la lutte des femmes, c'est la question du viol. Je suis très attentive à cette question parce que l'extension des viols est, je crois, l'un des symptômes majeurs de la maladie de la société d'aujourd'hui, de sa détérioration. Or, aux Etats-Unis, qui dit viol dit très vite racisme. Les fausses accusations de viol à l'encontre des Noirs ayant été de tout temps, ou presque, l'une des techniques du Klan et du racisme.

Tout récemment ont été produites des statistiques portant que 47 % des viols des femmes seraient l'œuvre de Noirs. Statistiques fausses. Statistiques aussi bien impossibles à établir, parce que, plus encore que dans d'autres pays, les femmes noires américaines violées n'osent pas aller déposer de plainte à la police, parce qu'elles risquent de se faire violer une seconde fois par les policiers.

Les fausses accusations de viol ne sont pas, elles non plus, un phénomène raciste simple. J'ai dépouillé beaucoup d'archives pour mon livre, et j'ai constaté que dans le Sud, pendant la guerre de Sécession et les années suivantes, les viols déclarés ont été en très petit nombre. Ce nombre s'est élevé en flèche dès que les industriels du Nord sont venus implanter des entreprises dans le Sud. Les fausses accusations de viol ont été alors en liaison avec des faits qui n'avaient rien à voir avec le viol, qui étaient des fric-

tions, des difficultés, de l'ordre du travail de l'emploi.

Toujours est-il qu'aujourd'hui l'extension des mouvements (nécessaires et utiles) de femmes relance le racisme par l'entremise du viol, mais ce n'est pas la lutte des femmes qui provoque seul et directement cette relance, c'est la situation économique d'ensemble, le chômage, la crise.

Lorsqu'on parle de Ben Chavis et de prisonniers politiques qui sont noir lorsqu'on lutte pour la libération des dix de Wilmington, il convient donc de bien placer cette affaire dans son contexte. Toutes les preuves et les pièces de dossier sont désormais réunies pour que la libération de Ben Chavis et de ses camarades, en stricte justice, aille de soi. Ce qui retarde cette libération, c'est la crise générale, c'est aussi qu'en libérant ces hommes Carter reconnaît de fait qu'il y a aux Etats-Unis des prisonniers politiques. Or cela lui est difficile puis qu'il fait des droits civiques et de la liberté son arme politique numéro un.

### Liberté, que de crimes !...

C'est ainsi que, au nom de la Constitution (dans les Universités), au nom de la liberté (dans les entreprises, ou l'occasion de l'antisémitisme), le racisme se renforce, et surtout affine de plus en plus ses techniques. Quand les mots de droits civiques ou de libertés sortent de la bouche de Carter ou de celles d'un homme politique, des millions de Noirs américains serrent les poings, puisque ni à la école, ni dans la rue, ni à l'usine, ils n'ont le droit à ces droits. Puisque jamais ils n'ont eu la liberté d'agir comme le Blancs, et cela jusqu'à se retrouver en prison pour trente-quatre ans parce qu'ils ont participé à la mise au point d'une grève ou simplement parce qu'on a milité dans un mouvement antiraciste. La situation s'aggrave aujourd'hui. C'est au nom de la liberté que les espoirs de liberté de Noirs sont éteints, détruits. Nous continuons de lutter, et nous n'avons pas de meilleur atout que la mobilisation de l'opinion publique américaine, noire blanche, portoricaine, et autre, et de l'opinion publique internationale. Et si ce plan-là, du moins, nous sommes sans cesse en progrès ».

Propos recueillis par MICHEL COURNOT.

(1) Voir l'article de Dominique Dhombres dans le Monde daté 8-9 janvier.

**GALERIE EXPO 90**  
90, bd Raspail, PARIS-VIe  
ouvert de 10 à 19 h.  
Tel. : 222-00-97



**SPIRIDON**  
Huiles et pastels  
du 20 janvier au 22 février 1978

Galerie René Droest  
104, Fg Saint-Honoré, Paris-8<sup>e</sup>

**BELLAN**  
Peintures de papier  
18 janvier - 9 février

**GALERIE DES GRANDS AUGUSTINS**  
14, rue des Grands-Augustins (8<sup>e</sup>)

**MANOU POUDEROUX**  
24 janvier - 28 février

**GALERIE MARCEL BERNHEIM**, 33, rue La Boétie (8<sup>e</sup>), 258-14-45

**HENRI-JACQUES MASSON**  
25 janvier - 7 février

**GALERIE JEANNE BUCHER**  
53, rue de Seine, 75006 PARIS.

**R. E. GILLET**  
1958-1962.  
Du 23 au 28 janvier

**GALERIE DENISE RENÉ**  
113, rue Saint-Martin, Paris-Bonaparte - 271-19-61

**Marc Antoine de DAMPIERRE**  
Grandes Encres Grises  
Vernissage 25 janvier de 18 h à 21 h

**DENISE RENÉ RIVE GAUCHE**  
196, bd SAINT-GERMAIN - 222-77-57

**GRAPHIQUES et MULTIPLES**  
Albers, Agam, Max Bill, Claes, Cruz-Diez, Damian, Gorin, Herbin, Indiana, Le Parc, Morellet, Schoffer, Soto, Vasarely

**RTL** présente

**FRANK ZAPPA**  
6.7 FEV/20H  
PAV. DE PARIS.

location:  
RTL, PAV. DE PARIS, 3<sup>e</sup> FNAC  
JOSEPH GIBERT, CLEMENTINE

**VIMARD**  
Peintures récentes  
26 janvier - 18 février

**VILLAND et GALANIS**  
127, bd Haussmann, Paris (8<sup>e</sup>)  
229-29-51

**GALERIE JEAN BRIANCE**  
23-25, rue Guénégaud, 75006 PARIS - 326-85-51  
du mardi au samedi de 14 h 30 à 19 h

**eppelé**  
jusqu'au 25 février

préparation aux écoles supérieures  
dessin - peinture - arts graphiques  
cours libres pour adultes

**AR**  
l'atelier renaissance

23, rue du moulin-vert - 75014 PARIS  
tél. : 359-40-41 et 540-60-17

cours tous les jours : 9 à 12 h - 14 à 17 h - 18 à 21 h  
inscriptions : jeudi 18 à 20 h - samedi 15 à 20 h

**SALLES CLASSÉES GINEMAS D'ART et d'ESSAI (A.F.C.A.E.)**

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18  
A 12 H, 18 H 10 ET 20 H 20 :

**LE FOND DE L'AIR EST ROUGE**  
de Chris MARKER

**STUD. ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18  
A 12 H, 13 H ET 24 H :

**UNE SAIE HISTOIRE**  
de Jean EUSTACHE

**NEUF MOIS**  
de Maria MEXZAKOS

**ST. BERTRAND** 25, rue Bertrand SUP. 04-06

**LA CARAVANE HÉROÏQUE**  
de M. CURTIS, avec Humphrey BOGART et Errol FLYNN

**QUAND LA PANTHÈRE ROSE S'EN MÊLE**  
de Blake EDWARDS, avec PETER SELLERS

**THÉÂTRE EN ROND**

**MARIE OCTOBRE**

26 Janvier 20 h 30

**CONCERT pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de Franco Donatoni**

**DONATONI** : Lumen - Toy - Spirit - Oris - Lied - Ash - Ail.

Direction : M. DECOUST

Le Centre dramatique de Nanterre, les ateliers Claude LORAIN, 1978, présent :

**LES GENS DÉRAISONNABLES SONT EN VOIE DE DISPARITION**

de FERDINAND HANDEK  
texte français de G. A. Goldschmidt  
mise en scène de Claude Rayg

CENARD DEPARDEU  
PATRICK KERRAT  
WOLFFSCHLAGER  
JEAN-CLAUDE SREYFUS  
DANIEL OLBRYCHEN  
JEAN-LUC BIDEAU  
CLAUDE DEGLIAME  
ANDRÉA FERRELLI

A LA MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE - THÉÂTRE DES AMANDIERS, 204 18 81

26 janvier - 17 mars

**MONORY**  
Technicolor

**GALERIE MAEGHT**  
13 rue de Téhéran 75008 Paris

26 janvier - 17 mars

**BRAM VAN VELDE**  
Peintures sans couleurs et livres illustrés

**GALERIE MAEGHT**  
28 rue Treillard 75008 Paris

سكنا من الأصل



سكزنا الاول

Le noir

FESTIVAL D'AVORIAZ

Le diable sévit toujours

Il n'est bien d'être sur une chaise de bois, le grand-mère sans regard attend immobile qu'on pose sur ses genoux...

hied (en français Tête à effacer) a bien été, parmi les onze productions mises en compétition, le film « spécial » d'Avoriaz. C'est un film à voir au cinéma de Bertoltz, où est effectivement présentée la sélection du fantastique 1978.

Autour, la neige blanche...

Trouver le meilleur dans cet éventail de quatre pas trop tentatives ne présente pas de difficultés insurmontables. Le grand prix est donc revenu à Full Circle, de Richard Longcraine...

allemand, n'a pas renoncé l'après-midi précédé à toutes sortes de crimes. Tout le monde meurt tour à tour : la mari de Julia, son « boy-friend » électrocuté dans le baignoire, l'ancienne propriétaire des lieux, etc.

Il y avait du beau monde pour juger de tous ces films. La cinéaste William Friedkin (Exorciste) présidait le jury, composé de treize personnes. Sa femme, Joanne Moraw, était à ses côtés.

Anachronique

Le message et le spectacle

REGIS DEBRAY déclarait récemment au micro d'Europa 1 qu'il répugnait à se produire à la télévision parce que la caméra est une invite à « pleurer », et donc à « dire des choses qui plaisent »...

quantité d'offre positive suffit à saturer, et donc à annuler, une demande apparemment insatiable. Je crains que cela soit le Japon de la récente affaire Brel, qui vit en quelques heures — effet inévitable, sauf à se surpasser — l'onde de la bêtise de plusieurs années d'absence.

IX DEUXIÈMES RENCONTRES HENRI-LANGLOIS

Maigre, un peu maudit mais indispensable

gens de cinéma ne se sont intéressés qu'à Avoriaz du 18 au 24 janvier. Pendant ce temps-là, il se passait pourtant des choses de bien à Tours : les IXèmes Rencontres Internationales Henri-Langlois.

Le comité aient été plus proches autrefois de Marcel Oms et de la cinématèque de Toulouse. Et ces Rencontres Henri-Langlois, on a voulu croire que c'était le festival de M. Royer, « le ciné-Royer » comme l'appelaient cette semaine l'hebdomadaire communiste la Voix du peuple.

l'effort a porté sur les délégations étrangères : six Yougoslaves étaient là, autour du recteur de leur université. Il y avait un Canadien et bien sûr des Hongrois. Parmi eux : Istvan Gaal et Sandor Sara.

Le palmarès

- GRANDS PRIX ex aequo : Stock Future, James O'Brien (National Film School, B.) ; la situation actuelle des jeunes chômeurs et l'évanescence de la vieillesse, dans une animation qui caractérise bien le nétrisme des documentaires européens ; l'insistance à ces contrastes, où le fiction est mise au service de la description ; Non distribué : pays connu, de Ralph Artyck (E-U) ; dix minutes le vie d'un centre de tri, avec, parfois, le sensation du fantastique à cause du bruit des cadences ; le Grandement de la mer, Shiro Maki (Nikon University, Japon) ; les nes confrontés à la réalité des grandes es et à la vie soignée, en noir et blanc, en japonais, et rappelle un peu les Ouligs dans l'été.

- don International Film School) : un homme et une femme séparés par un ravin, cinq minutes d'animation ; Styx, de Jan Kravitz et Thomas Oit (Temple University, E-U) ; métrage métapsychique : Winterdeath, d'Olin R. Wechsberg (New York University Institute of Film) ; un vieil homme et un ours dans le exercice exercé sur l'inertie de la pensée ; Budapest, Hongrie) : un petit garçon sabote un goûter sape.
- PRIX DU CINE-CLUB DE TOURNAI : Warther et sa vie, de James Xantus (Ecole de Budapest, Hongrie) ; un personnage de théâtre passe de l'autre côté du miroir pour accomplir ses rêves.
- Des mentions d'honneur ont été attribuées, notamment à Locomotive, de Merton Schraut (Allemagne) ; le Flèvre ou lair, de Julius Mechulski (Pologne) ; Watermark, de Kenneth Levine (E-U).

Les Anglais se sont distingués avec des films d'animation particulièrement habiles et drôles, les Hongrois avec des châteaux d'œuvre en noir et blanc et les Américains avec un très beau long métrage dont l'auteur lui-même ignorait la durée.

Ca qui veut pour les relations individuelles veut aussi, entre autres, pour cette relation sociale qui régit toute prestation publique d'un individu ou d'un groupe : on peut séduire un public si lui donnent ce qu'il aime et qu'il attend ; c'est le vote le plus rapide, mais non le plus sûr, car elle comble vite et se fait aussitôt dévaliser. On peut aussi le séduire en le touchant, comme Brassens à ses débuts entraînant et sortant sans s'en apercevoir sans trop se chahuter divers noms d'oiseaux. Cette voie est plus lente, car elle commence par « offrir » et donc par frustrer, mais plus efficace, car cette frustration tourne peu à peu à l'avantage de celui qui l'exerce, et qui peut alors sans paraître l'avoir cherché, sans s'être offert, par son refus même.

J'entends qu'on m'objecte que ces nouveaux péchés, qui ont fait marquer un saccouté leur passé totalitaire et un découvert les vertus relatives de la société libérale. Mais on oublie trop qu'après quelques mois d'incubation laborieuse, c'est le public même qu'ils scandalisent, c'est-à-dire l'innocente de gauche, qui a fait leur succès en leur opposant un lit de barrage d'une maîtresse insoumise à un sort que les voit en tête du hit-parade, adhésions au premier degré côté cour, ou second degré côté jardin, et lent thimblebutés - umminbutés qu'à peine entendent encore ce qu'ils disent.

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFUILLE 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE par le réalisateur de "DERSOU OUZALA" BARBEROUSSE le film d'AKIRA KUROSAWA

CLASSES DE D'ART ISSAI MAI OCTO... AR



cinéma

CROIX DE FER de Sam Peckinpah

Pendant la déroute des troupes allemandes en Russie, l'affrontement d'un sergent baroudeur et d'un capitaine qui rêve d'être décoré de la croix de fer...

JULIA de Fred Zinnemann

Dans les années 30, l'amitié de deux Américaines, Lilian Hellman, auteur dramatique...

LE MIROIR d'André Tarkovskiy

Le cinéaste d'André Roubiev se penche sur son passé, sur son enfance, émue, à travers le regard de la jeune actrice...

BARBEROUSSE d'Akira Kurosawa

A Tokyo, au début du dix-neuvième siècle, un médecin des pauvres soigne les misères morales de ses malades...

L'AMOUR VIOLE de Yaneick Bellou

Les conséquences psychologiques d'un viol pour la victime — une jeune infirmière de Grenoble — et son entourage...

FAUX MOUVEMENT de Wim Wenders

Le Wilhelm Meister de Goethe dans une transposition moderne de Peter Handke et Wim Wenders...

une sélection



« Les singuliers de l'art » à l'Arc-Paris.

JE SUIS UN AUTARCIQUE de Nanni Moretti

Ce premier long métrage d'un cinéaste de vingt-trois ans, tourné en super 8, puis poné en 16 mm...

VOYAGE EN CAPITAL d'Ali Aklioua et Anne-Marie Autissier

Évoquant le didactisme et le « misérabilisme » de certains films militants, l'Algérien Ali Aklioua...

ET AUSSI : De l'autre côté de

mirail, de Charles Jarrut (Midi-France Films, élar d'un délitant mélodrame sur l'amour et la vengeance) ; Préparez vos mouchoirs, de Bertrand Ellier...

tent au ciel, d'Emile Lotianou (traverse lyrique d'un peuple errant dans la Moldavie de 1900) ; Diabolo menthe, de Diane Kurys...

théâtre

GOTCHÀ ou Marie-Stuart

Un gosse avec sa moto et son désespoir. Des adultes avec leurs paroles imprudentes. Tous prisonniers, entraînés dans l'enchaînement inévitable de la peur-violence-haine-lâcheté...

BLAISE PASCAL ou Thésée Oblique

Mise en scène aérée, lumineuse, d'un choix de Pensées de Pascal dites par des actrices et acteurs de Bruxelles. Chant et danse prolongent avec délicatesse des trajectoires réflexives...

ONCLE VANIA à l'Odéon

Anton Tchekhov était un docteur en avance sur son temps, il faisait de la prévention, il voyait que, en milieu rural, les maladies étaient le résultat du système social qu'il s'employait à transformer...

L'ENTRAÎNEMENT DU CHAMPION AVANT LA COURSE à la Cité internationale

Le mari, la maîtresse, la femme : le triangle classique enferme les symptômes d'une névrose ; 1910, bientôt la guerre, la révolution, bientôt les femmes gagnent leur identité...

PARADE à Compagnie-Première

Ceux qui ont choisi de vivre la nuit de renouer le temps, renversent les lois qui nous régissent, et celles que l'on nomme « de la bienséance », pour rien, pour eux, parce qu'ils ne les supportent pas...

DAVID COPPERFIELD à la Cortoche

Venus du grenier de la mémoire encombré de jouets cassés, les personnages de Dickens s'avancent sur le devant de la scène et conduisent l'enfant d'Angleterre sur le parcours escarpé de la vie adulte...

ET AUSSI : Elle, elle et elle, au Marie-Stuart

« Elle, elle et elle », au Marie-Stuart (la mort est une mère pour eux) ; Jean-François Deret, au Café d'Edgar (deux ans d'aujourd'hui) ; Les Frantzosa, au Séénite (Copl) ; Apprends-moi Céline, aux Nouveautés (Maria Pacôme) ; l'Éden Cinéma, au Théâtre d'Orsay...

musique

LE PETIT MAHAGONNY à Soiet-Denis

Si la pari de la musique est assez réduite dans le « petit » Mahagonny de Brecht et Weill (par rapport au « grand » qui est un véritable « opéra »), la morale reste la même : dans cette cité paradisiaque créée pour piéger les hommes malades de la civilisation, on se propose finalement que le plaisir rigiemment. Un débat fort moderne sur la soussance éfrénée de la consommation et la permissivité absolue...

LE SENS DU SACRE A TRAVERS L'HISTOIRE

Une association consacre, pour la troisième année, ses concerts à la recherche du « sens du sacré » à travers l'histoire. La Semaine pour l'unité des chrétiens en marque le temps fort, avec un concert sur Monteverdi et ses contemporains...

LE QUATUOR DE PRAGUE à Paris

Révéler par son magnifique enregistrement intégral des quatuors de Dvorak (disques DG), le quatuor de Prague donnera cinq concerts fort intéressants à Paris, présentant, à côté d'œuvres de Mozart, Brahms, Dvorak, Beethoven et Smetana, des quatuors peu connus de Dutilleul, Janacek, Feld, Tausenig, Martinu. Voilà d'excellents musiciens qui avancent loin des chemins battus (Gaveaux, du 30 janvier au 3 février).

JOURNÉE GILBERT AMY

« Perspectives du XX<sup>e</sup> siècle » consacre une journée à Gilbert Amy ; une occasion de faire le point sur quinze années de composition, d'un des jeunes musiciens de la musique française contemporaine, confronté avec Debussy, Berg, Ligeti et Schoenberg, et interrogé par un philosophe (Michel Serres) et un psychanalyste (André Green). Avec, entre autres excellents interprètes, les BBC Singers et l'Orchestre National (Radio-France, le 28, à 10 h., 15 h., 30, le 30, le 29, à 10 h., 30 et 20 h., 30).

MAHLER, SCHUBERT, STRAUSS

Superbe programme à « Prestige de la musique », où Evelyn Lear et Thomas Stewart chanteront toute la quatrièrne Enabenwunderhorn de Mahler, sur des poèmes populaires, et où Ralf Weiker, jeune chef révélé par le Festival d'Aix-en-Provence, dirigera la Symphonie inachevée, ainsi que Mort et Transfiguration de Strauss (Pleyel, le 26 janvier).

ET AUSSI : Faust, mise en scène Lavell

Opéra de Paris, les 25, 28 janvier et 1<sup>er</sup> février ; Porgy and Bess (Palais des congrès, jusqu'au 26 février) ; retour de G. Bolti à la tête de l'Orchestre de Paris, Festival R. Strauss (Palais des Congrès le 26, à 20 h., 30, et le 27, à 19 h.) ; Champs-Élysées, le 28, à 10 h.) ; M. J. Pires (Lyon, le 28, et Avignon, le 1<sup>er</sup> février) ; Bach, par D. Erlich (Billettes, les 26 et 29) ; Festival Donatoni, pa. 26lm (Espace Cardin, le 26) ; Idil Biret (Gaveaux, le 27) ; concert de Fon's d'entraide internationale : Mozart, par J. Norman.

A. Brandel et N. Marriner (Strasbourg, le 27) ; Orchestre de chambre de Stuttgart (Rennes, le 28) ; Tria Sak (Madelaine, le 28, à 17 h.) ; La Traviata (Monte-Carlo, les 28 janvier, 1<sup>er</sup> et 5 février) ; Tristan et Isolde, avec J. Cox et R. Knie (Reaux, les 29 et 31) ; création du Concerto pour violon, de Mayumi, Orchestre Colonne, direction M. Constant (Châtelet, le 29, à 18 h., 30) ; Marie-Claire Alain (orgue de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, le 30) ; Orchestre de chambre de Stuttgart, direction E. Münchinger, avec O. Gardou (Pleyel, le 30) ; Tria Vidom et G. Hartman, dans Beethoven-Schubert (Chopin-Pleyel, le 30) ; la Damnation de Faust, mise en scène Éric (Lyon, le 31) ; Bach, par R. Rampel et Veyron-Lacroix (Champs-Élysées, le 31) ; concerts bleus : Viraldi et l'Octuor de Schobert (Palais des congrès, le 31 janvier).

danse

ROMÉO ET JULIETTE au Palais des Sports

Sur la musique de Prokofiev, qui reste associée à l'interprétation de Galina Oulianova, inoubliable Juliette. Nouvelles présente une version chorégraphique qu'il a voulue plus proche du drame de Shakespeare. Une vision panoramique et dansante.

KARIN WAHNER à la Cité internationale

Le retour très attendu d'une chorégraphe fortement influencée par l'art de Mary Wigman dans ses créations et dans son enseignement (26, 27 et 28 janvier).

ET AUSSI : le Dernier Eden

(au Nouveau-Carré, 23 h., 30), ballet japonais inspiré d'une danse sacrée, le Buto (dit danseur Buto, c'est devenu Dieu).

expositions

LES SINGULIERS DE L'ART à l'Arc-Paris

« Des inspirés aux habitants psychistes », a, quelque part à la limite de l'art brut, la production « singulière » d'artistes, boulangers, mineurs, cultivateurs, cordonniers... qui, souvent à l'âge de la retraite, se sont mis à bricoler un univers imaginaire superbe ; ont bâti, assemblé, peint, fabriqué des objets pour remplir leur maison et leur jardin, de pierre, de couleurs, de vie.

CITES IMAGINAIRES D'ANNE PATRICK POIRIER au Centre Georges-Pompidou

Fascination des ruines. Réverie sur les cités antiques mises à sac, incendiées et laissées mortes avec leurs structures à nu. Anne et Patrick Poirier construisent des ruines.

PHOTOS D'E. J. MAREY au Centre Georges-Pompidou

Physiologiste connu pour ses travaux sur la circulation sanguine, photographe scientifique dès la cinquantaine, E. J. Marey (1838-1904) avait mis au point plusieurs appareils originaux permettant de transcrire sur plaques sensibles la locomotion humaine et animale. Ses photos de la marche d'un homme, du galop d'un cheval, de l'envol d'un oiseau ont, vingt ans après, trouvé des applications dans la peinture d'animal-garde.

RUBENS ET SON SIÈCLE au Grand Palais et au Louvre

Pour le quatrième centenaire du plus grand des peintres flamands, Rubens, son siècle et la France en deux expositions complémentaires. Cette du

Grand Palais, où l'on n'a pas lésiné sur la quantité, fait le bilan des tableaux de Rubens (une quarantaine), de ses contemporains et de ses disciples, dans les collections publiques françaises — moins le Louvre. Celles du Louvre, un modèle de clarté, aborde le dix-septième flamand à travers les collections du musée et l'histoire du goût.

DIAGHILEV ET LES BALLETS RUSSES au Centre culturel du Marais

Diaghilev, ses musiciens, ses danseurs, ses chorégraphes et les peintres qu'il fit travailler au décor des Ballets russes. Un nombre impressionnant de documents. Surtout des projets de décor et des costumes, signés Gontcharova, Lantovov, Bakst, Picasso, Cris, Ernst, Matisse, de Chirico...

— ET AUSSI : Céramiques précolombiennes, au Petit Palais (quand l'imagination s'exprime en terre) ; Movellet au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (lorsque l'art cinétique rejoint le minimal et le conceptuel).

variétés

ALAN STIVELL au Pavillon de Paris

Retour en concert de Stivell qui présente son nouveau spectacle avec une nouvelle équipe de musiciens, la plupart bretons bien entendu (le 3 février).

GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID au Café de la Gare

Les années 30 et 40 avec la musique des grands orchestres de l'époque magnifiquement reconstituée (20 h., 30).

FRANÇOIS BERANGER à l'Elysée-Montmartre

Le monde qui change, le monde qui éclate, par un auteur-compositeur-chanteur qui s'est radicalement transformé en quelques années. Sa spontanéité repose aujourd'hui sur des musiques élaborées jouées par une bonne équipe de musiciens rock (21 h.).

MAMA BA TEKIELSKI à la Mairie de bananes

(17, rue des Halles, 75001 Paris) Des complaintes rock un peu savantes, à des cris d'amour, des cris de rage stridents par une femme auteur-compositeur-interprète qui s'offre aujourd'hui et se range parmi les plus grandes (20 h., 30).

RAYMOND DEVOS au Théâtre Antoine

Un clown qui subit, étonné, surpris, émerveillé, un monde imaginé à la fois par Franz Kafka et Lewis Carroll et en sort mystérieusement innocent (21 h.).

COLUCHE au Théâtre du Gymnase

Coluche cherche sans doute encore son public mais présente quelques monologues très corrosifs, d'un très haut niveau (21 h.).

CHARLES AZNAVOUR à l'Olympia

Charles Aznavour au sommet d'un métier et d'une carrière voulue et obtenue pas à pas (20 h., 45).

BLOOD SWEAT AND TEAM au Pavillon de Paris

Retour en concert après de longues années de vicissitudes d'un des meilleurs grands orchestres rock avec Chicago. Bien entendu, le chanteur David Clayton Thomas participe au spectacle (le 1<sup>er</sup> février, à 20 h.).

Advertisement for '6 GRANDS FILMS D'AVENTURE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE' at Studio St Severin and other venues.

Advertisement for 'CHENE NOIR d'Avignon' featuring 'FANTASTIC MISS MADONA' at Centre Georges Pompidou.

Advertisement for 'Mikis Théodorakis' and 'TA LYRIKA' at Elinika.

Advertisement for 'LES RUSTRES' and other theatrical performances.

كوزا من الأصل



LE SPECTACLES

Théâtres

Les jours de relâche... les subventionnées... Grand Palais... Théâtre de la Ville... Théâtre de la Madeleine...

LES THÉÂTRES DE PARIS... ARTS-ESPÉRANTO... BOUFFES DU NORD... BOUFFES-PARISIENS...

COMÉDIE CAUMARTIN... ELYSÉE-MONTMARTRE... ESPACE CARDIN... FONTAINE... GAITÉ-MONTMARTRE...

22, RUE DUNOIS... TRISTAN-BERNAUD... TROGLODYTE... VARIÉTÉS... Les cafés-théâtres...

LA CLEF - PALAIS DES ARTS... ENCORE COMMUNE... COMMUNE DE PARIS... un film de Patrick Baudin

le retour de l'enfant prodigue... un film de Yousef CHAHINE... ahmoud EL MELIGUI - Magde EL ROUMY...

à partir du 28 JANVIER... TIRE MICHEL... MICHODIÈRE... UNDI A FETE... LES RUSTRES... ANIËL DELPRAT... NICK ANSELME... JACQUES RISPAL...

Centre Culturel Suédois... Cité Internationale... La Esplanade... La Fenice... La Pépinière... Le Théâtre de la Ville...

Le Théâtre de la Ville... Le Théâtre de la Madeleine... Le Théâtre de la Comédie... Le Théâtre de la Renaissance... Le Théâtre de la Sorbonne...

à partir du 31 janvier... LE PETIT MAHAGONNY... BRECHT - WEILL... par la péniche théâtre... THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

ÉLYSÉES LINCOLN - MONTE-CARLO - IMPÉRIAL - SAINT-LAZARE... PASQUIER - QUARTIER LATIN - QUINTETTE - 14-JUILLET PARNASSE... CAMBRONNE - CLICHY-PATHÉ - CINÉVOG SAINT-LAZARE...

L'amour Violé... LE NOUVEAU FILM DE YANNICK BELLON... "un film qui vous met à l'aise"

Aux cinémas QUINTETTE et LA CLEF... ANGELA DAVIS

RENAISSANCE... STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES... THÉÂTRE DE LA RUE D'ULM... THÉÂTRE DE PARIS... THÉÂTRE EN FAMILLE...

THÉÂTRE DU MARAIS... THÉÂTRE MARIE-STUART... THÉÂTRE OBLIQUE... THÉÂTRE DE PARIS... THÉÂTRE EN FAMILLE...

PUBLICIS ÉLYSÉES - PUBLICIS MATIGNON - PUBLICIS SAINT-GERMAIN... PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT MONTMARTRE - MAX-LINDER... PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLÉANS...

vous croyez me connaître? vous ne me connaissez qu'à moitié... EMMANUELLE 2... TRINACRA FILMS... SYLVIA KRISTEL... EMMANUELLE 2... UMBERTO ORSINI... CATHERINE RIVET - FREDERIC LAGACHE - CAROLINE LAURENCE...

MULTI CINE... LE MIROIR... BARBEROUSSE... L'AMOUR VIOLE... LES PETITS GALINS... DIABOLO MENTHE... L'ARGENT DE LA VIEILLE... L'ŒUF DU SERPENT



# Cinema

(\*) Films interdits aux moins de treize ans.  
(\*\*) Films interdits aux moins de dix-huit ans.

## Le cinématèque

CHAILLOT (704-24-24)  
MERCREDI 25 JANVIER. — 15 h. :

Le cinéma et le fantastique : Les sous-coups volants attaquent, de P. F. Sears ; L'étrange créature du lac Noir, de J. Arnold ; 18 h. 30 : la Piste des géants, de J. Ford ; 20 h. 30 : Hommage à L. Gaal, L'air libre, de L. Gaal ; 22 h. 30 : Remous, de L. Gaal.

JEUDI 26. — 15 h. : Regards sur la Polynésie ; Moana, de R. Flaherty ; Ombres blanches, de W. S. Van Dyke ; 18 h. 30 : Le cinéma et le fantastique : les Horizons perdus, de F. Capra ; 20 h. 30 : Hommage à L. Gaal, les Vertes Années, de L. Gaal ; 22 h. 30 : Jules et Jim, de F. Truffaut.

VENREDI 27. — 15 h. : Intolérance, de O. W. Griffith ; 18 h. 30 : le Caporal épinglé, de J. Renoir ; 20 h. 30 : Hommage à L. Gaal, Baptême, de L. Gaal ; 22 h. 30 : Antonio das Mortes, de O. Rocha.

SAMEDI 28. — 15 h. : Que viva

Mexico, Kermesse funèbre, S. M. Eisenstein ; 18 h. 30 : Hommage à L. Gaal, les Faucons, de L. Gaal ; 22 h. 30 : Kwaidan, de M. Kobayashi.

DIMANCHE 29. — 15 h. : Céline et Julie vont en bateau, de J. Rivette ; 18 h. 30 : Tout va bien, de J.-L. Godard ; 20 h. 30 : Hommage à L. Gaal, Paysage mort, de L. Gaal ; 22 h. 30 : Rebecca, de A. Hitchcock.

LUNDI 30. — Belèche.  
MARDI 31. — Le cinéma et le théâtre. — 15 h. : Macarade, de W. Forst ; Episode, de W. Reich ; 18 h. 30 : L'île des bienheureux, de M. Reinhardt ; 20 h. 30 : Film inédit ; 22 h. 30 : Le Démon de la danse, de H. Braun.

## Les exclusivités

L'AMI AMERICAIN (All. v.o.) (\*\*): Studio Cujas, 5 (023-89-22).  
L'AMOUR VIOLE (Fr.) (\*): Impérial, 5 (742-72-22).  
Carnegie, 5 (233-35-40).  
Quintette, 5 (033-35-40).  
Quartier-Latin, 5 (226-84-43).  
14-Juillet Farnesse, 5 (226-84-43).  
Elysses-Lincote, 5 (329-36-14).  
Monte-Carlo, 5 (226-84-43).  
Saint-Lazare-Basquies, 5 (327-36-21).  
Cinévog, 5 (874-77-44).  
14-Juillet Bastille, 5 (327-90-31).  
P.L.M., Saint-Jacques, 14 (380-63-42).  
Cambronha, 15 (734-43-68).  
Clichy-Pathe, 18 (223-37-41).  
ANGELA DAVIS, L'ENCHAINEMENT

(Fr.) : Quintette, 5 (033-35-40).  
La Cité, 5 (327-90-31).  
ANNIE HALL (A. v.o.) : Grands-Augustins, 5 (033-22-15).  
Marbeuf, 5 (223-47-19).  
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It. v.o.) : Le Marais, 5 (278-47-88).  
Hautefeuille, 5 (233-78-28).  
Elysses-Lincote, 5 (329-36-14).  
Olympic, 14 (242-87-42).

ARRETE TON CHAB. BIDASSE (Fr.) : D.G.C.-Opéra, 2 (251-30-22).  
Capri, 2 (258-11-02).  
Ermitage, 5 (329-16-71).  
Bienvenue-Montparnasse, 15 (324-22-02).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A. v.o.) : Normandie, 5 (033-41-18).  
en soirée ; v.f. : Exc. 7 (226-84-43).  
U.G.C.-Odéon, 5 (226-71-02).  
Normandie, 5 (en matinée).  
U.G.C.-Gobelins, 15 (032-06-19).  
Mistral, 14 (328-43-43).  
Mimamir, 14 (328-43-43).  
Convention-Saint-Charles, 15 (578-23-00).  
Napoleon, 17 (280-41-48).  
Tourelles, 20 (226-81-08).

BAIBEROUSSÉ (Jap. v.o.) : Hautefeuille, 5 (233-78-28).  
14-Juillet Farnesse, 5 (226-84-43).  
Elysses-Lincote, 5 (329-36-14).  
14-Juillet Bastille, 11 (327-90-31).  
LES BASKETS SE DECLARENT (A. v.o.) (\*\*): Marignan, 5 (132-92-62).  
v.f. : Montparnasse 83, 5 (544-14-27).  
Gaugmont-Opéra, 5 (073-35-43).  
Gaugmont-Sud, 14 (321-51-18).  
Clichy-Pathe, 18 (223-37-41).  
Gambetta, 20 (277-02-74).  
BIG GENERATION (A. v.o.) : Viderot, 5 (226-60-34).  
BOBBY DERBYFIELD (A. v.o.) : Marbeuf, 5 (223-47-19).

BRANCALEONE S'EN VA-T-ILX CROISADES (It. v.o.) : Le Marais, 5 (278-47-88).  
U.G.C.-Odéon, 5 (226-71-02).  
Blairist, 5 (123-69-53).  
COURS APRES MOI SHERIF (A. v.o.) : Elysses-Poisson, 5 (223-87-23).

LE CRABE-TANBOUR (Fr.) : Basquies, 7 (261-44-11).  
Elysses-Poisson, 5 (223-87-23).  
Vergil, 15 (220-10-11).

CROIX DE FER (A. v.o.) (\*\*): Quillemont, 5 (033-35-40).  
Georges-V, 5 (223-41-48).  
v.f. : Montparnasse 83, 5 (544-14-27).  
A.E.G., 7 (226-85-54).  
Rio Opéra, 2 (140-22-54).  
Colisée, 5 (329-22-16).  
Natalia, 12 (345-54-57).  
Gaugmont-Sud, 14 (321-51-18).  
Cambronha, 15 (734-43-68).

OEUX SUPER FLICS (A. v.o.) : Capri, 2 (258-11-02).  
Mimamir, 5 (226-75-90).  
Paramount-Opéra, 5 (073-35-43).  
Paramount-Galaxie, 15 (328-10-01).  
Paramount-Montparnasse, 14 (322-22-17).  
OE L'AUTRE COTE DE MINUIT (A. v.o.) : Cluny-Palace, 5 (223-37-74).  
Blairist, 5 (123-69-53).  
v.f. : D.G.C. Opéra, 2 (261-35-32).  
Ermitage, 5 (329-16-71).  
U.G.C. Gare de Lyon, 15 (310-01-29).  
Gaugmont-Convention, 15 (223-42-27).  
Clichy-Pathe, 18 (223-37-41).  
DIAMOND NIGHTS (Fr.) : Riecke-Neu, 5 (223-56-70).  
St-Germain-Stidino, 5 (033-42-72).  
Colisée, 5 (329-22-16).  
Galaxie-Poisson, 5 (223-87-23).  
Saint-Lazare-Basquies, 5 (327-36-21).  
Natalia, 12 (345-54-57).  
Cambronha, 15 (734-43-68).

Montparnasse-Pathe, 15 (326-53-24).  
Gaugmont-Convention, 15 (328-10-01).  
Clichy-Pathe, 18 (223-37-41).  
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (\*\*): Balzac, 5 (229-53-70).

LESPION QUI M'AIMAIT (A. v.o.) : Studio de l'Esotica, 17 (280-19-02).  
Paramount - Marbeuf, 5 (223-47-19).

ETNA (Fr.) : Palais des Arts, 3 (273-25-88).  
FALK NOUVEMENT (All. v.o.) (\*\*): Studio de l'Esotica, 17 (280-19-02).  
Paramount - Marbeuf, 5 (223-47-19).

LE FOND DE L'ART EST BOUGE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 5 (225-28-18).  
PORTINI-CANI (Fr. v.o.) : Le Seine, 5 (228-85-94).  
E. sp. LA GUERRE DES ETOILES (A. v.o.) : Luxembourg, 5 (633-97-77).  
Marignan, 5 (132-92-62).  
v.f. : Haussmann, 5 (778-77-33).  
HARLAN COUNTY U.S.A. (A. v.o.) : Studio Galaxie, 5 (033-72-71).  
HOTEL DE LA PLAGE (Fr.) : Riecke-Neu, 5 (223-56-70).  
Saint-Germain-Stidino, 5 (033-42-72).  
Lord Byron, 5 (229-53-99).  
Français, 5 (273-35-88).  
Faurite, 13 (321-51-18).  
Montparnasse-Pathe, 14 (322-63-13).  
Gaugmont-Convention, 15 (223-42-27).  
Victor-Hugo, 15 (223-49-75).  
Wagner, 15 (327-56-70).  
Gaugmont-Gambetta, 20 (223-37-41).

Wepler, 18 (327-50).  
Secrétaire, 15 (226-71-33).  
NEUF MOIS (Hong. v.o.) : André-des-Arts, 5 (225-28-18).  
NOUS IRONS TOUS AU PAS (Fr.) : Bichelieu, 2 (223-37-41).  
Paris, 5 (326-53-99).  
Moulin-Pathe, 11 (226-84-43).  
NEW-YORK NEW-YORK (A. v.o.) : Paramount-Opéra, 5 (073-35-43).  
Publiés Champs-Elysées, 5 (226-71-02).  
Paramount-Montparnasse, 14 (322-22-17).  
v.f. : Param. Opéra, 5 (073-35-43).

L'OEUF DD SERPENT (A. v.o.) : Hautefeuille, 5 (233-78-28).  
Rignac, 5 (329-36-14).  
Oh! Oh! (242-87-42).  
v.f. : Madeleine (073-35-43).  
Athènes, 12 (345-54-57).

ON PEUT LE DIRE SANS FAÇES (Fr.) : Balzac, 5 (229-53-70).  
52-70 : Paramount-Galaxie (226-10-01).

LA PART DU FEU (Fr.) : D. Danton, 5 (328-42-62).  
Bi (5 (233-69-23).  
Caméo, 5 (132-92-62).  
U.G.C.-Gobelins, 15 (032-06-19).  
Mimamir, 14 (328-43-43).  
Mistral, 14 (328-43-43).  
Paramount-Saint-Charles, 15 (578-23-00).  
POURQUOI PAS ? (Fr.) : Opéra, 5 (073-35-43).  
Boni (132-92-62).  
Blairist, 5 (123-69-53).  
63-21.

PREPAREZ VOS MODICOURS (Fr.) : Rex, 5 (226-84-43).  
1 (032-06-19).  
U.G.C.-Dant. (229-42-62).  
Blairist, 5 (123-69-53).  
Paramount-Elysses, 5 (329-36-14).  
Paramount-Opéra, 5 (073-35-43).  
D.G.C.-Gore de Lyon, 15 (01-29).  
U.G.C.-Gobelins, 15 (032-06-19).  
Mistral, 14 (328-43-43).  
Paramount - Montparnasse (226-10-01).  
Gaugmont-Convention (223-42-27).  
Mistral, 14 (328-43-43).  
Paramount-Mallot, 17 (758-14-14).  
LA COMPAGNIE AU CIAL (Fr.) : Bichelieu, 2 (223-37-41).  
56-70 : Marignan, 5 (132-92-62).  
Athènes, 12 (345-54-57).  
Paris (223-37-41).

TENDRE POULET (Fr.) : B (226-84-43).  
D.G.C.-Opéra, 2 (261-35-32).  
U.G.C.-Odéon, 5 (11-08).  
Britagne, 5 (226-71-02).  
Normandie, 5 (329-41-18).  
mont - Opéra, 5 (073-35-43).  
U.G.C.-Gare de Lyon, 15 (01-29).  
591 : Paramount - Gobelins (077-12-29).  
Mistral - Convent. (226-84-43).  
Paramount - C 14 (540-45-91).  
Aural (09-78).  
Paramount - Mallot (226-10-01).  
Moulin - Roux (692-34-20).

LES TZIGANES MONTENT AU (Sov. v.o.) : Kinopanoram (206-30-50).  
UNE JOURNEE PARTICULIERE (v.o.) : U.G.C.-Danton, 5 (032-06-19).  
Marbeuf, 5 (223-47-19).  
UNE SAISON HISTORIQUE (Fr.) : André-des-Arts, 5 (225-28-18).  
Olympic, 14 (512-57-42).  
H. ON MOMENT O'EGEREMENT (v.o.) : Bichelieu, 2 (223-37-41).  
tette, 5 (033-35-40).  
Montpar. 5 (544-14-27).  
Blairist, 5 (123-69-53).  
28 : Gaugmont-Sud, 14 (323-51-18).  
Clichy-Pathe, 18 (223-37-41).  
LA VIE D'AVANT SOI (Fr.) : Paramount-Marbeuf, 5 (223-47-19).  
Paramount-Elysses, 5 (329-36-14).  
Saint-Ambroise, 11 (700-77-2).  
Studio Raspail, 14 (226-84-43).  
Secrétaire, 15 (226-71-33).  
VOYAGE EN CAPITAL (Fr.) : Olympic, 14 (512-57-42).  
(cf. S. et D.).

AGUIERRE, LA COLERE DE P (All. v.o.) : Lucerna, 5 (032-06-19).  
VAIGLE A OEUX TERTES (Fr.) : Pagode, 7 (703-12-15).  
AUTANT EN EMPORTE LE V (A. v.o.) : Dentrel, 14 (00-11).  
LA CARAVANE HEROIQUE (v.o.) : Studio Bertrand, 7 (54-88).  
E. sp. CHRONIQUE D'ANNA MAGDAI BACE (All. v.o.) : Le Sein (226-84-43).  
E. sp. LE DERNIER TRAIN DE CUN (1) v.f. : Berçère, 5 (770-77-2).  
LE DICTATEUR (A. v.o.) : Ha 5 (223-42-71).  
EASY RIDER (A. v.o.) : Mar 5 (223-42-71).  
ENTRONS DANS LA DANSE (v.o.) : Mac-Mabon, 17 (280-24-24).  
FACE A FACE (Budg. v.o.) : At. Ballo, 15 (227-14-39).  
LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Amboules, 5 (032-06-19).  
MACALAN DO-W-BODY (A. v.o.) : Actua-Champo, 5 (032-06-19).  
LA MOST AUX TROUSSES (Fr.) : Grand Foyals, 15 (44-58).  
MON ONCLE (Fr.) : Studio A (032-06-19).  
PANTQUE A L'HOTEL (A. v.o.) : Seine, 5 (226-84-43).  
E. sp. POUR QUI SONNE LE GLAS (v.o.) : Grand Foyals, 15 (44-58).

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE-83  
QUINTETTE - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT CONVENTION  
Belle-Épine PATHÉ THIAIS - PATHÉ Champigny - ARIEL Rueil - ARGENTEUIL - PARLY-2 - ULIS Orsay

## LES PETITS CALINS

Une réalisation GAUMONT INTERNATIONAL PRODUCTIONS DE LA GUEVILLE

Producteurs délégués ALAIN POIRÉ-VIVES ROBERT

G

GRAND REX VF • UGC MARBEUF VO • UGC ERMITAGE VF • UGC ODEON VO • PARAMOUNT OPERA VF  
PARAMOUNT MAILLOT VF • PARAMOUNT MONTMARTRE VF • PARAMOUNT MONTPARNASSE VF • MISTRAL VF  
PARAMOUNT GALAXIE VF • SAINT CHARLES CONVENTION VF • 3 MURAT VF • 3 SECRETAN VF • UGC GARE DE LYON VF  
CYRANO Versailles • ARTEL Nogent • ULIS 2 Orsay • ARGENTEUIL • CARREFOUR Pantin • FLANADES Sarcelles  
ARTEL Créteil • ELYSEE 2 La Celle St Cloud • BUXY Val d'Yerres

QUATRE ANS ONT PASSE DE QUOI SE SOUVIENT-ELLE?

UN FILM DE JOHN BOORMAN  
**EXORCISTE II**  
**L'HERETIQUE**  
UNE PRODUCTION DE RICHARD FEDERER

LINDA KAIR  
LOUIS L'HERETIER

RICHARD BURTON  
MAX VON SYDOW

L'EXORCISTE II L'HERETIQUE  
SITTY WINN • PAUL HENRI • JAMES EARL JONES • ROSPO PALLENBERG • JOHN BOORMAN • JOHN BOORMAN • RICHARD FEDERER • WILLIAM COOPER HART • ENNO MORICONE

### CENTRES CULTURELS ETRANGERS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
FUNDACAO GULBENKIAN  
51 avenue d'Iéna - 16<sup>e</sup>  
Ce soir, à 20 h. 45.  
exposition consacrée  
au Mouvement littéraire  
et artistique  
**PRESENÇA**  
inaugurée par la conférence  
du critique João Gaspar Simões  
(en portugais)  
sur « FERNANDO PESSOA NA  
PERSPECTIVA DE PRESENÇA »

En collaboration avec le Département  
de Portugais de l'Université  
de Paris VII - VINCENTINES  
**COURS DE PORTUGAIS**  
(1er, 2e et 3e degrés)  
le soir, de 18 heures à 20 heures  
pour tous renseignements : 720-86-94.

CENTRE CULTUREL ITALIEN  
50 rue de Varenne - 7<sup>e</sup>  
Mercredi 25, à 18 h. 30  
au palais de l'Unesco  
Dile de cinéma  
Hommage au poète  
**DINO CAMPANA**  
(le poète et la folie)  
Colloque avec la participation de  
Pierre de Mandiargues, Edoardo  
Sanguineti, M.-L. Spasani et d'au-  
tres éminents spécialistes, précédé  
de la projection du film sur le  
poète.  
Jeudi 26, à 18 h. 30  
à l'Institut culturel italien.  
présentation du texte théâtral.  
**Quasi un uomo,**  
visite du poète Dino Campana  
interprété par Mario Marazzano.

BALZAC (v.o.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.) - LUXEMBOURG (v.o.)

## MON 'BEAU' LEGIONNAIRE

THE LAST REMAKE OF BEAU GESTE

réalisé par MARTY FELDMAN

On peut le  
sans se fâc

COCO











SCIENCES

La chute d'un satellite soviétique au Canada n'entraînerait pas de pollution nucléaire

Montréal. — Un satellite soviétique est entré dans l'atmosphère mardi 24 janvier et s'est probablement désintégré en touchant le sol à une soixantaine de kilomètres de Yellowknife (520 kilomètres au nord du 60° parallèle), capitale des territoires du Nord-Ouest canadiens. Le Cosmos 954, destiné à des usages militaires, était équipé d'un réacteur nucléaire fonctionnant à l'uranium 235, et qui pourrait peser une cinquantaine de kilogrammes. Quelques personnes habitant à proximité du grand lac des Esclaves, près duquel l'engin aurait touché le sol, ont vu, mardi matin, une boule de feu. Mardi soir, les recherches entreprises à partir d'appareils américains volant à haute altitude pour repérer ce qui pouvait rester au sol du satellite et détecter des traces de radioactivité n'avaient rien donné. Les recherches continuent à l'aide des avions Heron de l'armée canadienne.

Uranium et plutonium dans l'espace

Le Cosmos-954 qui vient de finir son existence près du grand lac des Esclaves avait été lancé, le 16 septembre dernier, sur une orbite presque circulaire, d'altitude moyenne de 270 kilomètres. Son appartenance à la série des Cosmos originellement présentée comme ayant des buts scientifiques, ne doit pas faire illusion. La moitié de ces satellites sont des engins de reconnaissance militaire, et bien d'autres ont une mission plus orientée vers l'accroissement des connaissances scientifiques. On estime que Cosmos-954 était affecté à la surveillance des navires militaires américains.

d'observation, puis sont envoyés sur une orbite plus haute, au moins 1 000 kilomètres, où le frottement atmosphérique est faible. Il leur faut alors plusieurs années pour se rassembler, ce qui laisse aux générations futures le temps d'intervenir si nécessaire. Pour une raison mal connue, cette manœuvre n'a pu se faire quand elle a été tentée, dans les derniers jours de 1977. Il semble que les réservoirs de propulseurs aient été accidentellement vidés. Dès lors, la chute était inévitable à bref délai. Les radars américains suivent le Cosmos-954 et ont permis de prévoir approximativement l'heure de la chute, mais non son emplacement: le Brésil, les Etats-Unis, le Canada, le Danemark, l'Allemagne fédérale et l'Italie étaient sur l'arc des points de chute possibles. L'U.R.S.S. n'ayant rien indiqué, le gouvernement américain a pris l'initiative de prévenir les pays concernés.

Il y a déjà eu, dans le passé, d'autres chutes de matériaux radioactifs spatiaux. En 1964, un satellite muni d'un générateur à plutonium avait manqué sa mise en orbite et était retombé près de Madagascar. De même, le module lunaire d'Apollo-13 était muni d'un générateur à plutonium. Au lieu de rester sur la Lune, comme il aurait dû le faire si la mission avait suivi son cours normal, il est revenu vers la Terre et s'est abîmé dans le Pacifique. Aucune de ces chutes n'a eu de conséquences dommageables. MAURICE ARVONNY.

Responsabilité internationale

Les accidents de ce genre sont prévus par le droit de l'espace, lequel consiste principalement en une série de traités signés sous l'égide des Nations unies par un nombre croissant de pays. Il est prévu à l'article 7 du plus important de ces accords, signé en 1967, que les pays qui lancent un objet dans l'espace seront responsables du point de vue international des dommages causés par cet objet. Une convention précisant ces responsabilités et les voies de recours pour les pays ayant subi un dommage a été signée en 1972. En théorie, par conséquent, les Soviétiques, dont le département d'Etat américain a souligné mardi l'esprit de coopération dans cette affaire, devraient régler la note des recherches entreprises par les Américains et les Canadiens pour déterminer s'il y a un risque de pollution nucléaire.

La chute du satellite, annoncée avec un certain souci de tactique par les Américains, aurait permis d'estimer plusieurs observateurs, de souligner la capacité de détection du système canado-américain NORAD, qui assure la défense stratégique du nord du continent américain. A la Chambre des communes d'Ottawa, le gouvernement de M. Trudeau a été critiqué par l'opposition conservatrice pour avoir appris de Washington la chute imminente du satellite. ALAIN-MARIE CARRON.

DES TCHÉCOSLOVAQUES BIEN TOT DANS L'ESPACE !

Prague (A.F.P.). — Un nouveau vaisseau spatial soyouze, avec à son bord un équipage formé par les Américains, aurait permis d'estimer plusieurs observateurs, de souligner la capacité de détection du système canado-américain NORAD, qui assure la défense stratégique du nord du continent américain. A la Chambre des communes d'Ottawa, le gouvernement de M. Trudeau a été critiqué par l'opposition conservatrice pour avoir appris de Washington la chute imminente du satellite. ALAIN-MARIE CARRON.

LETTRES

L'agonie d'une république

(Suite de la première page.) Dernier regard, sur la longue nuit franchie, sur les difficultés, les folles et les réalisations de l'Espagne républicaine en guerre: le pluralisme politique marqué d'incessants et sanglants affrontements intimes, les mutations industrielles et surtout agraires, non négligeables, la transformation longue et difficile des milices hétéroclites des premiers jours en une armée régulière, le combat des écrivains et des artistes, enfin l'impossibilité de définir une ligne diplomatique cohérente en raison d'un contexte international bien connu.

« Le Dénuement » comporte une analyse sérieuse des aspects du pouvoir franquiste à ses origines: un Etat qui se proclame national-syndicaliste met en place des structures qui vont tenir — que le croirait alors? — près de quatre décennies. Georges Soria, patient, obstiné, rigoureux, mais aussi passionné et lyrique, ne dissimule pas davantage ses sentiments dans cette conclusion en forme de « flashback » que dans les précédents volumes. Antifranquiste, il défend et justifie les positions communistes pendant la guerre. Georges Soria, historien qui s'appuie sur une documentation exceptionnellement riche, garde cependant un ton suffisamment serein. Les illustrations, souvent originales, et toujours d'un niveau exceptionnel, éclairent un texte dense.

Ce rappel magistral d'une épopée symbolique permet de mieux apprécier le chemin parcouru en moins de deux ans par la nouvelle Espagne. Qui l'aurait cru? Rafael Alberti, le compagnon de Garcia Lorca et de Miguel Hernandez, peut aujourd'hui retrouver librement à Madrid Santiago Carrión. Après trente-huit années de dictature, les élections générales de juin 1977 ont accéléré la marche à la démocratie. C'est sur l'espérance que s'achève heureusement cette histoire de la guerre et de la révolution vue par un militant convaincu qui est aussi un partisan passionné de la réconciliation réelle des deux Espagne.

MARCEL NIEDERLANG. « Guerre et révolution en Espagne, cinq tomes: 1. La Genèse, l'Afrique, le mouvement. 2. Le Dénuement. Livre Club Diogenes, 11, boulevard Bourdon, Paris-IVe. En souscription.

poète Georges Perros est mort

Nous apprenons la mort de l'écrivain Georges Perros, sur le 24 janvier à l'hôpital Laennec à Paris. Il était âgé de cinquante ans.

Célébration de la « vie ordinaire »

« Ce n'est pas un homme avec lui-même, c'est un homme avec sa vie, pour reprendre les mots de Tony Carmona dans qu'il a consacré à l'œuvre de Perros (1). » Perros, c'est un homme qui a écrit, au cours de sa vie, une œuvre d'une telle richesse et d'une telle diversité qu'elle ne peut être résumée en quelques lignes. Mais, si l'on veut en saisir l'essentiel, il faut se pencher sur son œuvre la plus récente, celle qui a été publiée en 1977: « La Vie ordinaire ». C'est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.

« La Vie ordinaire » est un recueil de poèmes qui, par sa simplicité et sa clarté, a permis à Perros de retrouver son véritable langage. C'est un langage qui est à la fois simple et profond, qui est à la fois concret et universel. C'est un langage qui est à la fois humain et poétique. C'est un langage qui est à la fois ordinaire et extraordinaire.



INSTITUT

A L'ACADEMIE DES SCIENCES

Election de quatre correspondants

Quatre nouveaux correspondants ont été élus par l'Académie des sciences, lundi 23 janvier, pour la section des sciences chimiques: MM. Paul Caro, Paul Hagenmuller, Henri Kagan et Jean Troadec.

RECHERCHES. — Une erreur s'est glissée dans le compte rendu de la communication de M. René Serrvoise à l'Académie des sciences morales et politiques (Le Monde du 20 janvier 1978). Il fallait lire qu'il s'agit de la balance of power se substituant celle de « matching presence » (et non « matching prudence » comme il avait été écrit).

LISEZ Le Monde des Philatélistes.

Jeux du blanc

jusqu'au 4 février

Galerias Lafayette





OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES EMPLOIES	Le n°m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,98
AUTOMOBILES	20,00	22,98
AGENDA	20,00	22,98

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux      emplois internationaux      emplois internationaux

### DIRECTEURS DU MATÉRIEL, DES PIÈCES DÉTACHÉES ET DU SERVICE

International Harvester Pay Line (Afrique) recherche des directeurs qualifiés pour le matériel, les pièces détachées et le service. Les candidats devront posséder de l'expérience dans la construction et les machines industrielles afin de pouvoir coordonner le marketing et soutenir les rapports entre Harvester et ses distributeurs.

- **DIRECTEUR DU MATÉRIEL** pour travailler avec les distributeurs et faciliter le marketing du matériel.
- **DIRECTEUR DES PIÈCES DÉTACHÉES** pour travailler avec les distributeurs, faciliter l'organisation et le marketing des pièces.
- **DIRECTEUR DE SERVICE** pour travailler avec les distributeurs, mettre au point l'organisation du service et la formation professionnelle.

Les candidats doivent être à même de pouvoir vivre outre-mer. Des connaissances en anglais, arabe et swahili seront prises en considération. Excellente rémunération et possibilités d'avancement pour les candidats qualifiés et expérimentés.

Les demandes seront envoyées, à titre confidentiel, à  
**INTERNATIONAL HARVESTER**  
 M. Michael Collins  
 V.P. Marketing  
 335 W. Michigan Ave.  
 Suite 1248  
 Chicago, Illinois, 60611 U.S.A.  
 An Equal Opportunity Employer M/F

IMPE STE ACIERIE pour Moyen-Orient  
**INGÉNIEURS**  
 Maintenance - Utilités  
**INGÉNIEUR**  
 Montage - Supervision

**AGENT ADMINISTRATIF**  
 Comptabilité - Prévisions - Facturation  
**INGÉNIEUR AGOJOINT**  
 Réalisation - Montage - Coordonnateur  
 Anglais indispensable. Env. C.V. à :  
**STE GESTION 200**  
 102, r. La Fayette - 75010 PARIS  
 En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique noire, A.S., Moyen-Orient, Amérique latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécialisé MONOEMPLOIS (N° 20), 14, rue Clauzel, 75009 PARIS.  
**OFFRES D'EMPLOIS** outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Écrire **OUTRE-MER MUTATIONS**, B.P. 14-09 Paris.  
 Offre d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée. Env. C.V. à :  
**A.L.E. 1233**  
 B.P. 42-09 PARIS.

### Les Fromageries BEL

recherchent un

#### INSPECTEUR-PROMOTEUR

pour leurs marchés du MOYEN-ORIENT

Minimum 30 ans, expérience vente de produits de grande consommation

Connaissance de l'Arabe indispensable

Lieu de résidence : BEYROUTH ou CHYPRE

Nombreux déplacements dans tous pays du Moyen-Orient

**MEL**

Ecrire avec C.V. détaillé  
 B. MANGOU - Ref. 2274  
 73, bd Haussmann, 75008 PARIS

ENTREPRISE ROUTIERE recherche pour MOYEN ORIENT

#### CHEF DE LABORATOIRE ROUTIER ET BÉTON

5 ans expériences minimum.  
 Très bonne pratique langue anglaise indispensable.

Envoyer C.V. détaillé s/réf 8910, à :  
**P.LICHAU** - Ref. 220 75063 Paris  
 codex 02 qui transmettra.

### emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi et mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### DESSINATEURS INDUSTRIELS MECANIQUE (Niveau DUT - BTS)

Originaires des 3 États intéressés au projet, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, ou États limitrophes.

#### PROJETEREURS

ayant déjà quelques années de pratique dans l'industrie, capables d'étudier et de dessiner effectivement un projet complet de matériel industriel.

### DESSINATEURS ETUDES MECANQUES (Niveau BTS - BT)

ayant déjà quelques années de pratique dans l'industrie, capables d'effectuer l'étude d'un organe ou appareil faisant partie d'un projet d'ensemble.

### DESSINATEURS PETITES ETUDES MECANIQUES (Niveau BT - BP)

ayant déjà quelques années de pratique capables de sortir les pièces d'un ensemble mécanique, de vérifier les possibilités de montage, et de mener une étude simple.  
 Curriculum Vitae à : CIMAO, B.P. 1365 Lomé, TOGO.

POUR AFRIQUE recherches

**ARCHITECTE**  
 10 ans d'expérience études pièces écrites, chantiers.  
 Adresser C.V. + photo à  
**CAMPI S.A. TECAM S.A.**  
 225, r. La Fayette 75010 Paris.



## emplois régionaux      emplois régionaux

### comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines. crée à MARSEILLE la fonction de :  
**1 secrétaire général**

La mission couvre sur un plan international :  
 - le contrôle de gestion (contrôler)  
 - les relations bancaires  
 - la trésorerie (trésorer)  
 - les problèmes juridiques et fiscaux  
 - la consolidation du groupe

Elle s'exerce au sein de la holding du groupe, sous la responsabilité directe du Président et pour l'ensemble des Sociétés (C.A. : 600 Millions F., 95% à l'exportation)

Le titulaire idéal, âgé de 45 ans minimum, a acquis une expérience approfondie dans une société multinationale (de préférence de style anglo-saxon). La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Une expérience des relations bancaires à haut niveau serait appréciée.  
 La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.  
 Env. C.V. photo et prêts/réf. 1.78/S.A. 1 à : **COMEX** - Directeur du Personnel  
 13275 MARSEILLE CEDEX 2

### IMPORTANTE SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE

2200 personnes - 450 millions de C.A.  
 filiale d'un Groupe international de 1200 personnes, stable dans son organisation et son résultat bénéficiaire, recherche pour accroître le potentiel de son usine LE MANS

### Ingénieur de fabrication

Formation type A.M., ayant quelques années d'expérience et destiné à devenir dans les meilleurs délais Chef d'unité de fabrication, 300 personnes en usinage moyenne et grande série et traitement thermique haute technicité.

Ce poste est prévu avec des responsabilités importantes de gestion économique, technique et humaine.

Les possibilités de perfectionnement au sein de la Société et du Groupe.

Très bon niveau de rémunération.  
 Adresser C.V. et présentations sous référence 355 à : **A. AUPETIT**.

**CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL**, 3, Bd René Levasseur, 75000 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

COMPTABLE très expér., apte à toute de comp. gén. et anal. sur informat. et prog. syst. dynam. demandé par entrepr. locale, secteur, industrie. Ecr. n° 8.453, Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75002 Paris-P.

La Direct. des Télécommunications de Lorraine recrute sur titre des **INSPECTEURS** (âge max. 30 ans et libérés des obligations militaires), titulaires d'un diplôme obtenu par certaines écoles sup. d'ingén. Candid. reçus jusq. 31 env. 78. Ret. et inscr. à la Direction Régionale des Télécommunications, 3, bd Joffre, pièce 011, NANCY. Téléphone 26-91-00, poste 3221.

Société suisse très performante à l'exportation recherche **RESPONSABLE DE SECTEUR COMMERCIAL** dynamique, ambassadeur. Escript ouvert à la technique. Formation B.T.S.T. génie mécanique ou B.T.S.T. technico-commercial constituerait un atout. Langue anglaise ou allemande indispensable, russe souhaitée. Ecrire avec C.V., photo et présentations sous réf. 2274 à : **P. LICHAU S.A.**, B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

Recherche **ANIMATEUR EQUIPEMENTS QUARTIER** Expérience indispensable, sans des responsabilités, contact avec les jeunes. Ecrire C.O.A.C., 29, avenue Sarrahl, 90000 BELFORT.

Très importante entreprise industrielle du Bas-Rhin rech.

### DIRECTEUR FINANCIER

E.S.C. D.E.S.C. ou similaire. Cinq à dix ans expérience gestion financière et comptable. Mission : organisation et supervision des services comptables et financiers, mise en place de la gestion budgétaire, gestion financière de la trésorerie. Une bonne expérience des techniques de prévision financière et de gestion comptable est indispensable. Anglais courant nécessaire et notions d'allemand souhaitées. Référence 765.

### JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

E.S.C. (option finances-comptab.) ou D.E.C.S. Deux à trois ans d'expérience du contrôle de gestion (de préférence au sein d'un groupe multinational) sont nécessaires. Connaissance des procédures anglo-saxonnes de reporting et de la collaboration avec un service informatique et anglais courant nécessaires. Référence 760.

Adresser C.V. détaillé à **SELETEC**, Conseil en recrutement, 67000 STRASBOURG CEDEX, sous référence du poste qui vous intéresse.

### IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

renforce son implantation dans **L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE** et recherche pour son siège à REIMS l'homme qui, en étudiant ces différents marchés contribuera à l'élaboration d'une stratégie de développement cohérente.

● 28 ans minimum diplômé de l'enseignement supérieur (écoles supérieures de commerce, Sciences Eco. agricoles ou ENSIAA...) ayant acquis pendant au moins deux ans au sein d'un grand groupe alimentaire :  
 ● la connaissance des produits,  
 ● la connaissance des techniques d'études économiques.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous réf. LB2 à :  
**M. FOUTRIER**  
**COMPETENCES NORD-EST**  
**JOUAINES - O2220 BRAINE**  
 qui traitera confidentiellement ces dossiers.

### FIRME FRANÇAISE

spécialisée dans circuits intégrés à la demande, en forte expansion sur le marché Européen, recherche pour son service ASSURANCE QUALITÉ

### UN INGÉNIEUR

responsable mise sous contrôle et surveillance des filiales technologiques. Convierait à **JEUNE INGÉNIEUR** — formation Chimie-Physique ou Electronique ; — quelques années de pratique sur chaîne circuits intégrés ; — connaissance Anglais et Allemand souhaitée. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et présentations à : **E. P. C. I. S.** - 85 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

### Pour région GRENOBLE

P.M.I. exportatrice électronique industrielle recherche

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Anglais courant indispensable + allemand et/ou espagnol souhaité. Ecrire avec C.V. à n° T. 02.633 M. ROUS-PRASSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°.

### EXPANSIAL

Recherche pour importante Société Nationale Algérienne chargée de la promotion et du développement du secteur de l'habitat et de la construction

### DIRECTION DES PROJETS

#### ARCHITECTES Etudes et Suivi de chantier

- Bâtiments et centres universitaires et de formation professionnelle REF. 6000 AM
- Bâtiments et centres hospitaliers REF. 6000 BM

#### INGÉNIEURS

- Coordination et suivi de réalisation des travaux de génie civil, infrastructure et gros œuvre REF. 6001 M
- Coordination et suivi de réalisation des travaux de second œuvre REF. 6002 M
- Etudes des structures, standardisation et réalisation dans le domaine de la construction REF. 6005 M
- Spécialisés dans la production des matériaux de construction REF. 6004 M
- En organisation et gestion d'entreprise du bâtiment T.C.E. REF. 6005 M
- Mécaniciens spécialisés dans l'entretien du matériel et des véhicules de chantier du bâtiment et les réparations en atelier central REF. 6006 M

#### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

- Ayant une grande expérience de la prospection des marchés internationaux, des matériels et matériaux de construction REF. 6007 M

Il est exigé :  
 ● une formation grande école complétée par :  
 — une expérience professionnelle de 5 à 10 ans  
 — une expérience pédagogique acquise même en entreprise

Il est offert :  
 ● une rémunération selon compétence, nette d'impôts et en partie transférable  
 ● un logement ou une indemnité de logement  
 ● le bénéfice de la sécurité sociale et de la retraite cadre conformément à la législation algéro-française.

Les candidatures sont à adresser, sous référence correspondante à : **EXPANSIAL** - 6, rue Halévy - 75009 Paris



سكز ان الاجل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**IMPORTANT ORGANISME SOCIAL**  
recherche  
pour son secteur PREVOYANCE

**Attaché(e) de Direction**

Formation Supérieure juridique ou littéraire  
Expérience souhaitée dans emploi administratif  
Poste en liaison directe avec responsable de secteur, pour assurer organisation, réunir, ordre du jour, procès-verbaux... et relations avec les éléments d'une structure administrative décentralisée.

2) pour son service PROMOTION

**Adjoint au responsable du service**

Formation Supérieure commerciale ou littéraire  
Disponibilité à 50% pour des déplacements de courte durée en France métropolitaine  
Expérience professionnelle de quelques années dans la direction d'une équipe ou d'un service de commercialisation du secteur  
Sens des responsabilités et de l'organisation.  
Nouveaux avantages sociaux - 13 mois 1/2 Mutuelle - Restaurant d'entreprise

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à : P.M. 26, Bd de Sébastopol 75004 Paris qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE SERVICE PARIS**  
recherche

**JEUNE INGÉNIEUR CHEF DE PROJET**

Capable de diriger et d'organiser le travail d'une petite équipe de haut niveau. Il participera activement à la programmation d'un système à gestion sur mini-ordinateur.  
Il devra posséder une bonne expérience informatique en général et en particulier celle de la conduite d'un projet simulé depuis l'analyse fonctionnelle jusqu'à l'installation chez l'utilisateur. La connaissance d'un langage assembleur est indispensable, celle d'un système multitaâches temps réel et du matériel C.I.T. est appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétention à : LICHOU S.A., B.P. 230, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**MDS SYSTEMES INFORMATIQUES**  
MDS France S.A.

recherche pour PARIS

**ingénieurs commerciaux**

Formation supérieure.  
Expérience professionnelle dans l'informatique 2 à 4 ans.

Ecrire ou téléphoner : MDS FRANCE S.A., J.M. SORRIAUX : 345.40.45 poste 3962 de 10h à 12h et 15h à 17h 197, rue de Bercy 75582 Paris cedex 12

**emploi régionaux**

**Sté Industrielle et Minière française**

recherche pour l'une de ses installations de traitement de minerais en France et/ou en Outre-Mer, un

**CHEF DE SERVICE USINE**

Ingénieur diplômé Grande école, A.M., E.N.S.I. ayant au minimum 2 ans d'expérience dans le domaine de la production.  
Une activité au sein d'une industrie de process, telle que sidérurgie, hydro-métallurgie, pétrochimie, à défaut de classique traitement de minerais, présente assez d'affinités avec le poste à pourvoir pour être favorablement prise en compte.

Adressez C.V. explicite sous référence « C.T.M.1 » à

**CETAGEP**  
10, AVENUE AMIRAL LEMOINIER 75160 MARLY LE ROI

**SECTEUR PAPIETIER USINE MODERNE ET SPECIALISEE**  
250 pers. OUEST FRANCE offre le poste de

**Direction Usine**

Ingénieur Grande Ecole, minimum 40 ans, il aura une expérience de la Production, (si possible dans le même domaine) et de l'animation d'équipes. Il aura eu à traiter au cours de sa carrière des problèmes de gestion et de négociation commerciale.

Si vous avez, outre cette expérience, une aptitude à convaincre et à vous imposer, indispensable pour réussir dans le poste, adressez votre C.V. sous réf. 3701 à :

**GAMMA SELECTION**  
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

**8 INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS**  
(au moins 2 ans d'expérience) pour PARIS, LYON, NORD et EST

**2 ingénieurs support logiciel**  
pour PARIS - Expérience approfondie moniteurs TP sur ordinateurs IBM. Un anglais sans problème.

**7 inspecteurs de maintenance**  
Paris et déplacements courts province. Expérience 2 ans dans activité analogue. Anglais souhaité.

**data systems**  
SPECIALISTE DE L'INFORMATIQUE DES RESEAUX

Ecrire avec C.V. et photo à ITT Data Systems France SA Département du Personnel Tour Maine-Montparnasse (Boite 148) 33, av. du Maine - 75755 Paris Cedex 15

**ASSISTANT MARKETING**  
PARIS 100.000 +

ARTS GRAPHIQUES ALLEMAND + ANGLAIS

Une importante Société Industrielle française (C.A. 400 M) souhaite engager un homme de près de 30 ans, de formation supérieure (H.E.C. SUP, de CC- Ingénieur). Il lui sera confié l'ensemble des études commerciales, le suivi de la concurrence et des besoins de la clientèle sur le terrain (France et étranger). Il participera activement à l'élaboration de la politique commerciale de la Société. Une première expérience du secteur graphique (encres, papiers, matériels d'impression) acquise soit en marketing soit à la vente serait appréciée. La connaissance de l'Allemand et de l'Anglais est impérative, sinon s'abstenir.

Adressez votre dossier sous le n° 172 à :

**G.M. RECRUTEMENT**  
154 boulevard Malesherbes, 75017 P.

**ATTACHÉ DE DIRECTION**  
PARIS 100.000 F +

Nous sommes une Société d'importation et de distribution (120 personnes, 100 millions de C.A.), spécialisée dans les produits industriels de haute technologie.  
La progression constante de nos activités nous amène à rechercher notre futur Responsable Administratif.  
Le candidat, 30 ans minimum, de formation supérieure (H.E.C. de CC, Sciences Po, Sciences Eco ou équivalent) devra justifier d'une expérience réussie acquise à possible à un poste de gestionnaire. Son dynamisme, allié à un sens de l'organisation, devrait lui permettre de prendre progressivement en charge les différents services généraux (informatique, logistique...) nécessaires au développement des départements commerciaux et à la fluidité du contrôle de gestion.  
De bonnes notions d'anglais seraient un atout supplémentaire.  
Possibilités sérieuses d'évolution de carrière.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé à M. KERBER, C.I.S. 44, avenue Franklin-Delano-Roosevelt, 75116 PARIS, Réponse et discrétion totale assurées.

Usine Région parisienne BANLIEUE OUEST recherche

**INGÉNIEUR FONDERIE**  
Mécanicien ayant des connaissances en fonderie, pour poste de responsable d'un atelier prototype en fonderie.  
Env. C.V. photo et prétentions, n° 24279 à Puy de L'ÉLÉPHANT, 17, r. Lebel, 93000 VINCENNES

**EUROPE FALCON**  
Groupe BASCALT  
Aéroport du Bourget  
recherche pour contrat à durée déterminée 1 an

**PROGRAMMEUR**  
cep 11  
Expérience 2 ans minimum matériel 315 Q  
Envoyer C.V. et prétentions, à P. P. 10 - 92500 Aéroport du Bourget

**ORGANISME PUBLIC**  
recherche pour exploitation et développement applications médicales sur mini-ordinateurs (IPOP - SOLAR - MITRA)

**UN ANALYSTE NIVEAU INGÉNIEUR**  
parlant anglais

**4 PROGRAMMEURS NIVEAU IUT**  
Bonne connaissance mini-ordinateurs  
Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, à H. 8121, Ag. Havas Bordeaux 33

**ERION LEROUX**  
AÉROAUTOMOBILES  
Division de la SOCIÉTÉ D'ÉLECTRICITÉ MORS  
recherche pour l'un des laboratoires de mesure électrique dans le domaine de la mesure électrique

**JEUNE INGÉNIEUR**  
25 ans minimum (E.S.A.E. ou similaire).  
Envoyer candidature et C.V. à STE D'ÉLECTRICITÉ MORS, 2-4, rue Newton, 93155 LE BLANC-MESNIL.

Pour revue professionnelle leader du marché

**CHEF DE PUISSANCE**  
Secteur équipement du foyer, électro-ménager, clientèle entière. Situation assurée à personne de métier. Tél. : 746-42

Industriel recherche J.H. étudiant pour enquête Paris-Provence auprès délégués, durée 1 mois. Envoyer C.V. à Groupe 4/Marsais, 21, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

Société d'Etudes de Marchés et de Tests communications publicitaires recherche 11 CHARGÉS (EES)

**D'ETUDES**  
ayant au moins 4 ans d'exp. dans poste similaire. Compétence langues souhaitée.

2) UN (IE) RESPONSABLE TERRAIN  
ayant large expérience dans domaine qualité/marchés  
Env. C.V. + photo à COMET, 12, rue Henner 75009 PARIS qui transmettra.

**SLIGOS** une des premières sociétés de conseil et services en informatique

recherche pour PARIS et LYON

**2 INGENIEURS COMMERCIAUX "CABINETS COMPTABLES"**

Ils auront pour mission de développer auprès des Experts-Comptables des activités de traitement informatique au moyen de toute une gamme de programmes standards généraux et sectoriels en Service Bureau et en Télégestion. Références 501

**1 INGENIEUR COMMERCIAL "P.M.E."**

Il aura pour mission de développer auprès des Petites et Moyennes Entreprises des activités de traitement informatique au moyen de programmes généralistes (comptabilité, gestion clients, paie, facturation, stock...) en Service Bureau et en Télégestion. Références 502

Ces 3 postes nécessitent une bonne connaissance de la comptabilité et de la gestion. Une formation de type Ecole Commerciale, DECS, BTS comptable ou équivalent est nécessaire. Une expérience professionnelle d'un ou deux ans sera appréciée.  
Une formation complète sera assurée tant sur le plan technique que commercial.

Adressez lettre de candidature et C.V., en précisant la référence du poste choisi : 81, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX.

**TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
Banlieue Sud Ouest de Paris  
recherche pour un de ses départements (13 000 personnes)

**HEC, ESSEC, SUP de CO**

Ayant acquis au moins 2 ans d'expérience dans les services commerciaux, administratifs et financiers d'une grande entreprise industrielle.

Dans le cadre du service

**organisation et informatique**

Il se verra confier des missions d'organisation, administrative et commerciale :

- analyse préalable des besoins,
- élaboration du cahier des charges,
- estimation du budget de réalisation,
- contrôle après réalisation.

Ce poste implique des contacts de haut niveau avec les différents responsables des unités concernées et nécessite une grande autonomie d'action. Des déplacements de courte durée en France sont à prévoir.

Envoyer curriculum vitae et prétention (avec photo) à No 46.157, CONTESSÉ Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**bis No 1 du travail temporaire**

Dans le cadre de son expansion recherche pour compléter ses équipes sur PARIS et RÉGION PARISIENNE dont MANTES LA JOLIE

**chefs d'agence**

Ils seront responsables à part entière de la gestion d'une petite unité d'exploitation et devront assurer :

- la promotion de nos services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales,
- le recrutement et l'affectation d'un personnel ouvrier, technicien d'atelier et de chantier.

Ces postes conviendront à des hommes de 28 ans minimum, possédant une solide formation technique et ayant exercé des fonctions technico-commerciales dans des entreprises industrielles.

Large perspectives d'évolution assurées pour candidats de valeur grâce au développement permanent du Groupe, première centrale de services nationaux.

- Formation rémunérée assurée.
- Voiture nécessaire.
- Salaire fixe + remboursement frais de déplacement.

Adressez lettre manuscrite C.V., photo et prétentions à : bis 6079 au Service Recrutement 7, avenue George V - 75008 PARIS

**IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL**  
recherche d'urgence

**ingénieur informaticien temps réel-process**

2 à 3 ans d'expérience

QUALITÉS APPRÉCIÉES : connaissances processus métallurgiques  
- du matériel et du logiciel PDP 11  
- anglais lu et parlé (allemand souhaité).

BASE A PARIS.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous No 46.165 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**consortium bank**  
with very strong backing  
LOCATED IN PARIS  
is looking for  
**young international banker**  
(5 to 7 years experience)

to work in its marketing department.  
- Experience in financial analysis and a strong knowledge of Euro-currency are required. Previous work in project finance or ship financing would be a plus.  
- All accounts must be fluent in English and French. Other languages will be appreciated.  
Compensation will be negotiable according to experience and qualifications.

Please write with full details to HAVAS CONTACT, 156 Boulevard Haussmann 75002 PARIS sous référence 59747.  
Applications will be held in strict confidence.

**centor** DEPARTEMENT EMPLOI  
13 bis, rue Henri Monnier - 75009 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE**

(2200 personnes - 450 millions de C.A. - Filiale d'un groupe international de 120.000 personnes - Stable dans son organisation et ses résultats bénéficiaires.)

recherche en vue de renforcer sa

**DIRECTION DE PRODUCTIONS à POISSY**

**UN CHEF DE SERVICE MÉTHODES CENTRALES**

Études sur la politique industrielle de la Société à moyen et long terme

Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien (A.M. ou équivalent), de 35 ans minimum, ayant eu avant que possible une bonne expérience professionnelle de l'industrie automobile, des méthodes et de la fabrication des machines-outils.

Une forte personnalité, des qualités de contact, ainsi que la volonté de réussir, sont également indispensables.

Anglais nécessaire - Allemand souhaitable.

Adressez C.V. man., prétentions et photo, sous le numéro 46.282, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui tr. Discretion absolue assurée.

**NOTRE GROUPE**

5000 personnes - 30 Filiales - 2 milliards de C.A. - Notre activité est plurisectorielle, essentiellement commerciale mais, en général, à caractère technique.

Nous recherchons un

**RESPONSABLE D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU**

- Agé de 35 ans minimum, de formation supérieure (HEC, INSEAD, ISA), pratiquant couramment l'anglais et, si possible, l'allemand, il aura 5 à 7 ans d'expérience de vente marketing et de stratégie commerciale.
- Il s'insèrera dans l'équipe opérationnelle du Groupe en prenant la direction du département chargé du lancement de nouvelles filiales étrangères.
- Large perspectives de développement de carrière, à la mesure de la personnalité du candidat.
- Lieu de travail : PARIS.

Env. lettre manuscrite avec CV sous réf. 5392 à

**S.P.E.R.A. PUBLICITE**  
12, rue Jean - Jaurès, 92807 Puteaux qui transmettra.

**GROUPE FINANCIER EN EXPANSION**  
recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE

**UN FISCALISTE**

disposant d'une expérience d'environ 5 années acquise :

- soit dans l'ADMINISTRATION DES IMPÔTS,
- soit dans une SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 46.525 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 12.



offres d'emploi

hommes de personnel

Nous sommes une très grande entreprise française et développons nos activités tant en France qu'à l'étranger.

Notre croissance doit être menée avec grand soin et nécessite une gestion très attentive de nos Ressources Humaines.

Si vous êtes intéressés par les problèmes de management des hommes :

- formation,
communication,
gestion prévisionnelle,

si vous avez une formation supérieure (Ingénieur, ESSEC, Sciences Po...) et une expérience de la fonction Personnel.

si vous êtes bilingue (anglais) et prêt à effectuer des missions à l'étranger, nous pouvons vous offrir un poste à la mesure de vos aspirations.

Ecrivez sous réf. 10.14-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP
DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vanvreson

édition

Notre Groupe produit et commercialise dans le monde entier des périodiques et des livres. Il renforce son secteur éditions en créant un poste

directeur adjoint

Il optimise, au sens fort du terme, le processus d'édition (identification, organisation, supervision et contrôle). Il dirige et anime 15 collaborateurs.

De formation supérieure, il justifie d'une expérience d'au moins cinq ans des techniques d'édition et d'une culture littéraire étendue. Il parle l'anglais Nationalité Indifférente, mais sensibilité à la culture du Tiers Monde.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous réf. M762 à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13bis rue Henri Monnier
75009 PARIS



Distributeur :
PRINTRONIX, TRUE-DATA, etc.
recherche

UN INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

ayant grande expérience de la vente.

- Rémunération : fixe + prime liée aux résultats.
Lieu de travail : région parisienne.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique, dans une société en expansion, écrivez-nous avec C.V. manuscrit et prétentions :
L.E.R. 12, rue de Sébastopol,
93400 COURBEVOIS.

CABINET DE JURISTES
INTERNATIONAUX

recherche

JURISTE

28 ans environ

Droit (Licence ou D.E.S.), ayant au moins 2 ans d'expérience (droit des affaires et contacts internationaux) ; parlant et écrivant couramment l'anglais et connaissant le japonais.
Le candidat sera, après un stage d'environ 18 mois à Paris et à Londres, appelé à séjourner au Japon.
Adr. C.V. dét. et lettre manuscrite au n° 8.457 à :
« LE MONDE » Publications,
5, rue des Italiens, 75227 PARIS (8<sup>e</sup>), qui transmet.

NCR FRANCE

Systèmes Informatiques
recrute pour Paris et Province
INGÉNIEURS
COMMERCIAUX
(2 à 3 ans d'expérience) :

- Missions :
faciliter et vendre aux Directeurs d'Entreprises, les équipements et logiciels adaptés à leurs besoins (systèmes, terminaux spécialisés, minis, transmissions),
Pour réussir :
Les candidats doivent avoir :
une formation commerciale ou technique supérieure,
une expérience chez un constructeur ou une société de services informatiques,
la connaissance de l'Anglais si possible.

Nous offrons :
les avantages d'un grand constructeur dont les systèmes diversifiés se situent dans les techniques de pointe,
une formation importante dès votre entrée prévue fin Mars.

Envoyer lettre, C.V. photo à :
Direction du Personnel NCR FRANCE
191 rue de Valenciennes 75015 Paris
(réponse et discrétion assurées)

offres d'emploi

LA DIRECTION DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS
recherche

2 INGÉNIEURS
SYSTÈME
EN INFORMATIQUE

Adresser votre candidature immédiatement

Renseignements et inscriptions
Pièce 406 E - 8-10 boulevard de Vaugirard
75731 Paris Cedex 15 - Tél. : 540.23.52

Date de clôture : 31 janvier 1978

Importante Société filiale
d'un Grand Constructeur européen
(50 km au sud de Paris)

recherche

CONSEILLER de GESTION

28 ans minimum
Etudes supérieures : HEC, ESSEC, DECS.

Expérience gestion administrative et financière 2 ans minimum.

Activité de conseil dans les domaines : financiers, comptables, juridiques.

Nombreux déplacements en province dans un réseau de concessionnaires.

Ecrire en envoyant C.V. photo et prêt. à n° 48.275
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris 1<sup>er</sup> qui trans.

Société internationale de produits de consommation
recherche pour sa société française

DIRECTEUR COMMERCIAL

diplômé HEC, ESSEC ou équivalent, possédant connaissance approfondie et expérience certaine de la grande distribution.

Responsabilités :

- Service de marketing,
Force de vente,
Administration Service Commercial.

Langues : français (+ anglais souhaité).

Peut offrir avec curriculum vitae à n° 8.422 le Monde & Publicité, 5, rue des Italiens - 75227 PARIS (8<sup>e</sup>).

Discrétion assurée. Documents non utilisés seront retournés aux candidats.

Groupe international rech. pour tenir la comptabilité de 3 Unites en France

COMPTABLE QUALIFIÉ

Niveau D.E.C.S. exigé, aptitude au contrôle fiscalité courante, qualités morales.

Anglais souhaité.

30 ans minimum rémunération adéquate. Envoyer C.V. manuscrit et photo à : I.G.E.C. 44, rue Michel-Ange, 75016 Paris

Adr. C.V. et photo à J.V.20, HAVAS (B.P. 907) 76002 ROUEN CEDEX

SUR Nationale de DISTRIBUTION PRODUITS ALIMENTAIRES

Leader dans sa branche, rech. :

JEUNES E.S.C. ou EQUIVALENT

pour occuper Direction commerciale et gérer le réseau de Vendeurs.

Outre des qualités de Gestionnaire, les candidats devront posséder des aptitudes au commandement, un goût marqué pour la vente ou même une expérience dans ce domaine.

Adr. C.V. et photo à J.V.20, HAVAS (B.P. 907) 76002 ROUEN CEDEX

SIÈGE INFORMATIS

recherche pour département systèmes temps réel

INGÉNIEURS

NOVA-MITRA-PDP 11 Réelles possibilités de formation pour éléments de valeur, 26, r. Oubertin, n° - 32-99-72

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE

recherche

COMPTABLE

TITULAIRE BAC 81

Se présenter sur place le 28/01/78 : 17-15, rue de Flandre, Paris-19<sup>e</sup>, de 8 h. 30 à 18 h. 00 adresser lettre et C.V. dét. à :

Mme le Chef du Personnel.

CENTRE DE PRESTATIONS ET TRAITEMENT INFORMATIQUE

recherche

INGÉNIEUR INFORMATIEN

Ouvriers, électriciens, ou 1 à 2 ans d'expérience pour assurer l'interface techn. entre utilisateurs de produits inform. équipes de développ. et programmation.

Adr. C.V. et photo à J.V.20, HAVAS (B.P. 907) 76002 ROUEN CEDEX

Adr. C.V. et photo à J.V.20, HAVAS (B.P. 907) 76002 ROUEN CEDEX

Vous désirez une activité : - A caractère libéral ; - Dans un secteur d'avenir ; - Ou votre rémunération sera au fait de votre travail, votre valeur.

M.D.V. MARKETING offre quatre situations de

CONSEILLERS COMMERCIAUX

à des hommes de plus de 25 ans possédant :

- Une bonne culture générale ;
Le sens des affaires ;
Disponibilité et autonomie, auto-téléphone nécessaire, garantie de salaire de base + frais + avantages sociaux.

Formation au cours stage rémunéré vidéo + sorties-tests. Téléphones au 885-75-80, de 8 h. 30 à 22 h. à M. LEPAGE, pour plus de renseignements.

PARIS - CHAMPAGNE PICARDIE - NORMANDIE.

offres d'emploi

Société de services informatiques en croissance forte et diversifiée depuis plusieurs années, met en place un nouveau centre de télétraitement et crée un poste

chef d'exploitation gros système

- maîtrise le fonctionnement de la configuration biprocesseur,
contrôle les moyens logistiques et la maintenance du matériel,
dirige et anime les équipes d'exploitation.

De formation supérieure ou équivalente, il a une expérience d'au moins six ans des gros systèmes (MIS 80 apprécié) travaillant concurrentiellement en local et en T.P.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 769 M à notre Conseil

DEPARTEMENT EMPLOI
13bis rue Henri Monnier
75009 PARIS

Société de Service pétrolier recherche

ADJOINTS DE RESPONSABLES

Exploitation
Formation mécanique, électrique, électronique (niveau Ingénieur ou équivalent).

- Expérience souhaitable mais non indispensable,
Goût des contacts humains tous niveaux,
Disponibles pour fonction toute ville de France.

FONCTIONS : suivi des chantiers de devis à la fabrication. - Ecrire sous la référence 8.208 à GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS, qui trans.

STE DYNAMIQUE DE MOYENNE IMPORTANCE

recherche pour son laboratoire de développement

INGÉNIEUR EN TÉLÉPHONIE

6 ans minimum d'expérience en conception de systèmes logiques, pour diriger équipe de conception de nouveaux produits. Lieu de travail : BOULOGNE-SUR-MER.

Adresser C.V. + lettre man. à JEP CONTINENTALE sous réf. M725 - 179, av. Victor-Hugo, 75115 PARIS, qui transmettra.

CENTRE DE PRESTATIONS ET TRAITEMENT INFORMATIQUE

recherche

JEUNES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

dynamiques, niveau I.U.T., pour : - Développement d'applications transactionnelles incluant bases de données ; - Conversion de programmes.

- CONDITIONS :
Connaissance Fortran - Cobol - PL/I et assembleur ;
bonne pratique d'un ou plusieurs de ces langages ;
Rémunération assurée ;
Solides formations pouvant être actives.

Adresser C.V. à n° T 02.683 M REGIE-PRESSE 83 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).

IMPTE SOCIETE

proche banque Ouest dans le cadre de son expansion pour le développement de l'informatique temps réel à la médecine

UN INGÉNIEUR ANALYSTE

2 ans d'expérience minimum souhaités dans le pratique des mini-ordinateurs

Envoyer C.V. détaillé sous le n° 48.178, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

AGENCE IMMOBILIERE

rech. pour développer son SECTEUR MAGASINS JEUNE COLLABORATEUR

bénéficiant d'une expérience confirmée de la vente immobilière, si possible de domaine particulier.

Envoyer C.V., photo, n° 16.050, P.A. SVP 27, rue Général-Foy, 75008 Paris

RECHERCHE PROGRAMMEUR

min-ordinateur et mach. comptab. Lieu de travail : ORSAY. R.E.R. 928-50-95

Grande Entreprise Industrielle située à Paris 16<sup>e</sup> recherche

Ingénieur Grande Ecole

2 ans d'expérience informatique

Après une formation complémentaire il se verra confier la responsabilité technique des projets.

Evolution possible vers la Direction des Etudes.

Envoyer CV détaillé + photo à Madame Jamet.

GROUPES GAMMA

Ingénieurs

X. Centrale. Mines.

Le Groupe GAMMA, l'un des premiers dans le domaine du Conseil en Organisation, cherchant à faire face à une expansion régulière et continue, vous propose une carrière formatrice et rapidement évolutive en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires chargées de missions d'organisation (secteurs Informatique, Administratif, Comptable, Commercial ou Marketing).

Que vous soyez débutant ou que vous ayez déjà acquis une expérience de l'organisation dans un Cabinet de Conseil ou dans une Entreprise Industrielle, nous vous confierons des responsabilités correspondant à votre niveau de compétences, et envisagerons pour vous une rémunération motivante.

Adressez rapidement votre C.V. (photo + prétentions) à :

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

psychologues et psychosociologues

Nous aidons les pays en voie de développement à prendre en charge leur évolution technologique.

A ce titre, nous effectuons des études de population, nous bâtissons des systèmes d'évaluation, nous recrutons et formons le personnel qui assurera le bon fonctionnement des installations industrielles.

Nous vous demandons :

- une formation psychologique complète ainsi qu'une pratique des tests et des méthodes d'investigation psychosociologiques,
la maîtrise d'une langue étrangère (anglais ou espagnol de préférence),
une mobilité géographique totale et une bonne faculté d'adaptation à des milieux culturels différents.

Ecrivez-nous sous référence 10.13-M à

EUREQUIP

DEPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vanvreson

LA DIRECTION INFORMATIQUE

d'une grosse Société en région parisienne équipée de plusieurs ordinateurs puissants

2 I.U.T. Informatique

(débutants à 2 ans d'expérience)

Pour son service contrôle qualité : au sein d'une équipe de spécialistes, ils seront chargés de l'intégration dans l'exploitation des nouvelles applications de gestion réalisées par les services d'analyse-programmation.

Les qualités appréciées, outre la compétence technique, seront : la rigueur, la méthode, la soignée du bon schéma, un bon contact.

POSTES DISPONIBLES IMMEDIATEMENT

Adresser C.V. s/réf. 504 à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE

recherche

CADRE

Responsable études financières en matière d'urbanisme et logement ainsi que gestion et développement des programmes informatiques s'y rattachant.

Diplômé Ecole de Commerce, Institut de gestion ou équivalent. Expérience professionnelle de plusieurs années en gestion comptable et analyse informatique.

Adresser C.V. + prétentions à : DRIEF - Division DUOL 21, rue Miotte, 75015 PARIS

سكزا من الاصل







# SPORTS

Pour tenter de préserver son indépendance

## LE MOUVEMENT OLYMPIQUE SPORTIF SE DOTE D'UN CONSEIL SUPÉRIEUR MONDIAL

La commission tripartite du Mouvement olympique (Comité international olympique, comités nationaux et fédérations internationales) a décidé, mardi 24 janvier à Tunis, la création d'un conseil supérieur du sport mondial et la publication d'un manifeste, destinés à resserrer l'unité du mouvement sportif et à préserver l'indépendance de celui-ci à l'égard de la politique et surtout des gouvernements.

Ce projet, qui paraît bien utopique, sera précisé le 20 mars à Lausanne où la commission tripartite du Mouvement olympique tiendra sa prochaine réunion. Ce conseil supérieur serait composé des représentants du Comité international olympique, des comités olympiques nationaux, des fédérations internationales et serait ouvert à « d'autres instances intéressées ».

Sans vouloir apporter plus de précisions dans l'immédiat, M. Killian, président du C.I.O., a indiqué qu'il n'était « pas question d'entrer en conflit avec les

instances non sportives ou gouvernementales, mais de définir le rôle et la position de chacun ».

**BASKET-BALL.** — Deux des trois équipes françaises encore en compétition dans la Coupe Korac ont gagné, mardi 24 janvier. Nicos a été battu (99 à 84) en déplacement à Belgrade. Par contre, Le Mans et Bercé se sont imposés dans leur salle, respectivement face à Milan (89 à 73) et à Sarajevo (94 à 87). Des incidents ont marqué la fin du match de Bercé, où un arbitre anglais, M. Turner, pris à partie par le public, a été frappé.

**FOOTBALL.** — En match décalé de la vingt-cinquième journée, Paris-Saint-Germain a battu Rouen par 3 buts à 1, le 24 janvier au Parc des Princes. Après cette victoire, l'équipe parisienne occupe la onzième place du championnat de France de première division.

## AU RALLYE DE MONTE-CARLO

### Jean-Pierre Nicolas (Porsche) devance les équipages d'usine

De notre envoyé spécial

Darniche (Fiat 131) et 4 min. 39 sec. sur Andruet (Fiat 131). Il semble que ce soient des erreurs dans le choix des pneumatiques et dans celui du retardage qui sont à l'origine du retard pris initialement par les pilotes de Fiat 131, comme d'ailleurs par Eschell (Lancia Stratos), pointé à la neuvième place à 7 min. 17 sec. de Jean-Pierre Nicolas. Chez Fiat, on n'a pas voulu croire qu'il y aurait autant de neige dans le Rallye de Monte-Carlo et c'est la raison pour laquelle la précaution n'a pas été prise de prévoir des pneus différents, tels que ceux qui sont, par exemple, utilisés dans les épreuves scandinaves.

#### L'homme tranquille

Rien au demeurant n'est joué dans le Rallye de Monte-Carlo, et les écarts, même s'ils sont importants, pourraient encore à chacun, surtout chez Fiat et chez Renault, de croire encore à ses chances. L'homme tranquille du Rallye, à tous égards, est celui qui occupe depuis vingt-quatre heures la première place : Jean-

Pierre Nicolas. Faut-il être étonné par une équipe dite d'usine, Jean-Pierre Nicolas a bien cru ne pas pouvoir participer au Rallye de Monte-Carlo. C'est au dernier moment qu'il a pu trouver le concours financier lui permettant de prendre le départ, dans de bonnes conditions certes, mais qui n'ont cependant rien de comparable avec celles que connaissent les équipages d'usine, notamment dans le domaine de l'assistance.

C'est ce qui explique sans doute la décontraction et la tranquillité de Nicolas pour qui, quoi qu'il arrive dans les prochaines heures, la situation actuelle est déjà insupportable. Chacun cependant se prend extrêmement au sérieux. En plus de sa réputation de rallyman expérimenté, habile et prudent, Jean-Pierre Nicolas dispose d'un type de voiture qui reste ce qui se fait de mieux en matière de course routière, robuste, sûre et assez puissante (200 ch.) pour ne rien craindre de la concurrence dans de telles conditions.

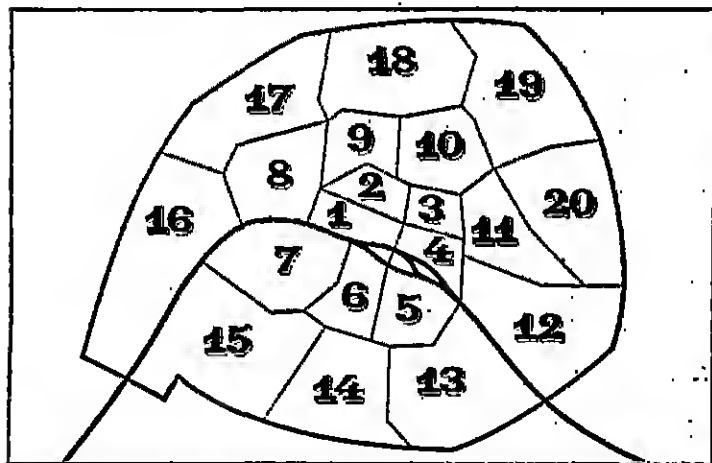
Verini, les trois autres pilotes de l'équipe Fiat ont connu alertes. Problème de freins Darniche, sortie de route du brouillard pour Rohrl, et divers pour Andruet. Ba (Lancia Stratos) a aussi été témoin d'une sortie de route les mêmes circonstances. Rohrl et Michèle Mouton (Lancia Stratos) a reconnu avoir eu quelques appréhensions dans le brouillard, ce qui l'a naturellement retardé. Mercredi matin, était onzième avec un handicap de 7 min. 53 sec.

La bonne tenue des Renault Alpine de Ragnotti et de P. Lin continue d'entretenir l'optimisme du Rallye. Ils sont toujours et l'autre à portée de la première place et leurs souffles n'ont pas changé de la neige, beaucoup de neige dans la fin du parcours commun, et si possible encore dans l'épreuve complémentaire classement qui sera disputé le 26 et 27 janvier. Mercredi, prévisions météorologiques laissent pas dans ce sens, du moins pour les prochaines heures, sans changement de temps à exclure.

FRANÇOIS JANI

# LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

12	2500	2000	90%	CF	1973	124	1	1	M	REX	1	
N° An.	Prix moyen du m²	Prix moyen du m²	Montant des prêts cumulés et durée	Prêt du Crédit Foncier	année de livraison et trimestre	Nombre d'app.	Partings en surface	Garages en sous-sol ou box	Métro	Autobus	R.E.P. Station	Autoroute périphérique



12 6.160 FD 80% 1979 102

62 44 29

GENERAL MICHEL BIZOT PORTE BOISSE PORTE CHARENTON

Enfin un immeuble ou celui sur une voie privée

**LES JARDINS DE WATTIGNIES** - 78, rue de Wattignies. Le Bois de Vincennes est à 500 m. Bureau de vente sur pl. de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. 340-24-29. 14 h à 19 h (fermé mardi et mercredi). Tél. : 340-24-29.

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

12 5.500 FD 80% 1979 38

29

CARE DE LYON NEUILLY-DIDEROT

21, RUE CROZATIER - Un petit ensemble dans une rue large, bordée d'arbres, à proximité de la Gare de Lyon-Studio à 5 pièces - Exposition plein soleil - Balcons - Terrasses - Livraison immédiate - Appartement témoin tous les jours (sauf mardi) de 14 h 30 à 18 h 30.

**PROMEX** 65, rue Rennequin, Paris-17<sup>e</sup> Tél. 755-82-10

12 6.200 FD 80% 1979 10

M

**RÉSIDENCE PIERRE-BOURDAN** - 1-3, rue Pierre-Bourdane - Quai, m. Nation, mais, remanié, isol. du bruit des gr. artères, une résid. de classe aux petit raffiné. S. pl. in. jeu, ven. 14 à 19 h., sam. dim. 10 à 12 h et 14 à 19 h. 340-04-09. ou LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vougrard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

13 5.400 FD 80% 1978 71

M

**« CAP SUD »** - Place de Rungis - A proximité du Parc Montsouris, une gamme d'appart. bien conçus, du studio au 4 pièces. Sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h. à 20 h. sam., dim., de 10 à 12 h. et de 14 à 20 h. Tél. 589-71-21. ou LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vougrard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

13 6.100 FD 80% 1978 125

21 67 62 P.C.

CITE UNIVERSITAIRE

A la limite du 13<sup>e</sup> et du 14<sup>e</sup> arrondissement 102, boulevard Kellermonn

Petits imm. autour d'un merveilleux jardin int.é. App. tém. ouv. ts les js de 14 h. à 19 h. Tél. 580-59-55.

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

15 7.400 FD 80% 1979 43

M

**LES JARDINS D'ALLERAY** - 43, rue d'Alleray - Au cœur du 15<sup>e</sup>, un imm. de qualité avec jardins privés, balcons ou terrasses. Du stud au 5 p. S. pl. ts les jours de 10 à 12 h. et de 14 à 19 h., sf lun., et mer. T. 842-03-39. ou LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vougrard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

16 8.814 FD 80% 1979 26

52

ELISE AUTREUIL JASMIN

**LES JARDINS DE POLYMNIE** - 21-23 av. François-Gérard, angle av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. gd stand, out. d'un jard. de 3.000 m<sup>2</sup>. Du stud. 34 m<sup>2</sup>, ou 6 p. 180 m<sup>2</sup>. S. pl. t.j. sf dim., lun. et vend. mob. 10-12 h. 30, 14-19 h., tél. 525-89-94 ou 581-14-14. 14, av. F. Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, 256-55-11 Réalisation - MAZZET & VALLETTE

20 5.700 FD 80% 1979 135

M

**GRANDS CHAMPS 112** - 112, r. d. Grands-Champs. Un imm. résident. avec jardin int.é. Des appart. aux prest. raffin. S. pl. ts les jours de 14 à 19 h., sauf mardi et merc. sam. et dim. de 10 à 12 h. et de 14 à 19 h. Tél. 307-17-06. ou LA MAISON DU G. SCIC, 15, boulevard de Vougrard, Paris (15<sup>e</sup>), tél. 567-55-66.

20 5.577 FD 80% 1979 12

26 60 76

GABRIELLA PORTE DE BAGNOLET ALEXANDRE-DUMAS

28-34, RUE DES PRAIRIES - A deux pas du vieux village de CHARONNE, 2 immeubles de classe dans un grand jardin ombragé, studios à 5 pces. Renseig. s/ploce de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h, le lundi de 14 h à 19 h (fermé mardi et mercredi). Tél. : 360-90-64.

**SERCO** 14, rue Magellan PARIS (8<sup>e</sup>) 723-72-00

« Le Monde Immobilier »

est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs.

Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

... et un prêt CDE financera votre achat :

**cde**

Comptoir des Entrepreneurs  
6 rue Volney Paris 2<sup>e</sup> - Tél. : 260.35.36.  
Tous les financements immobiliers depuis 1848.

سكزا من الأصل



RADIO-TÉLÉVISION

AUJOURD'HUI

TE-CARLO

ance les équipages de... Piat... Claude Sarrault.

D'une chaîne à l'autre... TÉLÉVISION SUR SCÈNE AU GRAND PALAIS... Mercredi 25 Janvier.

TRININES ET DÉBATS... Mercredi 25 Janvier... Jeudi 26 Janvier.

MERCREDI 25 JANVIER... JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

MERCREDI 25 JANVIER

PARIS... JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JEUDI 26 JANVIER

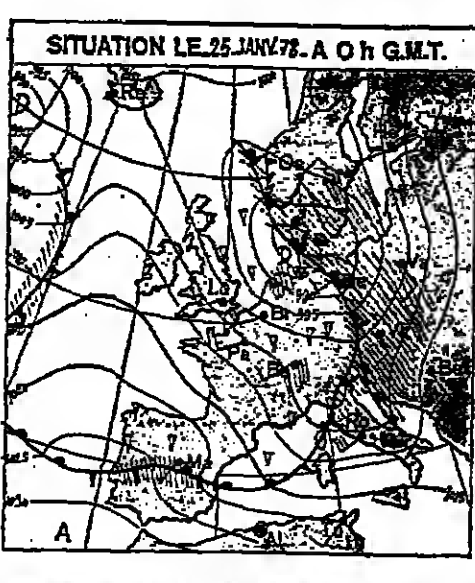
PARIS... JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

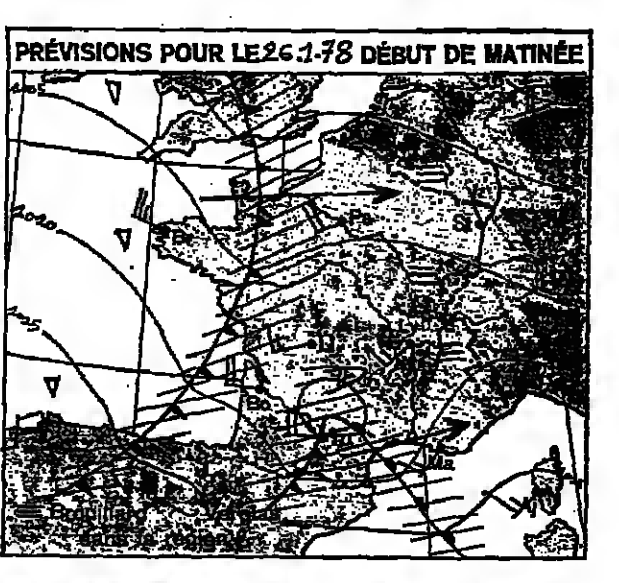
JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

JOURNÉE I : TF 1... JOURNÉE II : A 2... JOURNÉE III : FR 3.

SITUATION LE 25 JANV. A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 26 JANV. DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 25 janvier à 6 heures et le jeudi 26 janvier à 24 heures... Dans le rapide courant qui peralte de l'océan Atlantique vers l'Europe...

Alger, 17 et 10 degrés; Amsterdam, 9 et 5; Athènes, 11 et 6; Berlin, 4 et 1; Bonn, 9 et 4; Bruxelles, 9 et 4; Casablanca, 19 et 15; Copenhague, 3 et 1; Genève, 9 et 4; Lisbonne, 18 et 13; Londres, 9 et 1; Madrid, 11 et 7; Moscou, -9 et -12; Nairobi, 25 (max.); New-York, -2 et -3; Palma-de-Majorque, 13 et 12; Rome, 13 et 11; Stockholm, 0 et -1.

Visites et conférences

JEUDI 26 JANVIER... VENTES GUIDÉES ET PROMENADES... 10 h. 45, Grand Palais, entrée de l'exposition, 'Tous Filles'...

DES CARTES D'AVALANCHES EXISTENT DANS LES PRINCIPALES STATIONS, MAIS NE PEUVENT ÊTRE CONSULTÉES PAR LE PUBLIC.

L'Institut géographique national rappelle dans un communiqué que chaque maître situé dans les zones couvrant les principales stations de ski a doit posséder obligatoirement au moins un exemplaire de cartes de localisation probable des avalanches.

Bienfaisance

S.O.S.-ENFANTS CONNAIT DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES... S.O.S.-Enfants, l'association lancée en septembre 1977 par M. Bertrand Bouillon, co-auteur de la Charte des enfants, élaborée par les jeunes auditeurs d'Europe 1...

Circulation

Le parking de Noisy-le-Grand sera payant... Le conseil d'administration de l'Association publique d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée...

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with horizontal and vertical clues. Includes 'PROBLEME N° 1980' and 'SOLUTION DU PROBLEME N° 1979'.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 janvier 1978: DES DÉCRETS... Fixant les attributions du secrétaire général pour l'administration... Fixant les avertissements devant figurer sur les récépissés, mandats ou notes de produits cosmétiques...

et un prêt financera votre... CC







50 كذا في الامل

# économie

Monde

## prix de détail ont augmenté de 0,3 % en décembre

Le prix de détail n'a augmenté que de 0,3 % en décembre par rapport à novembre. Si l'on part des résultats de décembre 1976 et de janvier 1977, on constate que le rythme de hausse annuel est de 3,7 %.

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en décembre par rapport à novembre. Si l'on part des résultats de décembre 1976 et de janvier 1977, on constate que le rythme de hausse annuel est de 3,7 %.

Le rythme de l'inflation est en train de s'amorcer. La question qui se pose est de savoir à quel niveau il se situera de façon stable au cours des prochains mois qui devront enregistrer des hausses de loyers (en janvier), puis d'assurances, des tarifs publics. De même, les prix industriels augmenteront-ils plus rapidement du fait de la reconstitution des marges des entreprises. Tout compte fait, il est probable que le rythme de l'inflation est en train de s'instaurer sur une pente de 6 % l'an environ. C'est encore beaucoup.

## CHARBON : la hausse ne dépassera pas 19 % pour le consommateur

Les hausses de prix du charbon domestique, de 8 % au 1<sup>er</sup> mai et de 30 % au 1<sup>er</sup> juillet, annoncées le 23 janvier par M. Paul Gardent, directeur général des Charbonnages de France, concernent les tarifs de l'entreprise au départ de la mine. Mais ceux-ci n'entrent que pour moitié dans le prix que paye le consommateur (l'autre moitié étant constituée de frais de transport et de distribution ainsi que de taxes).

Si les Charbonnages de France usent de la liberté qui leur est donnée et allègent leurs prix sur la concurrence, les augmentations qui supporteraient les foyers (1,3 million) qui utilisent le charbon, ne dépasseraient donc pas 4 % en mai et 15 % en juillet.

## LA FLAMBÉE DES COURS DE L'OR

### Ils arrivent...

L'or s'emballe sur le place de Paris. Depuis le début de l'année, les cours du lingot de 1 kilo et de la pièce d'or de 20 francs ont monté respectivement de 11,5 % à 28 895 francs et de 18 % à 300 francs. Ils viennent, aussi, de retrouver leurs niveaux les plus élevés depuis novembre 1974, au moment où la spéculation mondiale se déchaîna en prévision de la réouverture du marché libre de l'or aux Etats-Unis, fermé depuis 1934.

En trois semaines, la hausse du lingot a été très brutale. Quant au napoléon, plus maniable et beaucoup plus répandu dans le public, il a grimpé deux fois plus vite du 1<sup>er</sup> au 23 janvier 1978 que pendant l'année 1977 tout entière.

Certes, les cours de l'or sur les marchés mondiaux progressent. La chute du dollar et le regain de tension au Proche-Orient, après le samir-rupure de négociations égypto-Israéliennes, ont entraîné une progression de 6,6 % du cours de l'once sur les marchés libres, notamment aux Etats-Unis, où les places de New-York et de Chicago ont pris une importance croissante. Les investisseurs américains s'inquiètent du gonflement du déficit de la balance commerciale de leur pays et de la persistance de l'inflation. A leur tour, ils se tournent vers le métal, cette « relique barbare » qu'ils méprisent tant auparavant.

Mais ce mouvement planétaire n'explique pas complètement l'emballement observé à Paris, où l'on constate un décalage par rapport aux cours mondiaux (l'once d'or vaut à Paris l'équivalent de 150 dollars alors qu'elle vaut 177 dollars à Londres).

L'explication, une fois de plus, est politique. « Ils arrivent ! » Mais qui donc ? Les parisiens de gauche, par exemple ?

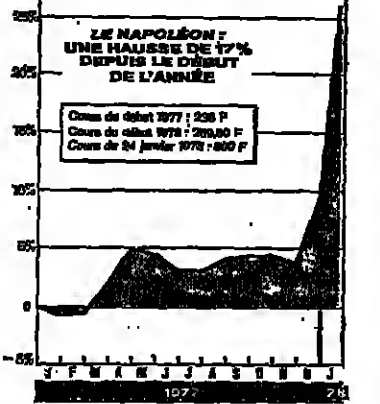
Le vieux réflexe

Immédiatement, le vieux réflexe du temps de crise se met à jouer. L'or, protection vis-à-vis des convulsions sociales, garantie de ce secret et de cet anonymat si chers à toutes les couches de la société française, n'a pas perdu de son pouvoir magique. La publication de sondage laissait entrevoir une victoire de l'opposition ; les propos plus élogieux de M. Marchais vis-à-vis de ses partenaires socialistes, les déclarations à l'emporte-pièce de M. Jacques Chirac et de bien d'autres, toutes ces facettes ont eu une répercussion directe à la Bourse de Paris, où les achats de métal ont doublé ces derniers temps atteignant 17 millions de francs par jour, malgré l'instauration, au 1<sup>er</sup> juin 1977, d'une taxe de 4 % à la revente.

Preuve caractéristique de la réapparition des craintes « électoralistes », la « prime de la pièce d'or de 20 F » le fameux « napoléon », c'est-à-dire la Europe qu'enregistre son cours par rapport au prix marchand de l'or contenu, a augmenté, passant de 60 % à 84 %. C'est un signe qui ne trompe pas !

Parallèlement, l'intérêt du public s'est porté massivement sur les emprunts rattachés à l'or, à savoir la rente 4 % 1978 (le fameux « Finlay » modifié « Glisard ») indexée sur le napoléon, et sur la rente 7 % 1978, en relation éventuelle avec le lingot de 1 kilo, qui viennent de crever tous leurs plafonds à respectivement 800 F et 8 000 F avec des volumes de transactions très importants.

Par un phénomène de contrepoint très compréhensible, la chute des valeurs françaises s'est accentuée (8 % en trois semaines). Comme aux mauvais jours d'avril et de mai 1977, après la « douloreuse surprise » des élections municipales, l'épargne recommence à « changer de cheval ». L'annonce de nouvelles « favorables » (excédent commercial en décembre, baisse du chômage, ralentissement de l'inflation en décembre) n'y fait rien. Pour la Bourse, qui se vante d'être un bon baromètre de la situation politique et économique, les jeux seraient-ils déjà faits ?



## LES ÉLEVEURS

### ACCENT LES « ERREURS » DU RAPPORT DU CERC

### LE PRIX DE LA VIANDE

La publication d'un rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts sur l'évolution du prix de la viande (le Monde, 14 janvier) devrait constituer un principal sujet de discussion de l'assemblée générale de l'Association nationale des éleveurs, qui se tiendra le 24 janvier à Paris.

Répondant à ce rapport, considéré « comme une « provocation », et qui n'a pas été établi par des techniciens, les dirigeants du CERC ont souligné le 24 janvier, lors d'une conférence-essais, quelques-unes des erreurs de ce rapport.

Le CERC a fait une confusion entre les prix de détail (veau, vache, etc.) et leurs qualités, l'absence de la hausse selon la date de naissance (un veau né en avril, etc.), l'absence de la hausse selon la date de naissance (un veau né en avril, etc.), l'absence de la hausse selon la date de naissance (un veau né en avril, etc.).

## TRANSPORTS

### Les trois compagnies aériennes françaises améliorent leurs résultats financiers

Les trois grandes compagnies aériennes françaises et l'Aéroport de Paris sont en bonne voie de redresser leur situation financière après les années « noires » consécutives à la crise de l'énergie. Les résultats provisoires pour 1977 laissent apparaître des bénéfices pour Air Inter et UTA. Air France et l'Aéroport de Paris comptent sortir du « rouge » l'une en 1978, l'autre l'année suivante.

Ce redressement reste fragile. Air Inter doit compter avec la mise en service, en 1982-1983, du train à grande vitesse (T.G.V.) entre Paris et Lyon ; UTA risque de subir les effets malheureux d'une « balkanisation » du transport aérien en Afrique ; Air France aura à faire face de nouveau à une « concurrence sauvage » sur l'Atlantique nord.

### AIR INTER : pas d'appel à l'état

Pour Air Inter, l'exercice 1977 se solde par un bénéfice net de 20,5 millions de francs (15,7 millions en 1976), et ce malgré la récente perte des pilotes, qui lui aura coûté 12 millions. Un autofinancement net de 18,5 millions de francs a pu être dégagé sur un chiffre d'affaires hors taxes de 1 milliard 626 millions, en augmentation de 13,7 % par rapport à 1976.

Air Inter a transporté l'an dernier cinq millions cinq cent quarante et un mille trois cent soixante-dix-huit passagers, soit une progression de 7,5 % par rapport à 1976. Le coefficient d'occupation de ses avions a été de 64,7 %. La compagnie a traité 23 500 tonnes de fret (+12,7 % par rapport à 1976).

Air Inter compte transporter sept millions cinq cent mille passagers en 1982, dont plus du tiers à bord de l'Airbus. Elle attend la livraison des dixième, quinzième et dix-septième exemplaires respectivement au mois de mars et septembre 1978 et février 1979. Dès cette année, la compagnie intermédiaire entend faire un effort particulier en faveur des hommes d'affaires, qui représentent 80 % de sa clientèle.

M. Robert Vergnaud, président de la compagnie, navigante pas à l'exemple d'Air France, de signer un contrat d'entreprise avec l'Etat. « Nous voulons sauvegarder notre indépendance financière », a-t-il dit. Il ne renoncera pas à l'Etat, mais se veut un partenaire public d'une subvention spéciale pour la desserte de la Corse, défective de 17 millions de francs en 1976, « subvention qui permettrait d'assurer un service public mieux adapté aux exigences des insulaires ».

### U.T.A. : boom sur le fret

Le bénéfice net que U.T.A. a réalisé en 1977 se situe entre 20 et 30 millions de francs, au lieu de 12,9 millions l'année précédente. La compagnie privée, dont le chiffre d'affaires hors taxes sera de l'ordre de 2,5 milliards, dégage une marge brute d'autofinancement comprise entre 160 et 170 millions.

U.T.A. a transporté, l'an dernier, 752 000 passagers, au lieu de 676 000 en 1976 ; soit une progression de 11,3 %. Exprimé en passagers-kilomètres transportés, le trafic a augmenté d'une année sur l'autre de 9,4 % : 3,9 au lieu de 3,6 milliards. Entre 1976 et 1977, le coefficient de remplissage a augmenté d'une année à l'autre, de 60 à 62,1 %, grâce notamment à une hausse modérée de l'offre : + 4,5 %. Quant au fret, exprimé en tonnes-kilomètres transportés (1,18 milliard), son trafic a progressé d'environ 22 %.

An total, le trafic d'Air France a crû de 11,8 %, alors que pour les compagnies membres de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), il s'est augmenté en moyenne que de 8,3 %. La compagnie nationale se place, en 1977, par l'importance de son activité, au troisième rang des compagnies aériennes devant Japan Airlines et derrière British Airways et Panam.

### AIR FRANCE : au troisième rang mondial

A l'encre des comptes d'exploitation prévisionnels qui figurent dans le contrat d'entreprise, le bilan d'Air France en 1977 se solde par un déficit de 488 millions de francs (418,5 millions en 1976) : 183 millions pour l'exploitation des sous-jets, et 305 pour l'exploitation de Concorde. Après le versement par l'Etat de 477 millions de compensations diverses au titre des obligations d'intérêt général qu'il impose à la compagnie nationale, l'exercice laisse apparaître une situation proche de l'équilibre.

Exprimé en passagers-kilomètres transportés (20,79 milliards), le trafic s'est accru de 8 % par rapport à 1976. Air France, qui a traité 9 400 000 passagers, a augmenté d'une année à l'autre, le coefficient d'occupation de ses avions de 60 à 62,1 %, grâce notamment à une hausse modérée de l'offre : + 4,5 %. Quant au fret, exprimé en tonnes-kilomètres transportés (1,18 milliard), son trafic a progressé d'environ 22 %.

### AÉROPORT DE PARIS : le dernier déficit

Le compte d'exploitation de l'Aéroport de Paris pour 1977 se solde par un déficit de 8 millions de francs avant intervention de l'Etat. L'an dernier, celui-ci, pour compenser l'insuffisance passée de ses concours financiers, avait consenti des allègements de frais financiers d'un montant de 50 millions à l'établissement public dont l'exercice avait finalement laissé apparaître une perte de 13 millions.

Faut-il d'un ajustement des tarifs de dérapage des prix — plus 9,5 % au lieu de plus 6,5 % initialement prévu — a pénalisé les comptes de l'Aéroport de Paris.

## MARCHÉ COMMUN

### La dévaluation de la livre verte crée une tension au sein de la C.E.E.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La réunion mensuelle des ministres de l'Agriculture des Neuf s'est terminée, le mardi soir 24 janvier, dans un climat de tension dû à l'attitude du responsable britannique, M. Silkin. Celui-ci, mécontent du sort réservé par certains Etats membres à sa demande de dévaluation de la livre verte de 7,5 %, a annoncé son intention de boycotter la réunion informelle que les Neuf

ont prévue à la fin de la semaine à Berlin, en marge de la « Semaine verte », pour essayer de parvenir à un accord sur la politique commune de la pêche.

A l'ordre du jour de la réunion de mardi figurait la demande des Italiens de dévaluer la livre verte de 6 % et celle des Anglais de dévaluer la livre verte de 7,5 %.

La demande présentée par M. Silkin venait après le vote de la Chambre des communes en faveur d'un ajustement de 7,5 % (le Monde, 23 janvier), ce qui entraînera un réajustement moyen de 8 % des prix agricoles payés aux producteurs britanniques et une réduction des montants compensatoires monétaires de près de dix points.

Le ministre britannique a demandé que cette dévaluation s'applique dès le 1<sup>er</sup> février aux produits laitiers, à la viande bovine et à la viande porcine, et pour les autres produits en début de campagne. Toutefois, les Allemands, les Belges et les Néerlandais, en principe favorables à une plus grande vérité des prix agricoles au Royaume-Uni, ont exprimé la crainte que l'opération ne rende plus difficile la négociation déjà engagée entre les Neuf sur les prix de campagne. Les propos tenus par M. Silkin dans les couloirs ont donné raison : ayant obtenu un réajustement des prix agricoles anglais de 7,5 % par le biais d'une dévaluation de la livre verte, il s'est déclaré partisan d'un blocage des prix communs (la Commission européenne avait proposé une hausse de 2 %). Cette attitude britannique inquiète les pays à monnaie forte, qui, compte tenu des corrections monétaires (requises se traduisent dans leur cas par une moindre augmentation des prix), ne pourront offrir à leurs agriculteurs que des majorations inférieures à celles décidées par le conseil européen des ministres. Aussi, se doutant de leur mauvaise humeur à l'idée de la demande britannique de gel des prix communs.

Pour cette raison, la R.F.A., la Belgique et les Pays-Bas ont donné leur accord de principe à la dévaluation de la livre verte de 7,5 %, mais ont expliqué qu'ils ne pourraient le confirmer qu'après consultation de leurs gouvernements respectifs. Leur réponse définitive sera donnée le 29 janvier. Cette procédure d'accord ad referendum, qui n'a rien d'inhabituel dans la Communauté, a été déclinée par M. Silkin Celui-ci a annoncé que, dans ces conditions, il ne participerait pas à la réunion informelle de Berlin sur la pêche.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## UNIS

Les commandes de biens ont augmenté, aux Etats-Unis, de 5,5 % en décembre, pour atteindre 65,3 milliards de dollars, soit une hausse de 0,8 % par rapport à novembre. Le rythme de hausse annuel de décembre a été de 15 %, contre une progression de 15 % au cours de l'année 1977.

## E-BRETAGNE

Le chômage, après quatre semaines de diminution, a été en janvier en Grande-Bretagne, le 12 janvier, de 454 personnes (y compris ceux ayant terminé leurs études) soit 67 222 de plus qu'à la fin de l'année 1977. Après correction saisonnière, le chiffre s'est élevé à 1 428 500, soit une augmentation de 300 personnes par rapport à décembre 1977.

Un Club discret, raffiné dans le moindre détail, pour savourer deux heures de charme et de détente.

**RELAX CENTER**  
261.27.25 - 261.27.97  
6 rue de la Paix 75002 Paris

Sauna, hammam, soins esthétiques. Nocturnes jusqu'à 23 heures.

Directeurs Financiers, Trésoriers d'Entreprise POUR VOS COLLABORATEURS Comptables et Secrétaires Comptables

**Le DEPARTEMENT HAUTE FINANCE de l'INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION**

vous propose un séminaire de 8 jours : 7, 9 et 9 mars 1978

**AMPUTEZ VOS FRAIS FINANCIERS**

pour apprendre à DETRUIRE LES ANOMALIES BANCAIRES UTILISER DES TECHNIQUES REALISEES de gestion de votre trésorerie

Renseignements : I.F.G. - Département I.F.G.I 37, quai de Grenelle, 75788 PARIS CEDEX 15 Téléphone : 578-61-52 - Postes 473, 475



# AFFAIRES

## Les agents immobiliers sont « raisonnablement optimistes »

Les professionnels de l'immobilier sont « raisonnablement optimistes » pour 1978, après une année 1977 « en dents de scie », avec un net ralentissement des ventes de mars à septembre, et à la fin de l'année. Ces éléments sont fournis par l'étude de conjoncture que mène la F.N.A.I.M. (Fédération nationale des agents immobiliers) à Paris, dans la région parisienne et dans vingt-quatre villes de province.

En 1977, on a dénombré, dans la région parisienne, 35 000 ventes d'appartements (contre plus de 40 000, en 1976) dont 9 000 à Paris même. Le stock d'appartements vendus est stable en banlieue (33 000) et a baissé à Paris (16 000 contre 20 000 en un an auparavant). Cependant, le stock d'appartements neufs vendus et habitables augmente en région parisienne : il représente aujourd'hui 40 % de l'offre (environ 30 000 appartements sur 80 000), contre 25 % en 1976. Le prix moyen du mètre carré dans un immeuble neuf à Paris intra-muros atteint désormais 7256 F, l'augmentation mensuelle durant l'année, ayant été de 0,7 %. On s'attend à une hausse mensuelle de 1 % en 1978. A Paris, ce sont les petits et moyens appartements (de 5 000 à 9 000 F le mètre carré), qui se vendent le mieux, le prix de 10 000 F le mètre carré constituant un plafond difficile à dépasser. En banlieue, les ventes concernent des appartements plus grands (3 et 4 pièces), valant de 4 000 à 6 000 F le mètre carré.

Le marché des appartements anciens connaît en ce mois de janvier une nette reprise, malgré des prix, eux aussi, très élevés : 210 000 francs pour un studio dans le quatorzième arrondisse-

ment, 680 000 francs pour un trois pièces de 85 mètres carrés dans le seizième arrondissement. Dans les quartiers « chers », on observe un glissement de la demande de l'achat vers la location, même à des prix élevés.

La maison individuelle continue à vendre fort bien en Ile-de-France, surtout lorsqu'elle n'est pas située dans un « village » fabriqué de toutes pièces. On s'attend cependant, dans le secteur non aidé, à une stagnation prochaine.

On a assisté également durant le dernier trimestre à des « achats relativement importants » de la part d'investisseurs institutionnels et même de l'administration (des P.T.T.). En revanche, la vente des appartements à la clientèle attendant la sortie des nouveaux prêts prévus par la réforme du financement du logement.

Enfin, le marché des bureaux connaît une reprise très nette depuis septembre, avec des prix de location de 290 à 535 francs le mètre carré en banlieue et plus de 1 000 francs à Paris, les plus chers étant situés avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly. On se dirige, selon les professionnels, vers un état de pénurie en raison de la chute du nombre des permis de construire à Paris de 199 339 mètres carrés en 1974 à 1 973 mètres carrés durant le premier semestre 1977.

Dans l'ensemble de la France, les professionnels ont observé un ralentissement des affaires ou une stabilité, la construction étant en régression et les acquéreurs se dirigeant plus encore vers la maison individuelle. En grande majorité, les acquéreurs achètent un appartement ou une maison pour y habiter (80 %) ou pour leurs loisirs (20 %). Les opérations ne sont réalisées que pour des investisseurs que pour 10 %.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S. ....	4,7100	4,7150	+ 80	+ 110	+ 160	+ 200	+ 560	+ 630
\$ Can. ....	4,2000	4,2750	+ 30	+ 120	+ 150	+ 200	+ 350	+ 670
Yen (100) ..	1,9800	1,9820	+ 100	+ 120	+ 130	+ 120	+ 10	+ 70
D.M. ....	2,2300	2,2450	+ 140	+ 140	+ 220	+ 250	+ 770	+ 850
Fl. ....	2,9950	2,9980	+ 70	+ 90	+ 120	+ 170	+ 380	+ 630
F.R. ....	14,4610	14,4630	+ 140	+ 280	+ 310	+ 480	+ 1430	+ 1750
L.S. ....	2,3920	2,3950	+ 160	+ 190	+ 330	+ 380	+ 1000	+ 1100
L. (1960) ..	5,4200	5,4320	+ 100	+ 130	+ 190	+ 230	+ 430	+ 530
£ ....	9,1840	9,1880	+ 180	+ 250	+ 400	+ 450	+ 1430	+ 1580

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	D.M.	F.R.	F.S.	L.S.	£	Yen
3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**Jeunes diplômés de moins de 25 ans** souhaitant acquérir une formation dans un domaine en voie de développement, la mini-informatique ou informatique-réparata.

Vous pouvez suivre gratuitement :

- 300 heures de cours intensifs ;
- 180 heures de stages pratiques.

Débouchés : — Assistants Direction PME, ou — Direction Informatique

Inscriptions immédiates pour stage débutant fin janvier.

Nombre de places limité.

**C. P. T. G.** 75, rue de Courcelles, 75008 PARIS. Tél. : 227-77-10 - 267-23-38.

La meilleure façon de monter une force de ventes à Barcelone est de l'avoir simplement sur votre bureau à Paris

Developpez vos marchés internationaux **800** Grace au Service 800

Pour de plus amples renseignements appelez (01) 236 67 89 ou Angleterre (01) 723 0032 - Suisse (022) 61 71 71 - Pays-Bas (020) 47 20 98 - Belgique (02) 647 4188 - Espagne (01) 402 61 31 - Allemagne (02224) 17 23

Reservation : 225.99.06+

**IRAN AIR** Only Sud

**PARIS NEWYORK**

BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi 12 h 30

## Peugeot-Citroën a accentué son avance sur Renault en 1977

Avec une production de plus de trois millions de voitures, dont 52,4 % ont été exportées, l'année 1977 aura été, pour le secteur automobile, une nouvelle année record qui place la France au second rang européen, après l'Allemagne fédérale (trois millions huit cent mille voitures, mais devant l'Italie et la Grande-Bretagne).

Les quatre constructeurs français ont produit au total 3 507 681 véhicules (soit 3 092 439 voitures particulières (+3,6 %), et 415 242 véhicules utilitaires (-1,8 %). Il faut ajouter à ce total 462 632 « petites collections » (voitures en pièces détachées expédiées à l'étranger), qui ont progressé de 13 % par rapport à 1976. Le groupe Peugeot-Citroën se classe au premier rang avec 1 517 954 véhicules produits, soit 5,57 % de plus et 43,2 % du total, devant largement le groupe Renault, qui a produit 1 454 056 véhicules, soit 1,1 % de plus qu'en 1976 et 41,4 % au total. Simca-Chrysler, enfin, a produit 505 098 véhicules, en diminution de 1,08 %. La faible progression de la Régie Renault s'explique, pour l'essentiel, par le recul de la production de véhicules industriels.

## LA SOCIÉTÉ VOYER EST REMISE A FLOT

(De notre correspondant.)

Tours. — La naissance officielle de la SIEV (Société Industrielle d'Exploitation de Voyer) a été annoncée, mardi 24 janvier à Tours, par M. Roberts, directeur général et président du groupe NORCROS, après une crise à rebondissement et en dépit de la procédure d'appel engagée devant le tribunal de commerce de Paris par l'Association pour la défense des intérêts des créanciers, actionnaires et licenciés pour motifs économiques de Voyer et qui a apporté dans l'affaire 24 millions de francs, déduisant les deux tiers du capital social de la SIEV, le reste appartenant à Voyer. La direction de la nouvelle société, que le groupe NORCROS entend traiter comme une filiale autonome sera française, sous la présidence de M. Hornus, mais le conseil d'administration sera à majorité britannique.

Cette solution coïncide aux travailleurs de Voyer S.A. une vingtaine de licenciements en plus des quatre cent dix-huit déjà effectués. La production sera réorganisée autour des usines et bureaux de Tours-La Riche, de Blyesdier et dans de nouveaux locaux à Paris. Les usines d'Argentan et d'Alix-en-Provence demeureront fermées.

An total, les Britanniques, qui avaient déjà engagé 40 millions dans le premier plan de sauvetage en 1974, espèrent un chiffre d'affaires de 220 millions en 1978, à peine supérieur à celui réalisé l'année dernière.

Un plan de relance C.G.T. pour Chaux. — La Fédération française du Livre C.G.T. a présenté, le 24 janvier à la presse, un « plan de relance de l'entreprise Chaux établi par les cadres de l'entreprise. Chaux, qui employait six cent cinquante personnes et assurait 4 % de la production française de papier occupée par le personnel depuis sa mise en liquidation en novembre 1975. Pour la C.G.T., l'entreprise pourrait redémarrer en utilisant une partie du matériel et en reprenant, la première année, cent quatre-vingt-cinq personnes.

« Nous sommes prêts à discuter avec le gouvernement de notre plan, mais nous avons besoin d'un ministre qui Chaux est viable. Certes, ce plan ne règle pas tout. Il faut trouver des capitaux (1 million de francs de trésorerie pour la première année suffisent) et des clients. Ce n'est pas notre affaire, mais cela est de nos pouvoirs publics. Ceux-ci doivent intervenir auprès d'entreprises nationales pour que ces rapatriés leurs travaux d'impression exécutés hors de France. »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SOLVAY**

Solvay & Cie société anonyme  
Siège social : Bruxelles-Brunelles, 33, rue du Prince-Albert  
R.C. Bruxelles n° 5554

**emprunt 11,30%**  
janvier 1978

de 100 000 000 de francs représentés par 100 000 obligations de F 1000 nominal

prix d'émission : F 983 par obligation.  
durée de l'emprunt : 12 ans.  
date de jouissance : 23 janvier 1976.  
Intérêt annuel de F 113 par obligation, payable le 23 janvier de chaque année et pour la première fois, le 23 janvier 1978.  
amortissement : en 12 tranches sensiblement égales, moitié par rachats en Bourse, moitié par tirages au sort.  
taux de rendement actuariel brut à la souscription : **11,65%**

Une note d'information, qui a reçu le visa 76-06 en date du 18-1-1978 de la Commission des Opérations de Bourse, a été mise à la disposition du public.

**HITACHI Ltd**

RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 1977 : UNE CROISSANCE REGULIERE

Les ventes nettes consolidées (119 milliards de yens) ont progressé de 10 % par rapport à celles du premier semestre 1976.

Les exportations ont atteint 227 milliards de yens avec une progression de 23 %, principalement due à la division « équipements et matériel électrique ».

Le bénéfice net enregistré à 36 milliards de yens une hausse de 4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent qui avait connu des résultats en très forte augmentation.

Le bénéfice net par action s'est établi à 13,96 yens contre 13,61 yens.

Il faut noter que la société a réussi à accroître l'ensemble de ses ventes à l'exception des ventes de la division « biens d'équipement industriels », et ce malgré la stagnation de l'économie japonaise, elle-même, conséquence du ralentissement des investissements industriels et de la consommation stagnante des ménages et en dépit d'un environnement économique international devenu plus difficile en raison de la dégradation des exportations due, entre autres, à la forte appréciation du yen.

**SCREG** emprunt convertible 9,75%

DE F 60 MILLIONS  
émission de 480 000 obligations de F 125 nominal convertibles en actions.

- Prix d'émission : le pair soit F 125 par obligation.
- Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1978.
- Intérêt annuel : 9,75 % soit F 12,19 par litre, payable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.
- Durée : 10 ans.
- Taux de rendement actuariel brut en cas de non-conversion : **11,27%**
- Amortissement : Les obligations non converties seront amortisées en 7 ans maximum, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981 : — soit au moyen de tirages au sort annuels, par remboursement à des prix variant de F 133 à F 156 selon le date de remboursement ; — soit par rachats en Bourse.
- Convertibilité en actions : — délai de conversion : à tout moment, au gré des porteurs à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1976 ; — rapport de conversion : UNE action de F 50 nominal pour UNE obligation. En cas d'opération sur le capital, ce rapport sera ajusté pour maintenir les droits des obligataires.
- Droit de priorité des actionnaires : le souscripteur sera, entre le 3 et le 20 janvier inclus, réservée par priorité aux actionnaires à raison de 3 obligations pour 10 actions possédées.
- Souscription des obligations : Les souscriptions auront lieu à partir du 3 janvier 1978 aux guichets des Etablissements suivants : CREDIT DU NORD, BANQUE NATIONALE DE PARIS, CREDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE ÉTRANGER.

Une Note d'information qui a reçu le Visa N° 77-170 en date du 12 décembre 1977 de la Commission des Opérations de Bourse est mise à la disposition du public.

**LES SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD** ou 31<sup>er</sup> décembre 1977

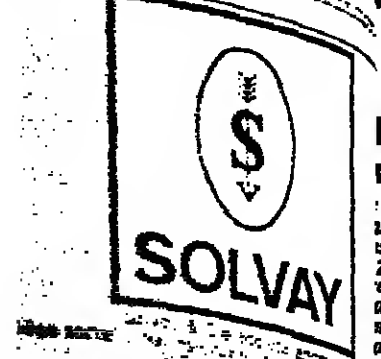
	ROTHSCHILD EXPANSION		LAFITTE RENDEMENT		LAFITTE TOKYO	
	F	%	F	%	F	%
Actions étrangères	166 308 803,82	39,75	4 116 366,50	4,32	42 216 923,53	54,4
Actions françaises	33 324 011,91	9,15	37 708 187,15	43,30	—	—
Obligat. étrangères	136 632 089,21	37,40	40 006 746,99	46,99	39 855 534,48	50,8
Obligat. françaises	24 578 021,34	5,87	5 230 990,36	6,01	5 120 612,23	6,6
Liquidités	—	—	—	—	—	—
ACTIF NET	416 871 531,68	100	87 051 951	100	77 283 060,26	100
VALEUR LIQUIDE	261,62		104,92		128,74	

كندا من الأصل



Handwritten text: "L'ÉCONOMISTE"

FINANCIERS DES SOLVAY



Emprunt 11,65% 100 000 000 de francs

11,65% ...

11,65% ...

11,65% ...

11,65% ...

11,65% ...

11,65% ...

11,65% ...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 24 JANVIER

Nouvelle hausse de l'or... Les cours ont tendance à s'écrire...

LONDRES

Effacement... Les cours ont tendance à s'écrire...

NEW-YORK

Légère reprise technique... Une très légère reprise technique...

Table of stock market values for various companies and indices, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

BOURSE DE PARIS - 24 JANVIER - COMPTANT

Table of stock market values for the Paris stock exchange, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market values, including columns for 'VALEURS', 'Précéd. clôture', and 'Dernier cours'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for 'COURS', 'COURS 24/1', and 'COURS 24/1'.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market values, including columns for 'COURS', 'COURS 24/1', and 'COURS 24/1'.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — JEUNESSES. — Le point de vue de... Alain Bloch ; « La fuite devant les obligations militaires », par Marc Oraison.
- 3. ETRANGER — TUNISIE : regain de tension sociale.
- 4. PROCHE-ORIENT — M. Begin semble disposé à renouer le dialogue avec l'Egypte.
- 5. ASIE — Le nouveau conflit indo-chinois.
- 6 à 10. POLITIQUE — La préparation des élections législatives.
- 10. DEFENSE — Les Soviétiques ne possèdent pas encore la bombe à neutrons.

« LE MONDE » EN BOURGOGNE  
Pages 11 à 14  
— Dilon et la Côte-d'Or.  
— Chalon et la Saône-et-Loire.  
— Le Nivernais et l'Yonne.  
— Les points de vue de Jean Chamant et de Pierre Josa.

18-19. SOCIÉTÉ — La galaxie des « automobiles » (II), par Laurent Gréissomer.

20. JUSTICE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES  
Pages 21 à 28  
EXPOSITION : Patentes révolutionnaires à Saint-Germain-en-Laye.  
CULTURE : Point de vue sur Beauport, par Catherine Millet ; La sculpture monumentale anarchiste, de Gérard Genette.  
CINÉMA : D'Avoriaz aux Deuxième Rencontres Henri Langlois de Tours ; Rencontres avec Angela Davis.

21. LETTRES — Le poète Georges Perros est mort.

22. SCIENCES — La chute d'un satellite soviétique au Canada.

36 à 38. ÉCONOMIE — La flambée des cours de l'or.  
TRANSPORTS : les trois compagnies aériennes françaises améliorent leurs résultats financiers.

LIRE ÉGALEMENT  
RADIO-TELEVISION (25)  
Annuaire classés (20 à 23) ; Aujourd'hui (25) ; Carrot (20) ; « Journal officiel » (25) ; Métrologie (25) ; Mots croisés (20) ; Bouze (20).

Le numéro du « Monde » daté 25 janvier 1978 a été tiré à 549 576 exemplaires.

Rectificatif  
CONFÉRENCE CARNEGIE  
Ce soir Mercredi 25 Janvier - 19 h.  
Salons de l'Étoile  
38, avenue Friedland, PARIS (8<sup>e</sup>)

FABRICANT - VENTE DIRECTE  
COUVERTS ARGENTÉ ET INOX  
ORFÈVRE  
Garantie 25 ans d'ouvrages garantis  
FRANOR 70 R. AMÉLIT  
TEL. 700.87.94  
M<sup>e</sup> St-Sébastien - Fermé le samedi

(Publié)  
EXPRESSION ORALE POUR RESPONSABLES DÉCIDÉS  
Vous refusez les trucs et recettes habituellement proposés. Vous voulez un style d'expression à la mesure de votre personnalité. Demandez-nous une consultation particulière, à titre gracieux et sans engagement.  
INSTITUT D'EXPRESSION ORALE  
20, cité Trévise, 75008 PARIS  
TEL. : 770-58-03.  
Nous recevons volontiers par rendez-vous, de 10 h. à 21 h.

### DANS UNE QUESTION ÉCRITE A M. BOURGES

## M. Pontillon (P.S.) dénonce l'intervention du général Méry dans le débat politique

Dans une question écrite au ministre de la Défense, M. Robert Pontillon, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, expose que, « le 11 janvier 1978, le général chef d'état-major des armées a cru devoir, au cours d'une conférence de presse dont le compte rendu a été publié dans la presse régionale et plus spécialement dans l'Alsace du 12 janvier 1978, mettre en cause la politique de défense de l'opposition, déclarant notamment : « Mais si je prends certains aspects du programme de l'opposition, on aboutit tout bonnement à l'incohérence, à l'impossibilité de mettre en œuvre une véritable politique de défense. »

M. Pontillon demande à M. Bourges de bien vouloir lui faire savoir s'il considère comme tolérable et compatible avec l'obligation de réserve l'intervention de cet officier général dans le débat politique actuel ; et de bien vouloir lui préciser si le chef d'état-major des armées a obéi, en la circonstance, à des instructions écrites ou dans l'attente, à la diligence de quelle autorité ?

« Indépendamment du caractère inadmissible de cette intervention qui engage ostensiblement l'armée française dans le débat électoral, je m'étonne que puisse être ainsi mise en cause l'engagement national de la formation politique à laquelle il appartient. »

Le 11 janvier dernier, le général Guy Méry, accompagné du chef d'état-major de l'armée de terre, a tenu une conférence de presse à la

M. Barthélemy Raynaud EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'ARTISANAT

Le conseil des ministres de ce mercredi 25 janvier a nommé M. Barthélemy Raynaud directeur de l'artisanat au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, en remplacement de M. Coze.

En 1963, M. Barthélemy Raynaud est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur des ponts et chaussées. De 1974 à 1976, il a été conseiller technique au cabinet de M. Michel Duroufou, ministre du Travail, puis de septembre 1976 à mars 1977, adjoint au directeur du cabinet de M. Pierre Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat. M. Raynaud était depuis mars 1977 conseiller technique au cabinet de M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

**CERRUTI 1881**

**PRIX AVANT SAISON**

Costumes 1450 F  
Vestes 950 F  
Pantalons 390 F

27, RUE ROYALE - PARIS 8<sup>e</sup>

**LOCARTANO**

374.4182

37, rue de Valenciennes - Paris 11<sup>e</sup>

**DU NOUVEAU CONTRE LA SURDITE**

Est-il possible de retrouver L'AUDITION INTÉGRALE ?

Réponse à cette question vous sera donnée lorsque, sans engagement, vous viendrez faire l'essai de ce très petit appareil électronique, déjà utilisé par d'innombrables sourds dans le monde entier, chez

**AGOUVOX**

3, rue du Cirque, 75008 PARIS  
Métro : Champs-Élysées - Clémenceau  
Téléphone : 225-45-47 +

Envoyez ou téléphonez EN VOUS RECOMMANDANT DE CE JOURNAL pour recevoir gratuitement la documentation AX - C1

### En Espagne

## M. JOAQUIN VIOLA ANCIEN MAIRE DE BARCELONE A ÉTÉ ASSASSINÉ

Barcelone (A.F.P. Reuter, A.P.). — M. Joaquin Viola, ancien maire de Barcelone, et sa femme ont été assassinés à leur domicile, mercredi 25 janvier, par un commando de quatre hommes armés qui ont immobilisé les domestiques et placé des engins explosifs qui ont détonné les victimes. L'attentat a eu lieu à 9 heures du matin en plein centre de la capitale catalane.

(Âgé de soixante-cinq ans, originaire de la province d'Alicante, M. Viola avait été nommé maire de Barcelone par le gouvernement Arias Navarro en 1963. Il était resté à ce poste jusqu'aux élections de 1977. Ancien combattant franquiste, considéré comme un ultra, sa démission avait été réclamée avec insistance par les organisations démocratiques et socialistes après la mort de Franco.)

### LE S.N.J. CONTRE RADIO-FRANCE

Assignée en référé par le S.N.J., qui demande la réintégration de M. Michel Lemerle, et sous la conscription du Rhône. Le premier ministre se rendra ensuite, dans l'après-midi, à Verdun-sur-le-Doubs (Saône-et-Loire) pour rejoindre M. Giscard d'Estaing qui doit y prononcer, vers 19 heures, le principal discours de son voyage en Bourgogne au cours duquel il se propose d'indiquer « le bon choix » pour la France.

### Aux P.T.T. LA GRÈVE DES AGENTS DE DISTRIBUTION A ÉTÉ PEU SUIVIE

La grève des agents de distribution des P.T.T. lancée le mardi 24 janvier par la C.G.T. et la C.F.D.T. dans le cadre de leurs journées d'action dans ce secteur, a été peu suivie, selon l'administration des postes : 26 % de grévistes à Paris, 16 % en province. Ces chiffres sont confirmés par les syndicats, qui font toutefois observer que des résultats nettement supérieurs ont été obtenus sur certains « points forts » : 25 % à 30 % des facteurs étaient en grève, selon eux, en banlieue, 50 % des agents de distribution (facteurs et manutentionnaires) dans les bureaux-gares et centres de tri de Paris-Ville, 70 % dans le Nord-Pas-de-Calais et de 70 % à 75 % dans les Flandres-Orientales.

Les deux syndicats estiment que ces pourcentages « faibles » sont dus au fait qu'il s'agit de la première grève catégorielle depuis 1971, alors que les agents des P.T.T. ont plus souvent l'habitude de « lutter en commun ». D'autre part, ils notent qu'ils ont préféré cette formule « pour ne pas gêner le public » et qu'une grande grève « n'est pas facile dans le contexte politique actuel, marqué par l'approche des élections et par les divergences de la gauche ».

### NOUVELLES BRÈVES

Mgr Hilarion Capucci n'est plus vicaire patriarcal grec-catholique de Jérusalem, selon l'annuaire pontifical de 1978, présenté mardi 25 janvier à la presse au Vatican. Le prélat avait été condamné par la justice israélienne pour avoir fourni des armes aux Palestiniens, et a passé trente-deux mois en prison.

Mgr Capucci a quitté samedi dernier Rome, où il était réfugié après sa libération, pour Caracas, début d'une tournée de plusieurs mois en Amérique latine. — (A.F.P.)

La polémique sur le nombre des chômeurs est relancée par la C.G.T., qui juge peu convaincants les arguments de M. Boulic, ministre du Travail, à propos du mode de comptabilisation des demandeurs d'emploi (le Monde du 24 janvier). Constatant que le ministre refuse jusqu'à présent une réunion tripartite pour définir une position commune du gouvernement, du patronat et des syndicats sur la détermination objective du chiffre des chômeurs, la C.G.T. réitére implicitement sa demande d'une telle réunion.

### En Italie

## Cent treize militants d'extrême droite sont acquittés par un tribunal romain

Rome — Le tribunal de Rome s'est attiré de vives critiques en acquittant, mardi 24 janvier, cent treize membres du mouvement d'extrême droite Ordre nouveau, au sujet desquels il n'a pas retenu le délit de « reconstitution du parti fasciste ». Le procès de dix-neuf autres personnes a été renvoyé : elles ne pourront être jugées, affirme le tribunal, qu'après la conclusion d'autres procès où elles sont inculpées de violences ou d'homicide. Dans le « groupe des 19 » figuraient effectivement les assesseurs présidents du juge Vittorio Occorsio, celui-là même qui avait déclenché les poursuites contre l'Ordre nouveau. Après lecture de la sentence, le principal inculpé, Pierluigi Concutelli, a entonné un chant fasciste et fait le salut romain. Cette provocation a été suivie par les autres membres du mouvement social italien. L'organisation se dissout en 1973 à près de trempé dans la tentative de non d'Etat du prince Valerio Borghese. — R. S.

### L'AMBASSADEUR D'ETHIOPIE A PARIS DEMANDE SA « MISE EN DISPONIBILITÉ »

M. Hailou Wolde-Giorghis, ambassadeur d'Éthiopie en France depuis décembre 1975, a demandé au gouvernement d'Addis-Abeba sa « mise en disponibilité », a-t-on indiqué, mardi 24 janvier, de source proche de l'ambassade.

L'ambassadeur, qui a transmis ses pouvoirs au chargé d'affaires, M. Mesfin Retta, a pris sa décision pour se consacrer à des recherches sur l'Éthiopie. Toutefois, il semble bien que sa décision repose à des motifs qui ne sont pas exclusivement personnels. Le diplomate n'a fait aucune déclaration, mais il paraissait être en désaccord avec son gouvernement. Une trentaine de diplomates éthiopiens ont démissionné de leurs fonctions depuis 1974.

En 1937 à Addis-Abeba, M. Wolde-Giorghis est de formation française. Après avoir passé son baccalauréat à la capitale éthiopienne, il poursuit ses études en France. Docteur en droit, diplômé de l'École nationale supérieure de Paris, il fut conseiller juridique au ministère éthiopien des affaires étrangères, puis ministre adjoint en 1974.

### En Italie

## Cent treize militants d'extrême droite sont acquittés par un tribunal romain

Rome — Le tribunal de Rome s'est attiré de vives critiques en acquittant, mardi 24 janvier, cent treize membres du mouvement d'extrême droite Ordre nouveau, au sujet desquels il n'a pas retenu le délit de « reconstitution du parti fasciste ». Le procès de dix-neuf autres personnes a été renvoyé : elles ne pourront être jugées, affirme le tribunal, qu'après la conclusion d'autres procès où elles sont inculpées de violences ou d'homicide. Dans le « groupe des 19 » figuraient effectivement les assesseurs présidents du juge Vittorio Occorsio, celui-là même qui avait déclenché les poursuites contre l'Ordre nouveau. Après lecture de la sentence, le principal inculpé, Pierluigi Concutelli, a entonné un chant fasciste et fait le salut romain. Cette provocation a été suivie par les autres membres du mouvement social italien. L'organisation se dissout en 1973 à près de trempé dans la tentative de non d'Etat du prince Valerio Borghese. — R. S.

### Condamné à vingt ans de prison aux Pays-Bas

## KURT FOLKERTS POURRAIT ÊTRE EXTRADÉ EN R.F.A.

Maastricht (Reuter). — Le tribunal de Maastricht (Pays-Bas) a autorisé mercredi 25 janvier le gouvernement néerlandais d'extrader Kurt Folkerts en direction de l'Allemagne fédérale. Membre de la Fraction armée rouge, âgé de vingt-cinq ans, de nationalité ouest-allemande, Kurt Folkerts avait été récemment condamné à vingt ans de prison pour le meurtre d'un policier hollandais. Il appartient maintenant au ministre de la Justice des Pays-Bas de décider si le prisonnier sera effectivement extradé à la demande des autorités de la R.F.A., qui accusent Kurt Folkerts d'avoir participé divers attentats commis par le groupe Reder-Miraflores, dont l'enlèvement et le meurtre de Hans-Martin Schleyer, celui de procureur fédéral Siegfried Buchholz à Karlsruhe, en avril 1977 et l'attaque à main armée d'un armurerie à Francfort, en juillet dernier.

**STAGE DE COMMUNICATION**

et d'entraînement au travail en groupe

Ce stage s'adresse aux Entreprises et aux particuliers qui souhaitent progresser vers plus d'aisance et d'efficacité dans les relations professionnelles et personnelles.

**OBJECTIFS**

- prise de conscience des attitudes négatives et de leurs conséquences ;
- induction de nouveaux comportements ;
- stimulation des aptitudes ou travail en équipe ;

**MÉTHODE**

- étude des interactions et des phénomènes collectifs, à partir de cas concrets ;
- nombreux exercices pratiques et jeux de rôles magnétoscopés ;
- appel de techniques d'expression orale (aspects physiques et physiologiques de la communication).

**PROCHAINS STAGES** : 14-15-16 mars, 11-12-13 avr., 9-10-11 mai.

Stages personnalisés en entreprise et résidentiels (PARIS - PROVINCE)

**CEFAP** RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS  
56 bis, rue du Louvre. — 75002 PARIS  
TEL. : 261-65-79 et 261-65-89

Si vous voulez encore faire un excellent "achat diamants" je vous conseille de ne pas trop tarder.

Le Directeur

**MP** Paris  
8, place de la Madeleine  
133, rue La Fayette  
86, rue de Rivoli

Gratuit Catalogue Couleur Tél. : 260.31.44

"CRÉDIT DIAMANT" 6 MOIS sans frais après acquisition du dossier et comptant légal

كندا من الأصل